

n° 488

AVRIL
2020

4,80 €

Silence

SUISSE ROMANDE REBELLE ET ÉCOLO

QUAND LES PETITS PAS NE SUFFISENT PAS

LA FERME COMMUNAUTAIRE DE LA DEMEURÉE

écologie • alternatives • non-violence

Notre ligne éditoriale

Silence porte un projet de transformation de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale. La revue explore les alternatives concrètes et cherche à aborder tout sujet non seulement sous l'angle écologique mais aussi au regard du féminisme, du post-colonialisme, de la non-violence, etc.

La décroissance affirme la radicalité des changements à opérer. Elle s'enracine dans le constat que nous vivons sur une planète aux ressources limitées, sur laquelle une croissance illimitée est illusoire.

Le verdissement du capitalisme ne résoudra pas les problèmes actuels liés au changement climatique, à l'aggravation des inégalités sociales.

À l'échelle de la planète, le désastre écologique est causé avant tout par les plus riches et accable d'abord et surtout les plus pauvres.

Les alternatives au cœur

Les alternatives sont le cœur battant de *Silence*. Chaque numéro en propose une moisson : alternatives à la ville ou aux champs, de toutes tailles et tous types d'activités : transports doux, écoles pas comme les autres, agricultures paysannes, habitats partagés, énergies villageoises, épiceries autogérées, ZAD, lieux de solidarité avec les personnes migrantes, ressourceries, ateliers associatifs... et quantité d'autres. Nous misons d'abord sur le changement par le bas, par la faire, par la reconquête de zones d'autonomie, de partage et de convivialité. *Silence* a également à cœur de cultiver les débats d'idées, les réflexions théoriques, les élaborations d'utopies qui contribuent à la construction de l'écologie politique.

Un média participatif et ouvert aux débats contradictoires

Média militant et engagé, *Silence* n'a aucune prétention à être "neutre" ou "objectif". C'est un média indépendant, sans pub, mais aussi participatif et collectif, dont la plupart des textes sont écrits par des bénévoles. *Silence* ouvre ses pages à des opinions diverses, parfois contradictoires. Sur fond d'une vision partagée du monde, des options divergentes peuvent être défendues et nous n'avons pas vocation à trancher sur tout.

Mettre en pratique les alternatives que nous promouvons

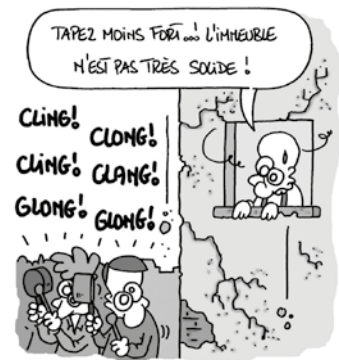
L'association et l'équipe de *Silence* s'essaient à mettre en œuvre les alternatives qu'elles promeuvent et la lutte contre les dominations en leur sein, dans un souci de cohérence entre le dire et le faire. *Silence* a fait le choix de l'écriture inclusive car nous croyons que le masculin universel est l'une des formes de la domination patriarcale dans la langue française.

Vous êtes invité-es à prendre une part active dans cette aventure collective en participant à la rédaction ou à la diffusion de *Silence* !



LE MOIS DE LASSERPE

MARSEILLE : GAUDIN QUITTE LA MAIRIE
SOUS UN CONCERN DE CASSERQUES



BREXIT : PLUS DANGEREUX QUE
LES FRANÇAIS QUI RENTRENT DE CHINE,
LES FRANÇAIS QUI RENTRENT D'ANGLETERRE



LE GOUVERNEMENT VEUT ÉTENDRE
LA PÉRIODE DE CHASSE À L'ÉTÉ



FASHION WEEK EN PUGNE
ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS



Retrouvez la revue sur internet :

www.revuesilence.net

■ DOSSIER

SUISSE ROMANDE
REBELLE ET ÉCOLO

05 L'Îlot 13 fait de la résistance

L'îlot 13, c'est un modèle de lutte réussie pour conserver un mode de vie alternatif, composé d'une vingtaine d'immeubles situés derrière la gare de Genève.

09 Longo maï au Montois :
alternative agricole et solidaire

Sur la carte des alternatives collectives romandes, l'épingle de Longo maï tient bien fermement : par sa longévité pleine d'enseignements, par sa démarche alliant recherche d'autonomie par le travail agricole et engagements politiques internationaux ; par son ancrage dans la communauté locale.

12 Au menu de La Cantine,
créativité, solidarité, autogestion

Est-il possible de faire fonctionner une très grosse structure "culturelle" selon des principes autogestionnaires ? Éléments de réponse avec l'expérience de La Cantine, où cela se passe depuis trois ans, moyennant une somme fantastique d'énergie, de détermination et de débrouillardise.

14 Espace noir :
une alternative culturelle et solidaire

L'autogestion étant un dénominateur commun aux nombreuses initiatives collectives, les équipes de rédaction du journal Moins! et de Silence sont tout naturellement allées à Saint-Imier, dans le Jura bernois, à la rencontre des personnes qui font vivre la coopérative Espace noir.

18 Sebasol : le soleil hors marché

Derrière le choix du solaire thermique pour la chaleur domestique se cachent des enjeux bien plus considérables qu'on ne le pense souvent. Il en va de la relocalisation, de l'autonomie par la compétence, des technologies simples (low tech), de l'indépendance énergétique et plus encore. L'association Sebasol s'y consacre entièrement.

21 Moins!, "journal de la décroissance"

Moins! est un peu le pendant Suisse de Silence : journal d'écologie politique, il promeut et diffuse les idées de la décroissance. Ce dossier n'aurait pas été complet sans une présentation en bonne et due forme de notre ami suisse, qui en signe une partie.

■ CHRONIQUES

26 Bonnes nouvelles de la Terre :

L'ouvrier de la sidérurgie devenu maraîcher bio

28 Chroniques terriennes : 5G... is watching you !

32 Solidarités sans frontières :

Au Brésil, des femmes au secours de la savane

33 Un lieu à soi : L'auto-gynécologie,

une réappropriation féministe de son corps

34 L'écologie c'est la santé : Évaluation des risques des pesticides et autres produits chimiques : une réforme urgente !

35 Jai Jagat 2020 ! : Semeu-ses de paix

36 Désarmons ! : Une population peu concernée ?

■ BRÈVES

- 23 Alternatives en Suisse romande • 25 Agriculture
26 Alternatives • 28 Environnement • 29 Climat
30 Énergies • 30 Nucléaire • 31 Société • 32 Nord/Sud
33 Femmes, hommes, etc • 34 Santé
35 Paix et Non-violence • 36 Annonces
37 Agenda • 50 Courrier • 50 Livres

■ ARTICLES

38 La bienveillance éducative :
une approche non-violente

La bienveillance éducative, voilà un terme de plus en plus utilisé : de nombreux articles, émissions et recherches y font référence, des pratiques pédagogiques s'en inspirent. Au-delà de ce phénomène de mode qui peut en agacer certain-es ou en réjouir d'autres, voyons les fondements de ce paradigme.

40 Quand les petits pas ne suffisent pas

Les pancartes ont fleuri dans les marches pour le climat : "Les petits pas ne suffisent pas". Si nous avons tou-ttes conscience qu'il faut des mesures collectives, une équipe de chercheu-ses a essayé de chiffrer ce que peuvent faire "les petits pas" et les politiques publiques..

43 La Demeurée : une "communauté"
autogérée ouverte sur l'extérieur

La Demeurée est un lieu communautaire situé dans un village au nord de Caen. Très engagé sur les questions de solidarité, de justice sociale et d'écologie, c'est un lieu d'échange et de partage ouvert à toutes et tous.

46 Les "villes connectées"
fliquent l'espace public

Les projets de "smart cities" se multiplient en France ces dernières années. L'association La Quadrature du Net y voit surtout des expérimentations à but sécuritaire. Afin de dénoncer ces dérives, elle a lancé le 16 septembre 2019 la campagne Technopolice à Nice, la ville la plus surveillée de l'Hexagone. Entretien avec Martin Drago, salarié et juriste.

56 Sur les rivages d'une île qui s'évapore

Ghoramara est une île située à l'ouest du Bengale. Avec le changement climatique et la montée des eaux océaniques, la moitié de l'île a déjà disparu depuis les années 1980 et les deux tiers de ses habitantes ont dû quitter les lieux.

Prochain dossier

Kraftwerk : coopératives
d'habitantes et autonomie

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 4 mars 2020.

Editeur: Association Silence - **N° de commission paritaire:** 0920 D 87026 - **N° ISSN:** 0756-2640 - **Date de parution:** 2^e trimestre 2020 - **Tirage:** 4400 ex. - **Impression:** Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - **Administrateurs:** Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur, Pierre Lucarelli - **Directrice de publication:** Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction:** Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Manon Salé, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques:** Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenaëlle Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - **Maquette:** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins:** Karel, Lasserpe, N.C. - **Correctrices:** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - **Photographes:** ActionAid, Sébastien Bonetti / Reporterre, Anne-Sophie Cleménçon, Anthony Coppa, Benoit Drouet, media.idkids.fr, Manon Salé, Sebasol, TheSupermat, Touam (Hervé Agnoux), Véronique - **Et pour ce n°:** Yvette Bailly, Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Manon Deniau, Franck Depretz, Monique Douillet, François Friche, Guillaume Gamblin, Danièle Garey, Fanny Hugues, Stéphen Kerckhove, Moins!, Adeline Parenty, Manon Salé, François Veillerette, Francis Vergier, Véronique - **Couverture:** Anne-Sophie Cleménçon - **Internet:** Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - **Développement supports informatiques:** Benjamin Siband - **Archives:** Mimmo Pucciarelli. *Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes: sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations: Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.*

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements: Claire Grenet: mardi et jeudi:
10h-12h / 14h-17h · **Dépositaires, stands et gestion:** Olivier Chamarande: mardi et jeudi:
10h-12h / 14h-17h · **Rédaction:** Guillaume Gamblin et Martha Gilson: lundi et mercredi:
10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires: IBAN: FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC: CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique: contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur – Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN: BE24 5230 8042 8738 - Code BIC: TRIOBEBB

ÉDITORIAL

Au pays des banques... et de l'autogestion !

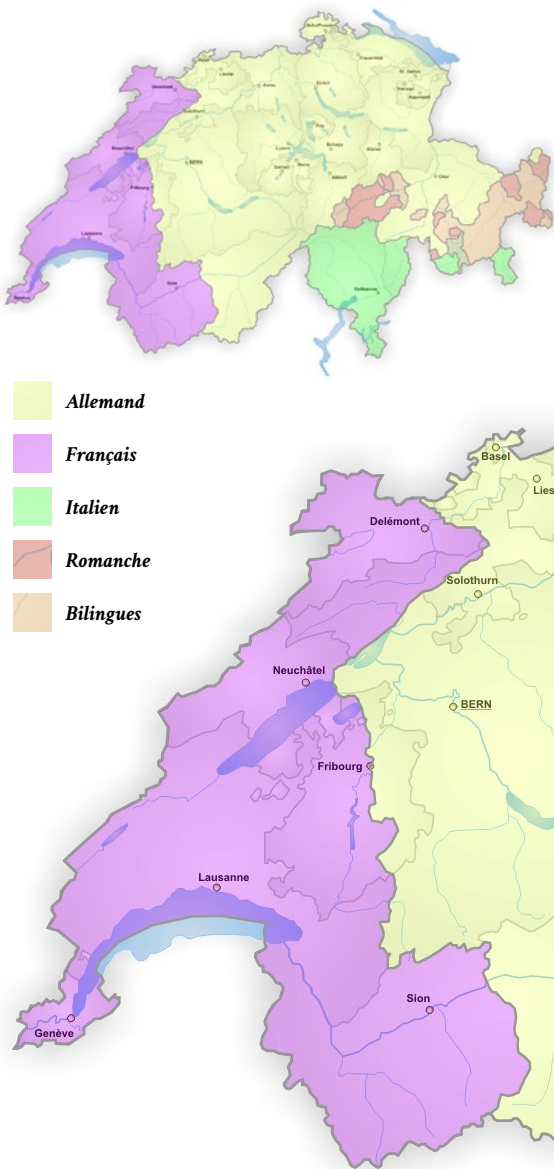
C'est au cours d'une chaleureuse rencontre à Lyon avec la rédaction de *Moins!*, revue suisse d'écologie politique, qu'est née l'idée : et si on réalisait un numéro en commun sur les alternatives en Suisse romande ? Un an plus tard, nous avons le plaisir de vous présenter ce dossier de reportages, qui paraît simultanément dans *Moins!*.

La Suisse, pays supposé être un champion du recyclage, du plurilinguisme et de la démocratie avec ses initiatives citoyennes... La Suisse, pays où le capitalisme financier, l'armée et l'extrême droite prennent beaucoup de place, et dont la situation privilégiée repose sur un impérialisme discret... Un pays de contrastes dans le gruyère duquel nous avons foré quelques trous pour explorer des initiatives savoureuses qui construisent une contre-culture écologique et émancipatrice.

Une certaine culture de l'horizontalité est sans doute ce qui relie les différents lieux alternatifs que nous avons rencontrés. Derrière la gare de Genève, l'Îlot 13 fourmille de modes d'organisation différents, mais avec un objectif commun : empêcher la destruction des immeubles du quartier. Dans le Jura suisse, la ferme du Montois, membre de *Longo Mai*, érige l'agriculture et la solidarité en maîtres mots. Non loin de là, *La Cantine*, menacée aujourd'hui, relève le défi d'appliquer des principes d'autogestion à une grosse structure culturelle. La coopérative culturelle *Espace noir*, à Saint-Imier, s'inscrit dans l'histoire anarchiste du territoire (mais pas que !). *Sebasol* se bat pour un solaire thermique échappant aux lois du marché. Sans oublier *Moins!*, journal romand décroissant qui nous a réservé un bel accueil et avec qui ce travail conjoint a permis de renforcer les liens.

Nous vous souhaitons une fructueuse randonnée en Suisse romande, sur les routes de l'écologie et de l'autogestion.

Guillaume Gamblin, Danièle Garet et Manon Salé



La Suisse romande est l'une des trois régions composant la Confédération suisse (avec la Suisse alémanique et la Suisse italienne). Elle couvre presque un quart de la Confédération et compte environ 25% de la population, qui est de 8,5 millions de personnes.



Le journal *Moins!* a réalisé ce dossier avec *Silence*.



▲ La Maison des habitants, lieu d'accueil et d'activités pour l'ensemble des habitant·es (14 rue de Montbrillant).

L'Îlot 13 fait de la résistance

L'îlot 13, c'est un modèle de lutte réussie pour conserver un mode de vie alternatif, composé d'une vingtaine d'immeubles situés derrière la gare de Genève. Menacés de démolition à partir de 1984, squattés, ils sont aujourd'hui l'objet d'une convention entre la ville et les quelque 600 habitant·es.

EN 1984, ALORS QUE HUIT DES IMMEUBLES doivent être démolis lors d'un vaste projet immobilier autour de commerces et de parkings souterrains, les habitant·es se réunissent et proposent un contre-projet prévoyant la rénovation de l'existant et la création de logements neufs... sans parking. À partir de mai 1985, les locataires qui partent ne sont plus remplacé·es et les immeubles se vident peu à peu. Des recours juridiques sont engagés pour protéger le 15 rue des Gares et le 14 rue de Montbrillant, deux immeubles de belle architecture.

DU SQUAT À LA RECONNAISSANCE

En janvier 1986, un premier squat s'installe au 15, rue des Gares. Il est évacué par la police en mars 1986 et l'immeuble est muré. Les squatteurs restent sur place en installant des tentes dans la cour. Ils sont délogés à plusieurs reprises. La mairie passe un compromis : les immeubles du 15 et du 24 sont rouverts, avec des loyers bas, à condition que les locataires partent quand les travaux commenceront. *L'Atelier 15 bis* voit le jour : il s'agit d'une association regroupant différents savoirs-faire et organisant des chantiers de restauration en plomberie, menuiserie et réparation en tous genres. *La Fanfare de L'îlot 13* se compose dès ses débuts d'une vingtaine de musicien·nes habitant sur place et animant toutes les manifestations de soutien.

Le 14 rue de Montbrillant (qui deviendra la *Maison des habitants* en 2000) est squattée à partir d'octobre 1986. Des ateliers de sérigraphie, sculpture, musique, etc., y sont installés. En février 1987 s'ouvre la *Trocante*, recyclerie, dans un bâtiment sur cour au 15 rue des Gares (c'est aujourd'hui un magasin de livres d'occasion). En octobre 1988, *Lo'13'to*, un restaurant, voit le jour au 17 rue des Gares. En 1996, la mairie accepte un plan de rénovation partiel. La coopérative *La Ciguë* gère la rénovation du 15-15 bis rue des Gares. La ville construit le 20-22 rue de Montbrillant, résidence pour étudiantes et logements sociaux.

En 2009, nouvelle alerte : la gare souhaitant s'agrandir, un projet prévoit la démolition de l'ensemble de l'îlot. Les habitant·es se mobilisent à nouveau et une pétition recueille 70 000 signatures. Après des négociations, les *Chemins de fer fédéraux* acceptent la proposition alternative d'une extension souterraine. Toutefois, cette option coûtant plus cher, la situation n'est pas complètement stabilisée aujourd'hui et les collectifs de soutien restent vigilants.

DES LIEUX QUI FOURMILLEN D'ACTIVITÉS

Si l'on arrive de la gare par la rue de Montbrillant, il n'existe qu'un seul endroit où un bâtiment est construit en retrait de la rue : la *Maison des habitants*. Construit



Anne-Sophie Clemenceau

▲ Lo'13'To et Imane, le point de rencontre militant et écologique (15 rue des Gares).

en 1830, cet ancien relais de poste de trois étages a été une auberge jusqu'en 1940. Squattée à partir de 1986, elle a fait l'objet d'intenses négociations avec la mairie propriétaire. En 2000, une convention d'occupation est signée pour une durée de 30 ans avec l'Association des habitants. Des travaux de rénovation importants sont mis en place pour y créer, au rez-de-chaussée, un bistrot nommé *La Buvette des cropettes*, et un studio de musique ; au premier étage, des ateliers pour des résidences d'artistes ; au deuxième étage, une salle de spectacle : *L'Écurie* (1). C'est là que, tous les lundis, les habitant-es se réunissent pour débattre des questions concernant l'avenir de l'îlot.

Sur le côté nord de cette cour se trouve un bâtiment neuf : une résidence étudiante a remplacé un immeuble ancien. Au rez-de-chaussée, des locaux sont occupés par différentes structures comme *Pré en bulle* (centre de loisirs, maison de quartier, bibliothèque), l'association ATE (transports et environnement), le *Boa fumant* (pipes et tabac), l'atelier *Viiva* (gravure), le siège de la *Ciguë* et de l'*Harbrik* (deux coopératives d'habitantes).

En remontant encore un peu, on trouve au n° 24 un immeuble rouge avec de curieuses chauves-souris peintes sur la façade. C'est l'un des premiers bâtiments occupés. Il a été restauré par les habitant-es avec, côté cour, une surélévation du toit qui a permis de créer une salle commune et une terrasse et, dans la cour, une curieuse petite extension en bois qui renferme des salles de bains. On y trouve des ateliers d'artistes en rez-de-chaussée.

Si l'on entre dans la cour, on tombe sur une librairie d'occasion où les livres s'accumulent jusqu'au plafond. Comme on lui présente *Silence*, le responsable nous répond qu'il n'est ni alternatif, ni non-violent... Autour de la librairie, un peu de verdure et des jeux pour les enfants.

On traverse et on ressort par le 15 rue des Gares (immeuble coopératif). C'est là que se regroupent des boutiques très écolos : au 15 *Soleymio* vend des appareils solaires (capteurs, cuiseurs, jeux...) ; au 17, *Lo'13'To* (comprendre le jeu de mots), restaurant tenu par Imane, d'origine syrienne, propose une cuisine délicieuse en partie composée de légumes et de fruits qu'elle récolte dans un petit jardin, sur le trottoir. Imane raconte que dans la cour arrière, avec d'autres habitant-es, elle avait mis en place un vaste potager, que la mairie a fait détruire en 2018 sous prétexte d'hygiène (de l'eau coulait dans le parking souterrain de l'immeuble neuf situé au nord). Au 19, *BioPop*, magasin d'alimentation bio, a longtemps animé des ateliers pour les enfants. Il sert actuellement d'extension à *Lo'13'To* qui y organise des brunchs réputés. Au 25, on trouve le parti politique *SolidaritéS*, anticapitaliste, féministe et écologiste. Dans la cour du 15, différents thérapeutes sont installés, ainsi qu'un service d'aide aux handicapé-es, un architecte, un atelier de ferronnerie.

Le côté nord de l'îlot est fermé par un long bâtiment neuf avec capteurs solaires sur le toit. Les magasins en rez-de-chaussée sont ici classiques.

À l'arrière de la *Maison des habitants*, une cour, ouverte seulement quand la buvette fonctionne,



(1) La ville a investi 500 000 euros, l'association complétant en empruntant 200 000 euros à la Banque alternative suisse.



Anne-Sophie Clemencen

▲ Vue générale depuis la résidence étudiante, avec la cour du 15 rue des Gares sur la gauche.

permet de communiquer avec celle du 10 rue de Montbrillant, où se trouve une immense scène en plein air. C'est là que, ce jour, se font des démonstrations de hip-hop en lien avec les *Ateliers d'éthnomusicologie* (ADEM).

UN TRAVAIL COLLECTIF DIFFICILE DANS LA DURÉE

Trois immeubles sont gérés par des coopératives d'habitant-es. D'autres appartiennent à la mairie qui loue les appartements un par un, et d'autres encore, à des fondations. Enfin, certains sont en copropriété. Certaines propriétés ne concernent qu'un seul appartement, parfois un ou plusieurs étages. Cette multitude de statuts rend difficile l'adoption d'une approche commune pour discuter de l'ensemble du fonctionnement de *L'îlot 13*. Le seul sujet qui réunisse tout le monde (environ 600 personnes) est la défense des lieux.

Il y a deux grosses concentrations d'activités : autour du 15 rue des Gares, un immeuble en coopérative d'habitantes — premier lieu occupé —, se trouvent les personnes les plus engagées sur le terrain écologique. Autour de la maison des habitant-es, 14 rue Montbrillant, de nombreuses activités que l'on peut qualifier de culturelles se concentrent (ou, pour les écolos du 15, "de loisirs"!).

Parmi quelques initiatives sympathiques, citons celle organisée par des étudiant-es qui récupèrent des aliments invendus dans des magasins

et les offrent le samedi matin à la *Maison des habitants*, avec priorité aux plus démunis-es.

Les conflits d'espace perdurent : *Lo'13'to* a appris en juin 2019 que la mairie ne voulait pas renouveler son bail et il a fallu trois mois de mobilisation pour assurer la continuité du projet (sans doute le plus radical dans les lieux).

Si la buvette de la *Maison des habitants* fonctionne toujours correctement, le nombre de repas collectifs qui s'organisent dans les cours baisse.

Beaucoup de personnes sont militantes, mais pas forcément en lien avec *L'îlot 13*. Nous avons ainsi pu voir de très nombreux autocollants et affiches sur les portes. Il y a un bon groupe de personnes investi dans la démocratie de quartier. Pratiquement personne ne détient une responsabilité politique.

Influencé par le livre *Bolo-bolo* (2), des personnes ont réfléchi aux moyens de créer des activités économiques au sein de l'îlot, de s'entraider sans passer par le salariat. Quelques activités (notamment dans l'entretien des bâtiments) ont été rémunérées par des logements gratuits. Certaines de ces personnes sont aujourd'hui encore au sein d'une coopérative d'artisan-es.

Imane, de *Lo'13'to*, a milité pour que l'îlot soit ouvert aux solidarités avec l'extérieur. Le restaurant a souvent accueilli des réunions de *Contratom*, l'association antinucléaire locale. Elle a également mis en place un atelier de confection avec des réfugiées syriennes, dont les réalisations sont vendues sur place.

(2) P. M., *Bolo bolo*, éd. L'Éclat, 2013 (1983).



Anne-Sophie Clemensson

▲ Le 24 rue Montbrillant, avec la façade aux chauve-souris, l'un des premiers immeubles occupés.



Anne-Sophie Clemensson

▲ Ambiance à la Buvette des croquettes, au rez-de-chaussée de la maison des habitants (14 rue de Montbrillant).

On pourrait espérer que la présence de nombreux étudiant-es soit un facteur de renouvellement pour mettre en place des activités. Mais si activités il y a, beaucoup relèvent seulement du loisir, peu ont un caractère politique. On note donc une certaine lassitude du côté des habitant-es historiques.

Michel Bernard ■

Quelques contacts

Rue de Montbrillant

au 10 :

- Ateliers d'ethnomusicologie, tél. : 41 22 919 04 94, alexis@adem.ch

au 14 :

- Maison des habitants, <https://ilo13.darksite.ch>
- L'Écurie, <http://www.lecurie.ch>

au 18 :

- Pré en Bulle, tél. : 41 22 733 37 33, info@preenbulle.ch
- ATE, transports et environnement, tél. : 41 22 734 70 64 info@ate-ge.ch
- La Ciguë, coopérative d'habitants (résidence étudiante) <https://cigue.ch> (voir article dans Silence n° 379, mai 2010)
- L'Habrik, coopérative d'habitants, contact@lhabrik.ch



Rue des Gares

au 15-15 bis

- Livres d'occasion Nicolas Barone, tél. : 41 22 740 14 82
- Service d'ergothérapie ambulatoire (SEA), tél. : 41 22 733 55 54, www.sea-ergotherapie.ch
- Soleymio, appareils solaires, tél. : 41 22 734 73 40 www.cuisinesolaire.com

au 17

- Lo'13'To, tél. : 41 22 733 71 20, www.lo13to.org

au 19

- BioPop, biopop@live.fr



▲ Préparation du repas sur la terrasse ombragée.

Longo maï au Montois : alternative agricole et solidaire

Sur la carte des alternatives collectives romandes, l'épingle de *Longo maï* tient bien fermement : par sa longévité pleine d'enseignements, au fil des générations et au-delà des modes ; par sa démarche, alliant recherche d'autonomie par le travail agricole et engagements politiques internationaux ; par son ancrage dans la communauté locale, dans un village qui trouve un nouvel élan depuis quelques années.

QUELQUES VIRAGES NOUS SÉPARENT encore de la vallée de Delémont. Le village de Berlincourt est derrière : voici Undervelier qui abrite trois centaines d'habitantes au pied des collines jurassiennes, dans un paysage de début d'automne. Immédiatement à droite en arrivant, la route du Montois nous guide le long d'un ruisseau. Dans un jardin potager, des enfants cueillent des côtes de bettes qui font le double de leur taille. C'est un signe : nous sommes arrivées à la ferme de *Longo maï*, lieu de labeur, de passage et d'énergie. Le "café" au lupin est servi...

TRAVAIL DE LA TERRE

Laura, arrivée il y a quelques années, et Raymond, habitant de la première heure, nous accueillent aujourd'hui sur ce terrain de 11 ha. "Ce domaine agricole est très petit pour la Suisse, explique Raymond. Mais il est diversifié, avec des terres très différentes, certaines plus facilement cultivables que d'autres." Et pourtant, la liste des

activités agricoles est longue : fruits, légumes, poules et moutons, ruches (une trentaine), pommes de terres, le tout en bio depuis le début. Les moutons, entre 50 et 80 bêtes ("élevées dans des conditions correctes"), donnent principalement de la viande mais aussi de la laine, qui part ensuite à la filature de Chantemerle, en France, pour être filée avant de revenir sous forme de pulls, écharpes et autres habits chauds. À cela s'ajoutent depuis peu les plantes, cultivées et sauvages, en vue d'un usage cosmétique — pour ne pas dire médicinaux. À l'image du repas que nous prendrons à midi, la production sert essentiellement à l'autoconsommation. Elle alimente aussi le bureau de *Pro Longo maï* à Bâle. Par ailleurs, les surplus de production partent en vente directe au marché de Delémont, aux marchés de Noël et via le réseau des *Saveurs de saisons*, qui relie les productrices et consommatrices de la région une fois par mois. Enfin, un magasin stocke sur place les produits transformés restants, tout en proposant ceux des autres coopératives réparties dans toute l'Europe.



▲ Reto et Laura présentent les installations agricoles aux équipes de Moins! et de Silence.

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET HUMAINES

L'autonomie alimentaire est renforcée par la recherche d'autonomie énergétique. Au bas de l'étang rempli par le modeste ruisseau, une turbine hydroélectrique est en fonction depuis 1996. Elle produit près de 100 000 kWh par an : un quart à un cinquième est consommé par les activités diverses de la coopérative, le reste vendu dans le réseau. Depuis 2000, la ferme profite d'une installation solaire thermique (installée par Sebasol) qui chauffe l'eau et alimente un séchoir pour fruits et plantes. Les 2 ha de forêt (une forêt qui a beaucoup souffert d'une tempête en 2018) fournissent le bois de chauffage d'appoint. L'autonomie en énergie : voilà une gageure pour une ferme située dans une vallée sans soleil deux mois par hiver, et que la sécheresse de ces derniers étés n'a pas épargnée...

À la ferme du Montois, il n'y a pas que les énergies qui se renouvellent : les générations aussi ! Comme le raconte Raymond, "l'exposition qui a marqué les 40 ans de Longo maï en 2014-2015 a amené une nouvelle vague de personnes, en visite ou pour habiter". En plus des nombreuses personnes de passage, la coopérative compte actuellement une douzaine d'habitantes de tout âge, certain-es comme Raymond (théoriquement !) à la retraite, d'autres avec de jeunes enfants. Et si de nouvelles têtes sont arrivées récemment, d'autres y sont depuis longtemps. C'est le cas de Reto, né à la coopérative il y a une

trentaine d'années. Il est le seul aujourd'hui sur le domaine à détenir le diplôme fédéral d'agriculteur, qui permet à la ferme d'exploiter la terre et de toucher les subventions. "Je ne sais pas si je ferai toute ma vie ici, avoue-t-il. Mais pour l'instant, je me sens bien. Avec les dernières nouvelles arrivées, il y a une belle dynamique." En pratique, tout le monde se retrouve les lundis après-midi pour parler des activités de chacun et chacune, des visites et des travaux. Reto complète : "Le jeudi, c'est jour de ménage et on fait la cuisine à tour de rôle une fois par semaine." Dans la communauté, les échanges sont ainsi permanents. "Cette envie de faire ensemble donne confiance pour les réunions", souligne Laura. Voilà pour l'organisation interne. À l'externe, des sous-groupes réunissant des membres de chaque coopérative ainsi que différentes commissions (finances, agriculture...) collaborent sur des projets communs. Et deux fois par an ont lieu les rencontres intercoopératives.

LONGO MAÏ, RÉSEAU EUROPÉEN

Dans l'élan des utopies liées à Mai 68, le premier projet Longo maï ("Pourvu que ça dure", en provençal) se concrétise en 1973 à Limans, en Provence, avant de faire des petits. Aujourd'hui, ce sont environ 200 adultes et 100 enfants qui se répartissent dans dix coopératives entre France, Suisse, Allemagne, Autriche et Ukraine. De Limans partent aussi les ondes d'une radio libre et autogérée, Radio Zinzine. À Bâle, le bureau de Pro Longo Maï assure le travail d'information et de relais auprès des personnes de soutien. La ferme du Montois est donc la fière représentante helvétique d'un réseau européen. Raymond revient sur son histoire : "Avant de venir ici, nous avons tenu une ferme dans la vallée de la Brévine [la "petite Sibérie de la Suisse", ndlr] pendant 13 ans. Le projet était apprécié et appuyé : 'Des jeunes retournent dans les régions de montagne', disent les médias de l'époque."

Un historique détaillé de l'histoire de Longo maï a déjà été publié dans *Silence*, n°192-193, été 1995. Ce numéro est téléchargeable sur notre site internet. Le n°458 (été 2017) présente les coopératives de Longo maï dans les Alpes-de-Haute-Provence.





▲ L'étang alimente une turbine hydroélectrique qui pourvoit aux besoins de la ferme.

Mais, à la fin des années 1970, une violente campagne de presse brise cet enthousiasme initial : *"En France, on reproche à Longo maï d'être une secte; en Suisse, de mal utiliser l'argent récolté."* Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts...

Pratiquement, tout a été refait ou presque depuis l'achat en 1986 du terrain du Montois — sur lequel se trouvait alors une ferme en ruines —, acquis grâce à des soutiens divers. Mais certaines préoccupations sont constantes : *"Nous avons toujours connu les mêmes difficultés que celles de tous les paysan-nes de montagne, raconte Raymond, et la pression économique permanente sur les prix des produits agricoles. Ici, nous avons mis la priorité sur la question de la bonne utilisation des ressources. L'avenir de l'agriculture est là : maintenir la fertilité des sols. Ce changement radical d'orientation a été opéré dès le début à Longo maï."*

ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

Et les engagements des débuts n'ont pas changé, comme le résume Raymond : *"Longo maï est bâti sur deux piliers principaux : produire sur place un maximum de nourriture par et pour nous-mêmes, et soutenir les luttes qui nous touchent, notamment celles qui concernent des personnes exclues d'une façon ou d'une autre de la société."* Ainsi, en parallèle au travail de la terre, Longo maï s'engage politiquement, à une échelle internationale : lettres, diffusion d'informations, soutien financier, actions, rencontres, travail avec des parlementaires... Via le *Forum civique européen* (un "réseau international de solidarité"), plusieurs campagnes liées à la migration sont menées de front actuellement : à Rabat, au Maroc, pour l'agrandissement d'une maison-refuge pour des exilées et leurs enfants ; à Riace, en Italie, pour le soutien au village qui est

devenu un modèle d'accueil de migrant-es, modèle mis en danger par l'extrême droite italienne qui a notamment écarté le maire Lucano ; en Bosnie, pour la mise sur pied d'enquêtes dans les camps de réfugié-es à la frontière croate. D'autres actions concrètes et symboliques ont été menées, comme la remise du prix "Alpes Ouvertes 2019" aux sept de Briançon.

RICHESSSES LOCALES

Longo maï, c'est ce solide et stimulant équilibre entre international et local ! À Undervelier, la coopérative est engagée dans sa région : au niveau agricole, elle est présente au *Comité bio Jura*, dans l'*Association de permaculture de l'arc jurassien*, dans la *Plateforme pour une agriculture socialement durable* ; dans une perspective civique et sociale, elle participe notamment au *Groupe d'accueil réfugié-es* et au *Comité jurassien de soutien aux sans-papiers*. L'engagement se fait aussi à l'échelle du village même : un membre de la coopérative assiste au conseil général, d'autres envoient leurs enfants à l'école de la commune et collaborent depuis peu à des activités festives autour du récent investissement par un collectif militant de l'hôtel du Pichoux, jusqu'alors abandonné. *Collectif UnderAction*, festival *UnderSound*, lutte contre les projets de géothermie profonde, projet de pharmacie ouverte de plantes médicinales... : les alternatives engagées se multiplient au village. *"Il y a quelque temps, un reportage à la télévision suisse romande a déclaré qu'Undervelier était le village le plus pauvre de Suisse"*, ironise Laura. Nous y avons trouvé au contraire une incroyable richesse. *"Pourvu que ça dure..."*

François Friche (Moins!) ■



▲ À La Cantine, le salon fait la taille de plusieurs appartements ! Ici, un coin de celui-ci.

Au menu de *La Cantine*, créativité, solidarité, autogestion

Est-il possible de faire fonctionner une très grosse structure "culturelle" selon les principes autogestionnaires ? Éléments de réponse avec l'expérience de *La Cantine*, où cela se passe depuis trois ans, moyennant une somme fantastique d'énergie, de détermination et de débrouillardise.

La Cantine souhaitant privilégier le collectif sans mettre en avant des personnes, les prénoms ont été changés.

DANS LE JURA SUISSE, À DELÉMONT, LE quartier des Rondes vit à la fois le déclin de ses activités industrielles et une certaine renaissance conviviale dans des lieux un temps abandonnés. En mars 2016, une association se constitue pour louer et retaper l'énorme cantine du personnel de l'entreprise *vonRoll*. Le projet est d'en faire un "espace de cultures et d'artisanat autogéré".

UN LIEU ÉNORME ET HORS NORME

Nous avons fait le tour de *La Cantine*, et cela nous a pris plus d'une heure ! Le lieu est immense : une trentaine de pièces sans compter les coins et recoins, sur deux étages et un sous-sol, sans oublier le grand jardin et son poulailler. Et cet espace impressionnant est occupé dans ses moindres mètres carrés par des ateliers de réparation de vélos, menuiserie, sérigraphie, couture, informatique-électronique-électricité, arts graphiques, par un labo photo argentique, plusieurs grandes salles de spectacles, un studio d'enregistrement, une "pharmacie" de plantes médicinales. L'imprimerie sera sans doute agrandie pour faire face au succès (1). Une grande cuisine, une salle

polyvalente-salon encore plus grande avec un coin bibliothèque et des jeux, une friperie à prix libre, un bar... La liste n'est pas complète !

L'AUTOGESTION EN PRATIQUE

Tout est équipé et meublé de matériel de récupération. L'accès est libre et gratuit, sans contrôle ni condition (hormis celle de respecter les valeurs du lieu (2)), sept jours sur sept et presque sans limite horaire (variable selon les activités). Toute personne peut fréquenter les lieux selon ses envies, individuellement ou en groupe, pour participer à un atelier ou l'animer et en prendre la responsabilité. Les objets issus des activités peuvent être emportés ou donnés au "souk" de *La Cantine*, où l'on peut acheter à prix libre des savons "pure frite" (3), des CD de musique enregistrée sur place, des sirops, des tableaux, etc.

À chacune de prendre des initiatives (celle d'un cours d'informatique de base pour les réfugiés démarrait lors de notre visite) et de se responsabiliser. Comment cela peut-il réussir, sans heurt le plus souvent ? Le maître-mot de l'organisation est : "autogestion". "Notre fonctionnement est peu formalisé mais très

(1) Elle a déjà servi à imprimer, entre autres, un manuel d'autoconstruction de logement et un recueil de recettes d'encre naturelle. Les ouvrages sont imprimés sur du beau papier, composé pour moitié de gazon !

(2) Ces valeurs sont formulées dans la charte affichée sur place (et consultable sur le site internet).

(3) Parmi les savons fabriqués à *La Cantine*, certains sont à base d'huile de friture : non, on ne sent pas du tout le graillon après les avoir utilisés !

organique, complètement horizontal. Ce qui compte, c'est les échanges", explique Lucas, l'un des fondateurs du lieu. Selon Lucie, autre membre fondatrice qui fait partie de la quinzaine de bénévoles les plus investi-es, "cela dépend beaucoup de la qualité de l'accueil, par lequel on transmet un état d'esprit".

Les "détails" comptent aussi. Dans toutes les pièces, un gros travail d'étiquetage a été effectué pour que les objets soient faciles à trouver. La planification des événements ne va pas au-delà de deux mois, pour ne pas trop figer les choses, et elle se fait grâce à un simple tableau mural : smartphones, réseaux sociaux et applications ne sont pas le genre de la maison. Il s'agit de privilégier les technologies les plus simples et de n'exclure personne. Les réunions du jeudi permettent à tout le monde de mieux comprendre et s'impliquer dans la vie du lieu. L'argent y occupe peu de place, mais il y a en revanche beaucoup de troc, de récupération et bien sûr d'autoproduction (4). Tout, y compris les activités, les événements, les repas, etc., repose sur le principe du prix libre.

En plus du quotidien, des événements festifs, culturels, militants sont organisés couramment. "On a eu le Festival du livre anarchiste qui s'est déroulé sur plusieurs lieux de Delémont, on a été une étape pour le Vélotur d'horizon [un tour à vélo militant, en Suisse, sur le thème de l'immigration, NDLR], on organise de multiples concerts, des projections de films, des rencontres...", énumère Luan.

UNE DYNAMIQUE ÉMANCIPATRICE

Cependant, *La Cantine* dépasse le "simple" centre culturel autogéré. Sa fonction première semble être celle d'une pépinière où se reconstituent des savoirs et des savoirs-faire pratiques, à base de *DIY* et de *low-tech*, disons plutôt de "faire soi-même", de débrouillardise et de technologies simples. Des savoirs-faire qui constituent la base d'une émancipation par rapport au système marchand et d'une meilleure résilience. *La Cantine* fonctionne aussi comme un laboratoire de modes de vie et de relations aux autres sans hiérarchie et presque sans argent, un havre pour des personnes en difficulté qui peuvent y trouver un repas ou utiliser la buanderie. Enfin, elle semble en passe de devenir un carrefour et un quartier général de luttes et de résistances.

La Cantine a tissé des liens avec les autres alternatives de la région. Trocs et échanges divers sont soutenus avec le collectif du Pichoux, avec la communauté *Longo mai* du Montois. La coopérative *La Clef des champs*, un jardin bio participatif, a son local de dépose de paniers à *La Cantine*. L'association *Permaculture Arc jurassien* y a tenu son assemblée générale. Ainsi, un archipel de solidarité s'étend peu à peu en Suisse romande.



UN LIEU MENACÉ

Oui mais voilà : depuis le début, les relations avec l'entreprise propriétaire sont tout sauf cordiales. Celle-ci va jusqu'au procès, pour motifs dérisoires, afin de mettre fin au bail de l'association. Et, le 7 novembre 2019, *La Cantine* perd en justice. L'association est sommée de rendre les clés au 31 mars 2020. Pourquoi ? "L'entreprise vonRoll désire reprendre son bâtiment maintenant que nous l'avons complètement rénové, avant la fin du contrat de bail actuel, courant initialement jusqu'en 2026. Cet opportunisme est validé par la justice, qui n'est pas là pour considérer ce que représente ce lieu en termes de mise en commun et d'action collective, mais pour confirmer qu'un chef d'entreprise fortuné peut utiliser sa position dominante pour arriver rapidement à ses fins." Cependant, à l'heure où nous écrivons, une assemblée de défense s'est mise en mouvement pour défendre le projet. Tout le monde est invité à y apporter son soutien.

■ La Cantine

105 route de Moutier,
2 800 Delémont, Suisse
tél. : 032 422 60 60
www.lesrondez.ch

(4) Le loyer se monte à 500 CHF par mois, les charges sont faibles, les dépenses comme le chauffage étant réduites au strict minimum. La plus grosse dépense à ce jour a été l'isolation du toit, soit 12 000 CHF obtenus en partie par une campagne de dons.

Danièle Garet ■

▼ Tableau de planification des événements.





▲ Axl présente la librairie à des rédacteurs très intéressés...

Espace noir : une alternative culturelle et solidaire

L'autogestion étant un dénominateur commun aux nombreuses initiatives collectives qui tentent de rendre possible une autre manière de vivre ensemble, les équipes de la rédaction du journal *Moins!* et de *Silence* sont tout naturellement allées à Saint-Imier, dans le Jura bernois, à la rencontre des gens qui font vivre la coopérative *Espace noir*.

LE VILLAGE QUELQUE PEU ENDORMI DE Saint-Imier, posé entre deux chaînes de montagnes, se tient à l'écart des grands axes routiers et ferroviaires du Plateau romand. Il fut un lieu d'effervescence à la fin du 19^e siècle, projeté sur la scène internationale tandis que se déchirent la branche "socialiste-libertaire" (ou anarchiste) — décentraliste, antihiérarchique, autonomiste, fédéraliste, égalitariste — et la branche marxiste — considérée comme centraliste et autoritaire — de la première Internationale ouvrière (1864-1878). Saint-Imier devient rapidement le berceau de la tendance anti-autoritaire portée par Michel Bakounine (alors exilé en Suisse et exclu de l'*Association internationale des travailleurs* par Marx) et les sections jurassiennes de l'AIT. C'est là que, depuis 1986, se déploie la coopérative culturelle *Espace noir*, en autogestion.

AU CŒUR DE L'HISTOIRE ANARCHISTE

En se promenant dans la ville, on nous fait remarquer les maisons sur trois étages qui caractérisent la région, de Saint-Imier à la Chaux-de-Fonds. Elles sont espacées et agencées de telle manière que toutes bénéficient d'un maximum d'ensoleillement à tous les étages,

ressource indispensable au travail de précision des horlogers indépendants. Ce sont là de discrètes traces qui subsistent aujourd'hui d'un passé porteur d'idéaux autogestionnaires très forts, quasiment absent des manuels scolaires et des esprits des habitant-es de Saint-Imier.

À côté du timide parcours touristique sur le thème de l'anarchisme, qui ne peut faire l'impasse sur le bâtiment qui accueillit en 1872 le congrès international de Saint-Imier, considéré par beaucoup d'historien-nes comme "*l'acte fondateur du socialisme libertaire en tant que mouvement*", subsiste un lieu qui maintient aujourd'hui le lien entre passé révolutionnaire, présent agité et futur incertain : *Espace noir*. Nous y sommes accueilli-es par l'un des quinze membres de cette coopérative culturelle. Il est également locataire de la coopérative *Imagine*, qui possède l'immeuble dont *Espace noir* occupe le sous-sol et le rez-de-chaussée, et qui met en location des appartements aux étages supérieurs. Comment un lieu culturel et autogéré d'inspiration libertaire, qui a ouvert ses portes en 1984, a-t-il pu se maintenir jusqu'en 2019, quand le néolibéralisme débridé est passé par là ? Axl, complété plus tard par May et Michel, les ancien-nes, nous donne des éléments



▲ Les soirées à La Taverne de l'Espace noir sont animées et le public diversifié.

historiques utiles pour mieux comprendre la trajectoire de ce lieu à la fois taverne, salle de concert et de théâtre, cinéma et librairie, qui donne sur la rue principale de Saint-Imier.

ENTRE ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE ET PROGRAMMATION CULTURELLE

La coopérative *Espace noir*, créée en 1984, avait au départ pour vocation de rénover l'immeuble avant d'y organiser ses activités culturelles. Mais voilà, les banques refusent de prêter de l'argent ; Maurice Born, l'un des promoteurs du projet, architecte et anarchiste libertaire, achète alors le bâtiment avec sa propre fortune (provenant d'un héritage), et engage une partie de l'argent nécessaire pour débiter la rénovation, complétée par des dons et des prêts. Il loue par la suite le bâtiment à la coopérative *Espace noir* pour qu'elle puisse y tenir son programme culturel. Après quelques années d'activité, et l'ancrage du lieu culturel dans le paysage autogestionnaire de la région, coup dur : la maison d'édition, créée par Maurice Born entretemps, lui coûte plus qu'elle ne rapporte. La banque le somme de vendre le bâtiment d'*Espace noir*. Ses membres rêvent de racheter l'édifice, comme cela était initialement prévu. Mais pour ne pas mettre le lieu en péril, ils et elles décident de fonder une seconde coopérative. En 1990, *Imagine* voit le jour, rachète le bâtiment grâce à la mobilisation des réseaux libertaires et à la vente de parts sociales de 100 francs suisses chacune. La population et les réseaux anarchistes répondent à l'appel, plus de 300 personnes souscrivent aux parts sociales, des dons affluent d'autres collectifs. Bien que les deux coopératives soient distinctes, la pérennité d'*Espace noir* comme lieu culturel est inscrite dans les statuts d'*Imagine*. Y figure également expressément que le bâtiment a pour mission de "soustraire [l'acquisition et la gestion d'immeubles] à la spéculation". Même en cas de retard de paiement de loyer,

dû à une baisse passagère d'activité par exemple, *Espace noir* ne risque pas d'être mis à la porte par un propriétaire capitaliste. Grâce à cette sécurité, la coopérative peut se consacrer plus sereinement à son rôle socioculturel, récompensé notamment en 1994 par le prix d'animation culturelle du canton de Berne.

UNE GRANDE RENOMMÉE DANS LES MILIEUX LIBERTAIRES

Avec l'*Usine* (à Genève) et la *Coupole* (à Bienne), *Espace noir* fait partie des premières coopératives culturelles de Suisse romande. Cela en fait un lieu reconnu et familier pour plusieurs générations, à l'heure où apparition et disparition des lieux culturels s'accroissent. Au fil des années, *Espace*





▲ La Taverne, incontournable espace de débats autogérés !

noir s'est diversifié. "Nous avons à cœur de maintenir à la fois vivante la tradition anarchiste avec ses activités propres, et de répondre aux envies des gens d'aujourd'hui", nous disent Michel et May. Dans la librairie d'Espace noir, on trouve, à côté des revues libertaires et des ouvrages qui retracent l'histoire des mouvements ouvriers de la région, des bouquins de sciences sociales et politiques, des essais féministes... et des *Moins!* Surprenant? "Non, affirme Michel. L'anarchisme a toujours été féministe et précurseur dans l'écologie. Nous ne nous arrêtons pas simplement aux questions de classes sociales, comme l'ont fait les marxistes-léninistes, par exemple." Et de citer le grand nombre de femmes anarchistes présentes dans les organisations libertaires, ou l'existence de groupes végétaliens dès les débuts de l'anarchisme. "Il y a une volonté de s'ouvrir à toutes les luttes", poursuit May. Et de prendre en exemple les journées thématiques qui y sont organisées régulièrement autour d'une culture, d'un territoire en lutte, d'un collectif... Très vite, on se rend compte que la programmation est loin de se centrer sur l'anarchisme et ses questions théoriques. "Vingt-cinq pour cent tout au plus de notre programme y est consacré", précise Axl. Que ce soit en musique, par un film projeté, un livre dans la bibliothèque, une conférence organisée, partout s'affiche la volonté de faire converger les luttes, de décloisonner la gauche radicale.

SE FORMER À L'AUTOGESTION : PAS ÉVIDENT !

Axl et les autres bénévoles de sa génération, entre 20 et 30 ans, voient dans *Espace noir* une

formidable opportunité pour apprendre à s'organiser dans une structure horizontale et autogérée. Pour la génération qui a accompagné *Espace noir* dès ses débuts, la transmission de pratiques auto-gestionnaires reste un véritable défi de tous les jours. "Surtout maintenant, quand il est de plus en plus difficile pour les jeunes de s'engager sur le long terme et dans la régularité", complète May. Elle le comprend très bien, mais semble aussi le regretter : "Un lieu comme celui-ci, qui dépend essentiellement de l'énergie militante de ses bénévoles, voit son fonctionnement se fragiliser et sa vie mise en péril quand les modes de vie de notre jeunesse ne permettent pas un peu d'attachement et de continuité." Outre le fonctionnement en autogestion, les activités d'*Espace noir* sont autant de possibilités d'aborder des métiers de manière plus ou moins formelle. Par exemple, depuis sa création, le cinéma a formé plusieurs dizaines de projectionnistes. La librairie, l'"*Infokiosk*" et la taverne — seule activité qui fait du bénéfice à *Espace noir*, sa bonne gestion étant essentielle pour la survie de la coopérative — offrent eux aussi des opportunités d'apprendre à gérer collectivement des stocks, des transactions financières, des demandes d'usagers et usagères des lieux. Dernier exemple avec la conciergerie de l'immeuble, assurée conjointement par des membres d'*Espace noir* et les locataires des appartements d'*Imagine*, afin que les frais d'entretien soient le plus bas possible. L'autogestion partout, c'est intégrer une dimension politique dans le quotidien, en faisant appel à la responsabilité de chacun et chacune, et en collectivisant les risques. "On se sent très vite pas mal responsabilisé, confirme Axl. Il faut rapidement se débarrasser de certains réflexes!"



▲ Quand on entre à Espace noir, la librairie offre ses charmes sur notre gauche tandis que La Taverne nous tend les bras sur notre droite. Difficile de choisir !

Espace noir engage également des travailleu-ses, privilégiant des profils d'étudiant-es, militantes, chômeu-ses, sans emploi, personnes dans une démarche d'insertion professionnelle, en plus d'une stagiaire des Écoles sociales. "Organiser tout ce monde peut sembler impossible. Heureusement, il y a les réunions du lundi matin!", rapporte Axl. On y traite des points techniques et d'informations pratiques, de programmation culturelle et de discussions de fond. Les sujets d'actualité reviennent sur la table et offrent des moments de débat entre tous les membres d'Espace noir.

"ESPACER NOIR DEVIENT LE TERRAIN DE NOUVELLES SOLIDARITÉS"

"L'air du temps change, ces derniers mois. Et même si je ne veux pas m'enthousiasmer trop vite (on a vu le soufflé retomber après de très grandes mobilisations antinucléaires, par exemple), j'espère que nous avons atteint un point de rupture", confie May. Point de rupture ou pas, depuis ses débuts, Espace noir s'est engagé sur les questions sociales et politiques, aux niveaux local et international. Participation à la création d'une association de chômeu-ses, soutien aux ouvri-ères de Longines (entreprise horlogère suisse de luxe) après des licenciements massifs, participation à la campagne pour une Suisse sans armée, soutien aux peuples algérien et kurde... Espace noir offre aux diverses associations et collectifs de la région un espace pour s'organiser et promouvoir leurs revendications politiques, sans oublier les habitants et habitantes du village, pas nécessairement politisés. Offrir à la fois l'hospitalité aux gens d'ici et un

lieu d'organisation politique aux groupes militants de la région semble être la ligne que suit Espace noir. "Pas toujours facile à gérer", admettent les membres de la coopérative. La population de Saint-Imier connaît en effet des problèmes socio-économiques depuis les crises successives qui ont frappé le secteur horloger, principal employeur des environs. L'assistance sociale et les problèmes liés à la drogue y sont très présents, marginalisant une partie de la population imérienne. "Longtemps, l'image d'Espace noir a été malmenée du fait des marginaux qui fréquentaient le lieu, explique Axl. C'est difficile de se déclarer tolérants et inclusifs, d'accueillir véritablement tout le monde, et de maintenir une image positive. Il a fallu faire attention, rester vigilants, dialoguer." La réalité rattrape bien souvent ces rares lieux prônant l'ouverture aux autres, qui refusent de trier les bons des mauvai-ses usag-ères ; et les tensions peuvent apparaître rapidement.

"Espace noir", en langage typographique, signale la présence d'une lettre, d'un caractère, d'une image... quand l'"espace blanc" signale, lui, une absence, un vide. Derrière son nom, donc, la coopérative libertaire fait une promesse : remplir de culture et de vie un lieu, pour ne pas laisser un espace vide de plus — que le capitalisme aurait tôt fait de récupérer. Être à la hauteur de cet engagement reste bien un travail de tous les instants, que l'équipe semble assumer en toute humilité.

Équipe de Moins! ■

■ Espace noir
29 rue Francillon
2610 Saint-Imier, Suisse
tél. : +41 329 41 35 35
www.espacenoir.ch



▲ Sur les toits, on imite les panneaux et on profite du soleil.

Sebasol : le soleil hors marché

Derrière le choix du solaire thermique pour la chaleur domestique se cachent des enjeux bien plus considérables qu'on ne le pense souvent. Il en va de la relocalisation, de l'autonomie par la compétence, des technologies simples (*low tech*), de l'indépendance énergétique et plus encore. L'association *Sebasol* s'y consacre entièrement.

NOUS AVONS RENCONTRÉ PASCAL Cretton, l'un des fondateurs de *Sebasol* dans les années 1990. Il nous a parlé de solaire thermique, mais pas seulement...

NE PLUS CONFONDRE ÉLECTRICITÉ ET CHALEUR

En Suisse, l'abondance d'électricité (à 60 % d'origine hydroélectrique) sert un système nocif à tous les niveaux. Les fluctuations saisonnières alimentent "*la passion suisse pour l'import-export*" et le grand jeu des marchés mondialisés. L'électrification concerne un nombre croissant de domaines (bâtiments, transports, communications...) jusqu'à bientôt englober toute la société. Or, "*derrière l'électrification, il y a la numérisation, donc le contrôle et l'espionnage*". Elle nécessite des technologies complexes consommatrices d'énergies fossiles et de ressources rares qui, en outre, favorisent la dépendance envers les experts au détriment de l'autonomie citoyenne. L'abondance conduit à la surconsommation et au gaspillage. La "*Fée électricité*" que peignait Dufy en 1937 s'est métamorphosée en hydre dangereuse.

Dans ce contexte, on utilise aussi l'électricité pour produire de la chaleur, au point que nous confondons les deux, avec de lourds enjeux politiques, écologiques, sociaux. D'où l'immense intérêt du solaire thermique qui permet de produire de l'eau chaude et du chauffage avec très peu d'électricité, ce que ne fait pas le photovoltaïque (PV).

NE PLUS CONFONDRE SOLAIRE ET SOLAIRE !

Toutes les énergies renouvelables et toutes les énergies solaires ne se valent pas. Toutes supposent un recours à l'énergie fossile, mais dans des proportions et avec des bilans écologiques complets (construction, exploitation, entretien, recyclage) différents.

Et toutes n'ont pas été récupérées par le système dans les mêmes proportions non plus. "*Au début, le solaire était aussi dans l'esprit du local et de l'autonomie politique. À présent, les chinois font les panneaux PV pour nous.*"

Récupéré par la mondialisation capitaliste, le photovoltaïque est ainsi devenu dominant au sein des renouvelables. Pourquoi ? La réponse de Pascal pour



▲ Sebasol organise des chantiers pédagogiques avec les jeunes.



▲ Et oui, pour le solaire aussi, il faut bidouiller des tuyaux !

la Suisse : "Les taux d'intérêt sont bas, voire négatifs [...]. Les Suisses cherchent donc des placements qui rapportent, quitte à se double-penser 'alternatif' ou 'coopérateur' : le mot 'actionnaire' n'apparaît plus mais c'est pareil."

LES ATOUTS DU SOLAIRE THERMIQUE SEBASOL

Pour les besoins domestiques en eau chaude et chauffage (1), le solaire thermique cumule efficacité ("son rendement est de trois à quatre fois supérieur à celui du photovoltaïque pour la production directe de chaleur"), économie, simplicité (2). Les installations ne nécessitent pas de service après-vente pour l'entretien (surtout si on les a réalisées soi-même), ni d'abonnement. Elles peuvent occasionner des réparations partielles mais durent des siècles, éliminant le problème du recyclage. Ne pouvant être transportée loin, la chaleur est produite et utilisée sur place : "Les lois de la nature sont pour nous avec le thermique. C'est local, on ne peut pas faire du business avec Ouagadougou."

En appoint pour l'hiver, Sebasol conseille un poêle hydraulique à bois. En Suisse, cela reste possible avec du bois local pour certaines personnes et dans de bonnes conditions d'exploitation. On peut dès lors viser l'indépendance énergétique et un meilleur bilan écologique global — bien qu'il n'existe pas de combustible propre. L'ensemble comportant une installation solaire thermique + un poêle consomme quatre fois moins de ressources épuisables que la solution PV + réseau + pompe à chaleur (3).

Ces avantages sont démultipliés par la démarche Sebasol, qui mise d'abord sur la réduction de la demande (par l'isolation et la décroissance des besoins), puis sur la formation et l'autoconstruction. Toute personne prête à y travailler peut, moyennant formation et aides, se lancer dans l'autoconstruction de son installation. Chacune est

conçue pour s'adapter au mieux à ses contraintes et objectifs additionnels (maintien hors-gel, partage de chaleur avec le voisin, séchage de denrées, etc.). Les techniques sont simples mais touchent à tous les domaines : plomberie, hydraulique, électricité, chaleur, charpente, matériaux, etc. Toutes compétences que les autoconstructeurs (et autoconstructrices mais elles sont plus rares) peuvent réutiliser dans d'autres projets.

SEBASOL, COMMENT ÇA FONCTIONNE ?

Sebasol est une association sans but commercial, portée par des bénévoles, souvent objecteurs et objectrices de croissance, qui ont par ailleurs un revenu. Ces dernières sont défrayées, sur demande, au tarif de 20 CHF/h (environ 19 €) et "dès qu'un mandat dépasse 5 000 CHF, on l'externalise. On a ainsi tenu, sans salaires réguliers qui bouffent la caisse. On a du fric, [400 000 CHF] mais ça fluctue car on doit acheter des quantités, financer la recherche, etc. Ce fut un long chemin, mais cela fonde à présent notre indépendance".

Les quatre centres de Sebasol (cantons de Vaud, du Valais, du Jura et Jura français) encadrent les autoconstructeurs. La formation débute par le "cours de la reconquête" (4), qui permet de saisir la forme et les enjeux d'un projet. Celles et ceux qui décident ensuite de passer à l'action sont accompagnés aux plans techniques et administratifs. Sebasol leur fournit le matériel à prix coûtant, et ajoute pour son service une licence. Le capteur Sebasol (5) est certifié au plan mondial et donne droit aux subventions. "Nous avons homologué au plus haut niveau d'accréditation technique un capteur réalisé in situ par des gens ordinaires. À ma connaissance, c'est unique au monde. Et une victoire sur ceux qui travaillent à l'obsolescence de l'homme."

Sebasol a par ailleurs agréé une dizaine d'installateurs. Issus et formés via les chantiers

(1) Soit ce qui engloutit 41 % de l'énergie consommée en Suisse.

(2) Principes de fonctionnement : sur le toit, balcon ou terrain, les capteurs piègent le rayonnement solaire, qui chauffe alors de l'eau circulant dans des tuyaux, et transportent la chaleur à un accumulateur. Pas de transformation, pas de machine intermédiaire.

(3) Selon Sebasol, on peut produire l'eau chaude et le chauffage pour une maison individuelle "avec 18 m² de capteurs et entre 1 et 4 stères de bois par an".

(4) Le prix des cours favorise les binômes (couples, père-fils, etc.) : 370 CHF par personne, 540 CHF à deux. Il s'agit de faciliter la transmission des compétences et l'appropriation des projets d'autoconstruction toujours engageants.

(5) Capteur fabriqué localement. "Il rend en quelques mois l'énergie qu'il a fallu pour le produire."



▲ Mise en place des vitres lors d'un chantier d'autoconstruction.

d'autoconstruction, ils sont atypiques. Ils réalisent des installations clés en main pour les personnes qui n'ont pas le goût de le faire et dirigent les autres vers l'autoconstruction.

DERRIÈRE LA TECHNIQUE, LE POLITIQUE

On l'aura compris, les caractéristiques du solaire thermique (simplicité, robustesse, non-transportabilité de la chaleur) le rendent difficile à phagocytter par le système. Une tentative d'arrondissement a été effectuée dans les années 2000, via le "contracting" (installation clé en main et vente de la chaleur), mais sans succès : trop compliqué pour les profits espérés. Pour le moment, cette *low tech* reste appropriable et contrôlable localement.

Cela convient au but de *Sebasol*, qui est de redonner du pouvoir aux gens. Une installation est réussie lorsqu'elle satisfait les besoins en chaleur d'un foyer, avec de meilleurs coûts dans le temps et le plus faible impact écologique. Mais aussi quand elle rend des gens compétents, critiques et responsables, les sort d'un système économique "qui multiplie le DD: dépenses et dépendances". Attention donc, une option technique peut en cacher une autre, politique et ambitieuse : en l'occurrence, émanciper la société !

PERTINENCE PLUS QUE JAMAIS, MALGRÉ LES LIMITES

La démarche de *Sebasol* s'adresse d'abord aux propriétaires et aux personnes qui ont assez d'argent pour viser des investissements rentables sous une dizaine d'années (6). "Si, faute d'argent, vous avez des amis, ils risquent peu à vous prêter, car vous les rembourserez vite. On peut donc contourner

les banques et le CO₂ qu'elles génèrent." L'association ne peut autonomiser les personnes plus précaires. Selon Pascal, elle ne réussit pas non plus avec les habitats coopératifs : "Ils veulent des logements moins chers et plus écolos mais guère se réautonomiser [...] Les motivés sont minoritaires. Les autres sont colonisés par la mentalité de rentier inculquée dès l'enfance par le capitalisme." Quant au locatif, "là, on est au cœur du système. Nous avons des solutions mais le pouvoir bloque. Je le comprends : une expertise citoyenne qui résout les problèmes atteste en grande partie de l'inutilité de ce pouvoir".

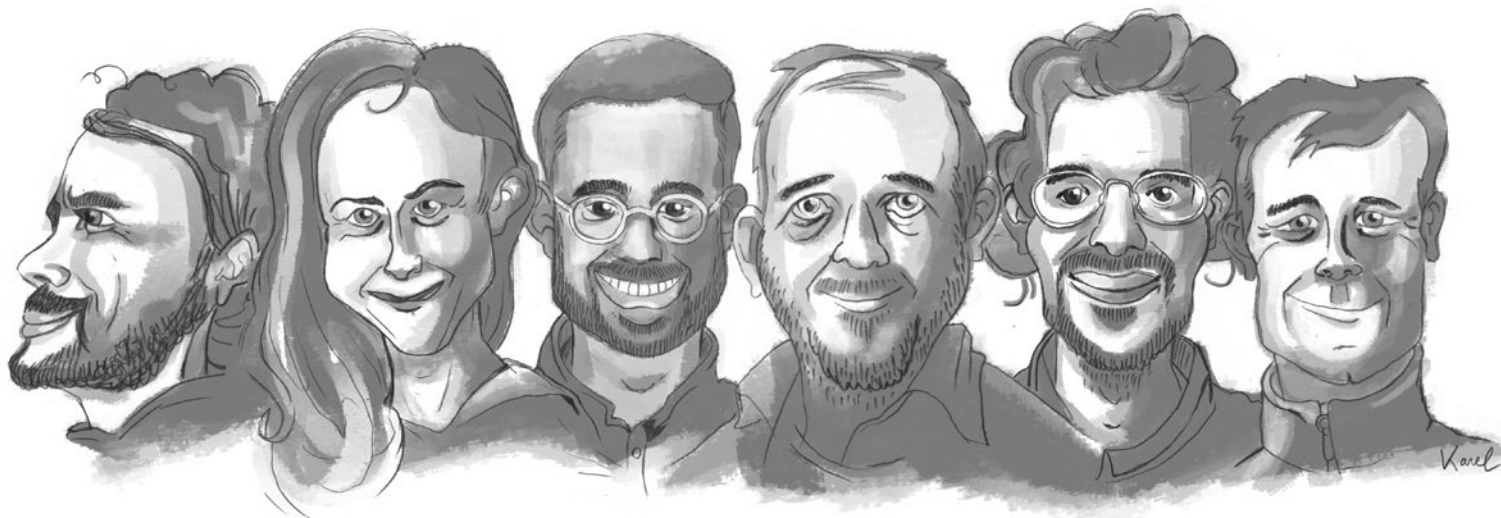
Ce sont de vraies limites pour la démarche. Cependant, "l'objectif n'est pas d'avoir 100 % de la société en autoconstructeurs de solaire thermique. Car alors elle ne saurait rien faire d'autre. Il faudrait plutôt en avoir quelques-uns par village ou quartier, ainsi capables de conseiller les autres". En somme, une stratégie de dissémination de capacités d'action autonome au sein de la société, pour la revivifier et l'émanciper autant que possible.

Pour l'instant, le solaire thermique ne souffre pas en Suisse de contrainte législative. Mais Pascal ne doute pas que cela sera le cas s'il sort de la marginalité, par l'instauration de normes "pour le bien, même si ces installations sont sans danger et bouffent parfois moins d'électricité qu'une ampoule basse consommation. Le but étant toujours de contrôler la société et de générer du profit". Quoi qu'il en soit, les principes d'une démarche de souveraineté, fondée sur la relocalisation, les *low tech* et favorisant la résilience devraient rester plus pertinents que jamais. "Avec la 5G et le deep learning, l'esclavage définitif de l'humanité devient possible. Et l'écologie peut être le cheval de Troie pour l'imposer. Le *low tech* offre la liberté, en plus de l'écologie."

Danièle Garet ■

■ **Sebasol**,
Aloys-Fauquez 6,
1018 Lausanne
www.sebasol.ch

(6) Pour 18 m², *Sebasol* donne un prix indicatif de 15 000 CHF en autoconstruction et de 27 500 CHF clé en main, avec dans les deux cas des subventions minimales de 6 000 CHF. Après remise d'impôt et déduction des infrastructures qu'il faudra payer de toute façon, le prix final varie entre - 10 000 (oui : moins) et 10 000 CHF (du mieux en autoconstruction au pire en clé-en-main).



Moins!, "journal de la décroissance"

Moins! est un peu le pendant Suisse de *Silence* : journal d'écologie politique, il promeut et diffuse les idées de la décroissance. Ce dossier n'aurait pas été complet sans une présentation en bonne et due forme de notre ami suisse, qui en signe une partie.

MOINS!, JOURNAL ROMAND D'ÉCOLOGIE politique, est un bimestriel papier dont les locaux sont basés à Lausanne. Créé en 2012 par des membres du Réseau objection de croissance Vaud, il vise à faire vivre une écologie politisée et locale, en valorisant notamment des expériences alternatives. Il imprime environ 3 000 exemplaires par numéro.

DERRIÈRE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE : LA DÉCROISSANCE

Bien que le terme ne soit pas écrit en une du journal, *Moins!* est bel et bien une revue d'information, de réflexion et de débats sur la décroissance. Ses fondatrices souhaitent pallier un certain essoufflement du Réseau objection de croissance en Suisse. Le but est de faire converger les luttes et les causes (anti-productivisme, écologie, féminisme), qui sont interdépendantes, afin d'avoir une force plus grande dans une Suisse dépolitisée. Pour Léo Cerone, membre de la rédaction, "les gens sont persuadés que le pays est exemplaire dans de nombreux domaines", dont le recyclage et la démocratie. Il est donc important d'élever la voix, ensemble, pour pointer les contradictions de la Suisse, et des sociétés modernes en général, et battre en brèche le discours du développement durable. "Ce n'est pas un journal de militantes pour des militantes, insiste François

Friche, autre rédacteur. On cherche à apporter un autre regard sur les sujets dont tout le monde parle". *Moins!* veut "porter la parole des alternatives décroissantes locales", nous affirme Mathieu. Il offre dans chaque numéro un espace d'expression à des alternatives collectives locales. La dispersion des membres de la revue dans la Suisse romande et au-delà, permet de couvrir l'information sur tout le territoire et de faire le lien entre de nombreux réseaux.

Chaque membre de l'équipe a ses formes d'engagement au quotidien : Mathieu vit à la campagne et pratique la déscolarisation et le jardinage avec 25 autres familles, Yvan s'est engagé dans la politique militante et institutionnelle comme député au Parlement vaudois, Lena, nouvelle recrue, anime des stages de repérage et de cueillette de plantes comestibles, Bastien est impliqué dans les luttes pour les migrantes... Ses trois membres fondateurs étaient pères au foyer et d'autres qui les ont rejoints le sont également.

UN ANCRAGE FORT EN SUISSE ROMANDE

Moins! s'appuie sur la distribution en kiosque depuis le premier numéro afin "d'occuper l'espace public", bien que ce choix soit régulièrement remis en question : c'est une entreprise capitaliste qui gère les kiosques de Suisse romande. Les numéros sont censés être en

-Moins!

sur pour par les enfants

11-23 DOSSIER | Quelles soient petites ou grandes, vous tentez entre vos mains un système novateur pour les enfants, si étonnante à la place qui leur est faite dans notre société et à ses conséquences, proposant constamment critiques et pistes encourageantes pour les enfants, il convient au centre une partie détachable remplie de jeux, contes et autres textes qui nous aident à nous placer à la bonne hauteur par les enfants, il est embelli de dessins exposés au fil des pages. Une triple invitation à revenir en profondeur les liens qui existent habituellement avec nos petits frères et sœurs, des idées pratiques dans nos luttes pour la décroissance et le bien-vivre.

4-5 À PROPOS DU GIEC Le dernier rapport du GIEC fait état d'une situation climatique alarmante et d'un recours indispensable aux technologies pour contenir le réchauffement à 1,5 °C. Mais que la partie semble perdre, Daniel Zanaro évoque pour *Moins!* ce qui lui donne encore de l'espoir.

8-9 ALTERNATIVE COLLECTIVE Tridant comme un maître aux militants occidentaux, Freddy et Grower nous racontent leur projet associatif Akhig, puis au Proximité entre préservation des traditions légères par leurs sites et renouveau des pratiques pour s'adapter à leur temps.

Actualités	Dossier	Rubriques
01 ASSISSE VALDORRES SUR LE CLIMAT Impression à 100%	02 SUR POUR PAR LES ENFANTS Une éducation sociale sans zone gris • Ne pas chercher à être parfait • La technique au service de la pédagogie • Les outils de la gouvernance • Des amis plutôt que des ennemis • Les conférences publiques • Nos liens existants • Une ville avant de l'être • Choisir les médias du travail • Où y aller pour en savoir plus • Ressources pour petits et grands	03 PENSER AVEC LES GRANDS Les questions d'écologie de la civilisation industrielle
04 POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME THÉORIQUE Vive le communisme de la guerre	05 L'UTRIQUE ET DÉCROISSANCE Le concept de décroissance • Les liens existants • Où y aller pour en savoir plus • Ressources pour petits et grands	06 LE COM DU MARRAÏCH Un filon à creuser de la place

-Moins!

JOURNAL ROMAND D'ÉCOLOGIE POLITIQUE

LA PUISSANCE DES FEMMES

11-23 DOSSIER | Vous cherchez un levier solide pour faire basculer le système actuel dans les possibilités de l'histoire? Ou vous mettez la main à l'échelle des femmes? Ou vous mettez la main à l'échelle des femmes? Ce dossier explore ces questions et propose notamment qu'on peut décider collectivement d'abandonner certaines technologies qu'il existe pas de technologie la plus éco, c'est celle qu'on n'utilise pas qu'on peut faire de l'écologie sans pétrole et la figure avec elle. Ce dossier explore ces questions et propose notamment qu'on peut décider collectivement d'abandonner certaines technologies qu'il existe pas de technologie la plus éco, c'est celle qu'on n'utilise pas qu'on peut faire de l'écologie sans pétrole et la figure avec elle.

8-9 L'ATELIER PAYSAN Pour contre le rouleau compresseur de l'agro-industrie, l'atelier paysan nous la réponse en soutenant les paysannes et les paysans en machines destinées à forger leur souveraineté technologique. Un engagement essentiel pour la construction d'une société agroécologique.

16-21 L'CHRONIA «Les filles du genre de la grand mère trouvent que les activités domestiques n'étaient pas assez valorisées. Elles se sentent invisibles, avec quelques hommes... des modèles... pour que nous réfléchissions à la maison et partageons les tâches domestiques avec elles! Rien que ça! Vous auriez dit voir le paradis!»

Actualités	Dossier	Rubriques
04 L'URGENCE CLIMATIQUE À LA VAUDOISE Bonne nouvelle d'un défilé	05 LOW-TECH: le système Pour une civilisation technique de la machine • High-tech versus • La langue domestique • Politique d'engagement technico-écologique • Vers une multitude possible participative • Un dossier alternatif • Le rôle de la machine • Nationalisme • Un acte commémoratif • Une note • Une note • Une note (commentaire de 10)	06 PENSER AVEC LES GRANDS Les questions d'écologie de la civilisation industrielle
06 LOGEMENTS ALTERNATIFS Pour que les habitations deviennent des espaces d'usage	07 LA CHRONIA DU PAYSAN Envers du journal imaginaire d'un atelier paysan	08 LE COM DU MARRAÏCH Un filon à creuser de la place
09 DÉBRASSE EN VUE Nos mots d'été 2019: l'écologie, ça passe de l'écologie		

-Moins!

JOURNAL ROMAND D'ÉCOLOGIE POLITIQUE

LOW-TECHNIQUE LE SYSTEME

11-23 DOSSIER | Vous cherchez un levier solide pour faire basculer le système actuel dans les possibilités de l'histoire? Ou vous mettez la main à l'échelle des femmes? Ou vous mettez la main à l'échelle des femmes? Ce dossier explore ces questions et propose notamment qu'on peut décider collectivement d'abandonner certaines technologies qu'il existe pas de technologie la plus éco, c'est celle qu'on n'utilise pas qu'on peut faire de l'écologie sans pétrole et la figure avec elle.

8-9 L'ATELIER PAYSAN Pour contre le rouleau compresseur de l'agro-industrie, l'atelier paysan nous la réponse en soutenant les paysannes et les paysans en machines destinées à forger leur souveraineté technologique. Un engagement essentiel pour la construction d'une société agroécologique.

16-21 L'CHRONIA «Les filles du genre de la grand mère trouvent que les activités domestiques n'étaient pas assez valorisées. Elles se sentent invisibles, avec quelques hommes... des modèles... pour que nous réfléchissions à la maison et partageons les tâches domestiques avec elles! Rien que ça! Vous auriez dit voir le paradis!»

Actualités	Dossier	Rubriques
04 L'URGENCE CLIMATIQUE À LA VAUDOISE Bonne nouvelle d'un défilé	05 LOW-TECH: le système Pour une civilisation technique de la machine • High-tech versus • La langue domestique • Politique d'engagement technico-écologique • Vers une multitude possible participative • Un dossier alternatif • Le rôle de la machine • Nationalisme • Un acte commémoratif • Une note • Une note • Une note (commentaire de 10)	06 PENSER AVEC LES GRANDS Les questions d'écologie de la civilisation industrielle
06 LOGEMENTS ALTERNATIFS Pour que les habitations deviennent des espaces d'usage	07 LA CHRONIA DU PAYSAN Envers du journal imaginaire d'un atelier paysan	08 LE COM DU MARRAÏCH Un filon à creuser de la place
09 DÉBRASSE EN VUE Nos mots d'été 2019: l'écologie, ça passe de l'écologie		

■ *Moins!*, journal romand d'écologie politique, rue des Deux-Marchés 23, 1800 Vevey, Suisse

vente à prix libre, ce qui n'est pas possible avec ce système. À l'inverse, comme avec *Silence*, l'abonnement est privilégié : il permet notamment de mieux gérer le nombre d'exemplaires à imprimer et de garantir un prix libre. *Moins!* est aussi diffusé dans des lieux militants ou encore sur des stands, lors d'événements. Un moment s'est posée la question de la traduction du journal en allemand et en italien, afin de toucher également les régions alémaniques et italiennes. Mais "le contexte et les références ne sont pas les mêmes", explique François. "Les auteurs et ressources dont on se sert viennent du monde francophone". "Rien que le mot décroissance, c'est dur de traduire en allemand!", s'exclame Léo. Pour l'instant, *Moins!* reste donc en français. Un site internet, volontairement très sommaire par souci décroissant, présente le sommaire du numéro du mois, les anciens numéros, et permet de s'abonner.

L'ORGANISATION DE MOINS! : UN "ÉQUILIBRE SUBTILE"

Au début, *Moins!* reposait uniquement sur du bénévolat, ce qui a forgé l'identité du journal. Cependant, la charge de travail d'Yvan, un des membres fondateurs, qui gère la mise en page et l'administration, a nécessité une réflexion sur l'usage du salariat. Yvan est ainsi devenu le premier salarié de *Moins!*. Cette question est revenue sur la table pour Léo, embauché d'octobre 2018 à octobre 2019, à 12 %, afin de se consacrer à la prise de contact avec les partenaires, à la diffusion et à la participation du journal à des événements. Le salariat est donc surtout un moyen de répondre à des enjeux ponctuels du journal. Pour le reste, le bénévolat prime.

Une journée de rédaction a lieu tous les deux mois, à tour de rôle chez les un-es et les autres, en plus de réunions bimensuelles. Même si "on commence à trouver une certaine routine", comme

l'affirme Mathieu, l'organisation du journal est un joyeux "équilibre subtil", résume Léo. Les rédactrices, géographiquement éloigné-es les un-es des autres, jonglent entre les rencontres régulières, les mails et les coups de téléphone. Le contenu des articles étant assez libre et les relectures de fond se faisant surtout à l'interne dans des délais plutôt brefs, "il est possible qu'un article soit entièrement remis en cause une semaine avant le bouclage!". Et pourtant, cela fonctionne et le résultat est toujours plus que satisfaisant. Depuis octobre 2018, l'équipe loue un petit local au sous-sol de la librairie *Basta*, à Lausanne. Cela permet d'avoir un lieu de rencontre avec les lectrices, de stocker des archives et d'abriter une bibliothèque autogérée par un groupe de bénévoles. Un des enjeux de *Moins!* est à présent de mieux gérer la répartition du travail. En effet, Yvan a beaucoup à faire, et c'est le seul à savoir gérer la maquette, ce qui poserait problème en cas de départ. Autre bémol : il y a peu de plumes féminines parmi la rédaction.

UN JOURNAL EN BONNE SANTÉ

Selon Mathieu, les choix effectués pour le premier numéro ont été les bons : "on a visé plutôt juste dès le début, en terme de rythme de parution, de choix de l'imprimerie, de nombre de pages". La complémentarité des membres de l'équipe a permis au journal de tenir ses engagements et ses délais. Bien sûr, la vie n'étant pas un long fleuve tranquille, cela n'a pas toujours été facile. "On a tous merdé dix fois, mais on s'est jamais engueulés", déclare Mathieu. Le plaisir de travailler ensemble et d'échanger des réflexions politiques passe avant tout. Aujourd'hui, *Moins!* se porte plutôt bien avec plus de 1 000 abonné-es en plus des ventes en kiosque et dans les points de dépôts militants. Les idées décroissantes n'en ont pas fini de fleurir!

Manon Salé ■

Alternatives en Suisse romande

Et également

» Agriculture bio

♦ **Fédération romande pour l'agriculture contractuelle de proximité (FRACP)**, info@fracp.ch; tél. : +41 79 486 59 01, www.fracp.ch. Association fédérant des paniers pour une agriculture locale, écologique, sociale, solidaire et à taille humaine pour assurer la souveraineté alimentaire

♦ **Uniterre**, avenue du Grammont 9, 1007 Lausanne, tél. : +41 21 601 74 67, info@uniterre.ch, <https://uniterre.ch>. Organisation syndicale paysanne

♦ **Le Jardin aux 1000 mains**, route d'Oron 127, 1010 Lausanne, association@1000mains.ch, <https://www.1000mains.ch>. Un jardin pédagogique et participatif

♦ **Chailly 2030**, chez M^{me} Proteau-Bourquard, avenue de la Vallonnette 20, 1012 Lausanne, <https://chailly2030.wordpress.com>. Association formée par des habitant-es du quartier de Chailly qui vise à promouvoir des réalisations axées sur le lien à la terre

♦ **Écojardin Morges**, 1110 Morges, <https://ecojardinsmorges.wordpress.com>. Pour des jardins écologiques et partagés à Morges et autour

♦ **Mouvement pour une agriculture citoyenne et paysanne (MAPC)**, Association MAPC chez Cultures locales, route du Mandement 548, 1238 Dardagny, <https://mapc-ge.ch>. Mouvement pour rapprocher paysan-nes et citoyen-nes

♦ **La Touvière**, route de Carre-d'Aval 10, 1252 Meinier, info@touviere.ch, <https://www.touviere.ch>. Ferme collective

♦ **Association ResSources**, rue du Puits 10, 1329 Bretonnières, tél. : +41 24 453 12 91, www.association-ressources.ch. Association pour la préservation des ressources génétiques, en particulier dans le domaine des plantes alimentaires, potagères, médicinales ou textiles

♦ **Ferme du Joran**, chemin des Philosophes 15, 1350 Orbe, tél. : +41 79 953 85 54, <https://epicoopriviera.ch/ferme-joran>. Ferme collective bio au fonctionnement horizontal

♦ **Ferme de l'Areyna**, impasse de l'Opéra 1, 1696 Vuistemens-en-Ogoz, tél. : +41 79 507 10 12, info@lareyna.ch, www.lareyna.ch. Séchoir à fruits, légumes, champignons, bois, stérilisation bocaux, lavoir, orgue à vapeur, livraisons, etc.

♦ **Les Jardins du rocher**, Jardins de Vassin, 1814 La Tour-de-Peilz, info@jardinsdurocher.ch, www.jardinsdurocher.ch. Centre d'écologie pratique

» Circuits courts

♦ **Les Sels valaisans**, www.sel-suisse.ch. Portail internet qui recense les différents systèmes d'échange local de Suisse romande

♦ **Le panier Bio à 2 Roues**, route de Cery 33, 1008 Prilly, www.p2r.ch. Amap à vélo-cargo

♦ **Levain**, chemin des Sports 73, 1203 Genève, jerome@levain.ch, tél. : +41 79 815 30 14, <https://levain.ch>. Pain au levain livré en triporteur

♦ **Glâne ouverte**, C.P. 184, 1680 Romont, info@glaneouverte.ch, tél. : +41 76 400 04 55, <http://glaneouverte.ch>. Association qui soutient la réalisation de projets locaux, écologiques et solidaires : paniers de légumes, jardins partagés, banque de semences.

» Climat

♦ **Lausanne action climat**, info@lausanneactionclimat.ch

♦ **Grands-parents pour le climat**, info@gpclimat-info.ch, gpclimat.ch

♦ **Aînés pour le climat**, <https://ainees-climat.ch>

♦ **Collectif Breakfree**, <https://breakfreesuisse.org>. Favoriser le désinvestissement des énergies fossiles et soutenir les droits des communautés locales et des peuples autochtones

Malagnou : maison occupée et en lutte

Bienvenue sur la parcelle du 154 route de Malagnou, à Chênes-Bougeries ! En mars 2012, un collectif de personnes mal logées décide d'occuper cette station de zoologie de l'Université de Genève, désaffectée et laissée à l'abandon depuis plusieurs années par les pouvoirs publics. Face au manque de logements étudiants, l'université accepte de conclure un contrat de confiance avec les occupant-es. C'est le début de Malagnou : 18 mois de réhabilitation, création d'ateliers collectifs, d'un jardin-potager, d'une bibliothèque, etc. Se mêlent alors une vie associative foisonnante et un lieu d'habitation pour certain-es. Malgré l'accord de départ, l'État de Genève souhaite depuis 2013 expulser les habitant-es pour un projet d'aménagement plus rentable... Le combat n'est pas terminé, mais les habitant-es pourront souffler cette année leurs huit bougies, et les liens tissés depuis toutes ces années leur assurent de nombreux soutiens, non seulement pour conserver les logements pour personnes en formation mais aussi pour défendre des lieux d'organisation et de vie collective qui manquent tellement à Genève.

♦ **Route de Malagnou 154**, 1224 Chênes-Bougeries, malagnou@riseup.net, <https://malagnou.noblogs.org>



» Contre-Culture

♦ **Renversé**, <https://renverse.co>. Site collectif et participatif de contre-information

♦ **Collectif Interfoto**, <http://interfoto.ch>. Agence de photo pour les luttes

♦ **Bibliothèque La Molène**, rue du Simplon, 26, 1006 Lausanne, <https://bibliolamolene.noblogs.org>. Bibliothèque queer féministe autogérée

♦ **Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA)**, avenue de Beaumont 24, 1012 Lausanne, info@cira.ch, www.cira.ch

♦ **Le Cadratin (Vevey)**, émetteur national, route de Peyres-Possens 29, 1062 Sottens, tél. : +41 21 921 50 58, info@lecadratin.ch, <http://lecadratin.ch>. Atelier typographique de sauvegarde du patrimoine des métiers de la typographie

♦ **Archives contestataires à Genève**, 2 bis rue de la Tannerie, CH 1227 Carouge, infos@archivescontestataires.ch, www.archivescontestataires.ch. Association qui récolte, conserve et inventorie les archives issues des luttes sociales de la seconde moitié du 20^e siècle

♦ **Kultura centro esperantista**, Chemin des Postiers 27, 2300 La Chaux-de-Fonds, tél. : +41 32 926 74 07. Carrefour mondial de la langue espéranto, centre de documentation et école de premier plan

♦ **La Coutellerie**, rue de la Grand-Fontaine 1, 1700 Fribourg, www.lacoutellerie.org. Association bistro-restaurant à but non lucratif prônant l'échange non tarifé, l'ouverture d'esprit, ainsi que l'accès à une culture et une information non globalisées

♦ **Collectif du laboratoire autogéré de création**, rue de l'Hôtel de Ville 21, 2300 La Chaux-de-Fonds, contact@lac-cdf.ch, www.lac-cdf.ch. Différents ateliers (menuiserie, graphisme, bijouterie, charpentes) et événements publics

♦ **Le Café du soleil**, Marché-Concours 14, 2350 Saignelégier, espace.culturel@cafe-du-soleil.ch, tél. : +41 32 951 16 84, <http://www.cafe-du-soleil.ch>. L'Espace culturel du Café du Soleil propose une large palette de spectacles, concerts, expositions, ateliers et événements culturels

» Librairies

♦ **Librairie Basta !** Chauderon, rue du Petit Rocher 4, 1003 Lausanne, tél. : +41 21 625 52 34, chauderon@librairiebasta.ch, www.librairiebasta.ch

♦ **Librairie du boulevard**, rue de Carouge 34, 1205 Genève, tél. : +41 22 328 70 54, info@librairieduboulevard.ch, <http://librairieduboulevard.ch>



Le Local : quand les habitant-es s'organisent !

Le Local, c'est un peu le couteau suisse de Mont-Noble. L'association, portée par les habitant-es de la commune, met à disposition un local où peuvent être proposées des activités pour jeunes et plus âgé-es. Pour les adultes, le programme sera plutôt soirées films et photos, discussions pour refaire le monde, échange d'idées sur une thématique, etc. : de quoi redéfinir notre façon de voir le monde, notre manière de consommer et d'acquérir de nouvelles connaissances. Côté enfants, initiation aux bricolage ou à la cuisine et moments en forêt. Ce local est partagé avec l'école qui s'en sert de salle d'activités créatrices et manuelles.

♦ **La Vaye-Plane 17**, 1973 Nax, [info\[at\]lelocal-montnoble.ch](mailto:info[at]lelocal-montnoble.ch), <http://www.lelocal-montnoble.ch>

Alternatives en Suisse romande



La Ferme Arc-en-ciel

La famille Chezeaux n'a pas toujours travaillé en bio. Christine et Cédric Chezeaux ont commencé par élever des vaches laitières avant de se tourner vers la culture de céréales anciennes et l'élevage de chèvres. Aujourd'hui, cette ferme en agriculture biologique s'étend sur une vingtaine d'hectares où sont cultivés petit et grand épeautres, amidonnier noir et camélines, à côté d'un troupeau d'une soixantaine de chèvres. Un documentaire de Lila Ribl sorti en 2017, *La Révolution silencieuse*, retrace la reconversion de la famille.

◆ Rue du Merelez 1, 1326 Juriens, info@fermearcenciel.ch, www.fermearcenciel.ch

» Magasins d'alimentation biologique

- ◆ **Arthenia Shop**, rue Pré-du-Marché 11-13, 1004 Lausanne, tél. : +41 21 311 80 92
- ◆ **Le Topinambour**, Société coopérative du Grile, avenue Fraisse 9, 1006 Lausanne, tél. : +41 21 616 37 42
- ◆ **La Biotique**, avenue Montchoisi 3, 1006 Lausanne, tél. : +41 21 616 74 22
- ◆ **Magbio**, route de Neuchâtel 2, 1032 Romanel s/Lausanne, tél. : +41 21 729 00 56
- ◆ **Produits bio, traditionnels, du terroir et diététiques**, route d'Yverdon 2, 1040 Echallens, tél. : +41 21 881 38 04
- ◆ **Au Petit Magaz**, Grand-Rue 7, 1083 Mézières, tél. : +41 21 903 29 45
- ◆ **Espace Renaissance**, rue Couvaloup 18, 1110 Morges, tél. : +41 21 802 37 23
- ◆ **Fondation Perceval**, route de Lussy, 1162 Saint-Prex, tél. : +41 21 823 11 90
- ◆ **Epicierie Tourmesol**, grand-Rue 31, 1180 Rolle, tél. : +41 21 826 14 06

» Transition et décroissance

- ◆ **Réseaux Objection de croissance**, rocge@decroissance.ch, <http://decroissance.ch>
- ◆ **Collectif de libération de l'invasion publicitaire**, clip@antipub.ch, <http://antipub.ch/fr>
- ◆ **Réseau transition Suisse romande**, Pain pour le Prochain, rue de Grammont 9, 1007 Lausanne, info@reseautransition.ch, <http://reseautransition.ch>. Antenne du mouvement international des initiatives (villes, villages, quartiers, rues) en transition lancé en 2006 par le permaculteur Rob Hopkins
- ◆ **Coopérative 1 mètre-cube**, rue Lissignol 8, 1201 Genève, [www.1metre3.ch](http://1metre3.ch). Coopérative militant pour le développement des toilettes sèches à compostage
- ◆ **Chambre de l'économie sociale et solidaire**, rue des Savoises 15, 1205 Genève, info@apres-ge.ch, www.apres-ge.ch

» Santé

- ◆ **Association Nait-Sens (Lausanne)**, chez Jeanne Borel, chemin de Champ-Soleil 20, 1012 Lausanne, contact@nait-sens.ch, <http://nait-sens.ch>. Association de parents et de professionnels souhaitant promouvoir la naissance physiologique
- ◆ **Centre prévention et santé**, route de Sombacour 10, 2013 Colombier, <http://cpsinfo.ch>. Santé et médecine naturelle et autonome. Abrite l'école de la Mandorle (formation en naturopathie).

» Solidarités locales

- ◆ **La Red**, Planche-Inférieure 18, 1700 Fribourg, contact@associationlared.ch, www.associationlared.ch. Maison de rencontre interculturelle qui organise diverses activités dont des cours de français gratuits pour exilé-es (certains réservés aux femmes) et des cantines populaires les mercredis et dimanches soir

◆ **Droit de rester**, collectif@stoprenvoi.ch, <http://droit-de-rester.blogspot.com>. Collectif qui anime des permanences à Lausanne afin de défendre les droits des exilé-es et collectiviser la lutte pour des conditions d'accueil plus dignes

◆ **Pôle Sud**, av Jean-Jacques Mercier 3, 1003 Lausanne, tél. : +41 21 311 50 46, info@polesud.ch, <http://polesud.ch>. Centre socioculturel de l'union syndicale vaudoise, actions variées vers l'écologie, l'enfance, les arts

◆ **Le square Galiffe**, EMS Villa du Mandement, chemin de Merdisel 30, 1242 Satigny, <http://gensdegaliffe.ch>. L'Atelier Galiffe est un lieu d'accueil inconditionnel "pour toute personne marginalisée souhaitant passer un moment avec d'autres personnes"

» Vélos

- ◆ **Slow up**, www.slowup.ch. Fermetures de routes pour un usage sans pétrole un jour par an
- ◆ **Genève-roule**, place Montbrillant 17, 1201 Genève, info@geneveroule.ch, tél. : +41 22 740 14 15 www.geneveroule.ch. Association qui poursuit une double mission : la promotion du vélo et l'insertion socio-professionnelle
- ◆ **Pélot 13**, rue de l'Industrie 9, 1201 Genève et rue des Pavillons 12, 1201 Genève, www.pelot13.ch. Recyclage vélos, entreprise 100 % autogérée depuis 30 ans
- ◆ **Pro vélo Genève**, place de Cornavin 1, 1201 Genève, tél. : +41 22 329 13 19, <https://www.pro-velo-geneve.ch>. Association de défense des intérêts des cyclistes
- ◆ **Les Artisans à vélo**, Genève, 49 boulevard Carl-Vogt, 1205 Genève, info@artisans-a-velo.ch, <http://www.artisans-a-velo.ch>. Promouvoir la mobilité douce pour toutes les activités professionnelles en ville
- ◆ **Black Office**, rue de l'Eglise 5, 2000 Neuchâtel, leblackoffice@gmail.com, <http://leblackoffice.ch>. Association dont l'objectif est de favoriser l'autonomie, le partage et la créativité par le biais d'activités liées au vélo

» Vivre ensemble

- ◆ **L'Association écoquartier**, C.P. 5256, 1002 Lausanne, <http://ecoquartier.ch>. Association de promotion des écoquartiers, de l'urbanisme participatif et de l'habitat coopératif
- ◆ **La Smala**, espace coworking Gare 17, 1091 Grandvaux, www.lasmala.org. Écohabitats intergénérationnels autour de Lausanne
- ◆ **Codha**, place Chauderon 5, 1003 Lausanne et chemin du 23-Août 7, 1205 Genève www.codha.ch. Coopérative de l'habitat associatif, créée en 1994, qui regroupe 12 immeubles et 250 logements, 14 projets en cours
- ◆ **Coopérative d'habitation Equilibre**, Promenade de l'Aubier 19, 1217 Meyrin, info@cooperative-equilibre.ch, www.cooperative-equilibre.ch
- ◆ **Le CENAC, Centre pour l'action non-violente**, Rue de Genève 52, 1004 Lausanne, tél. : +41 21 661 24 34, www.non-violence.ch. Le centre promeut la non-violence en Suisse romande. Il propose des formations, des accompagnements et dispose d'un des centres de documentation les plus fournis du monde francophone sur le sujet, situé en partie à Lausanne et en partie à La Chaux-de-Fonds



Le Pantographe : une fabrique socioculturelle à défendre

Le Collectif pour la culture n'en démord pas : il faut un espace pour accueillir la création à Moutier. Et pour cela, le collectif a créé le *Pantographe*, un outil au service de la création artistique et artisanale rayonnant dans toute l'Europe. Concrètement, le *Pantographe*, c'est la réhabilitation et la mise à disposition de l'usine Junker, sur une base d'autogestion transdisciplinaire et transgénérationnelle. La singularité et l'accessibilité de ce lieu ont vite été structurantes pour les artistes et créateurs de la région et d'ailleurs : architectes, électricien·nes, menuisier·es, maçon·es, cuisinier·es, informaticien·nes, graphistes, etc. Cette association à but non lucratif fondée en 2006 a été reconnue d'utilité publique en 2014 par les autorités du canton de Berne et soutenue par le Conseil du Jura bernois en 2016 à hauteur d'un franc symbolique. Malgré le symbole, le collectif qui a restauré puis occupé pendant dix ans l'usine Junker a été expulsé en 2016. Qu'à cela ne tienne, il a cherché ailleurs et, fin 2018, une première maison hybride habitat-résidence de création a ouvert ses portes à Crémines. Comme ce lieu ne suffit pas à contenir toute les formes de créativité, d'autres sont en cours d'élaboration. Ce projet de grande maison-atelier mutualisée, qui permet la résidence collective d'artisan·es, est plus que le bienvenu pour porter une richesse culturelle dans le canton de Bern.

◆ Rue de l'industrie 65, 2746 Crémines, info@pantographe.info, <https://pantographe.info>.



» Morbihan

Soutenir l'Atelier paysan

L'Atelier paysan est une coopérative d'auto-construction qui accompagne les agriculteur·rices dans la conception et la fabrication de machines et de bâtiments adaptés à une agroécologie paysanne, de l'écurie auto-construite en grume à l'épandeur à compost, de la laveuse de légumes à la sarleuse multi-rangs. Il aide les paysan·nes à reconquérir une souveraineté technique et une autonomie en créant des outils non brevetés avec les personnes concernées et en organisant des formations. La Maison des technologies paysannes qui était en cours de construction depuis septembre 2019 à Sérent dans le Morbihan pour donner accès à l'élaboration d'outils paysans, a subi un important incendie le 17 janvier 2020. L'Atelier paysan lance un appel à soutien (dons, bénévolat, etc.) pour aider à le reconstruire.

♦ Atelier paysan, Bobehec, 56250 La-Vraie-Croix, tél. : 04 76 65 85 98, www.latelierpaysan.org

Dénoncer l'agro-industrie : un délit ?

Demeter (la mère, en grec ancien), c'est pour certain·es la déesse des semis et du labour, pour d'autres, c'est la marque collective de la biodynamie, mais pour le gouvernement, c'est surtout le nom d'une cellule de renseignements lancée fin octobre 2019, soi-disant destinée à lutter contre l'agribashing. Pour de nombreux défenseur·ses de l'agriculture paysanne et biologique,

c'est un outil pour faire taire toutes celles et ceux qui mènent des actions symboliques contre le système de l'agriculture industrielle. Le terme d'agribashing est surtout utilisé par la FNSEA : en dénigrant un dénigrement systématique du monde agricole, ce syndicat refuse de penser l'arrêt des pesticides ou la critique du modèle agricole industriel. Et la réponse gouvernementale est dangereuse : elle mélange vol de matériel, occupations de terres agricoles ou actions anti-chasse.

Elle criminalise donc des actions qui relèvent de la critique sociale. Pour les nombreux signataires d'une tribune qui dénonce cette cellule le 15 janvier 2020, "Qui mène 'des actions symboliques' contre ce système ? Le mouvement de Coquelicots, qui réclame la fin des pesticides, soutenu par un million de citoyens. Les maires qui prennent des arrêtés contre ces poisons chimiques. Des dizaines de milliers de paysans qui ont déjà choisi l'agriculture biologique. Beaucoup d'autres, qui défendent le modèle de l'agriculture paysanne contre les projets délirants d'usines à vaches, à cochons ou à poulets". Et de finir par : "Nous prévenons solennellement le gouvernement que nous refusons cette criminalisation et que nous demandons le démantèlement de la cellule Demeter. Notre contestation de l'agriculture industrielle, non-violente, se fait et se fera au grand jour, dans la conviction d'exprimer la volonté majoritaire de la société française".



» OGM

Victoire historique contre les "OGM cachés" cultivés en France

Depuis 2001 une directive de l'Union européenne définit les OGM comme des organismes "dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement par multiplication et/ou par recombinaison naturelle". Elle les soumet à des procédures d'évaluation, d'autorisation, d'étiquetage et de suivi.

Ainsi les OGM obtenus par transgénèse sont reconnus OGM et ont été régulés en tant que tels. Ils ont été cultivés quelques années sur notre territoire et abandonnés en 2008 où, sous la pression sociale, ils sont alors devenus interdits : grande victoire à l'époque !

Il n'en est pas de même des OGM obtenus par les techniques de mutagenèse : ils sont aussi reconnus OGM mais, jusqu'au 7 février 2020, ils étaient exclus du champ d'application de cette directive, dite

2001/18, au motif que les plantes mutées étaient cultivées depuis longtemps de façon traditionnelle et avaient fait preuve de leur non dangerosité. Ce qui était le cas des plantes mutées sur plante entière, bourgeon ou graine : on dit *in vivo*.

Des plantes mutées OGM ont été cultivées sans être évaluées...

Or depuis 2010, des plants de colza et de tournesol sont cultivés en France : ils sont issus de cultures cellulaires et mutagenèse *in vitro*. Ces OGM mutés *in vitro* cultivés postérieurement à 2001 ne pouvaient pas à cette date avoir fait preuve de leur innocuité !

Mais pendant des années, ces plantes mutées ont été commercialisées sans la moindre évaluation et sans étiquetage. De nombreuses organisations écologistes se sont insurgées contre cette aberration, et les *Faucheurs volontaires* sont intervenus par des fauchages de parcelles expérimentales pour alerter sur cette culture d'"OGM cachés" et leur possible dissémination dans l'environnement.

En France, toutes ces plantes sont modifiées afin d'être rendues tolérantes aux herbicides, elles en sont imbibées et les herbicides se retrouvent dans l'environnement et dans nos assiettes. On appelle ces plantes des VrTH (Variétés rendues Tolérantes aux Herbicides). Les firmes se frottent les mains, elles vendent l'OGM et son herbicide associé !

Devant l'inaction des pouvoirs publics, en 2015, 9 organisations de la société civile avaient lancé un recours juridique devant le Conseil d'État pour lui demander de statuer sur la légalité de la commercialisation et de la culture des VrTH en France.

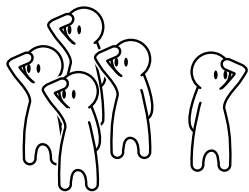
...mais ce ne sera plus possible à partir de 2020 !

Incapable de répondre, le Conseil d'État avait alors porté la question devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Celle-ci a confirmé en juillet 2018 que les organismes obtenus par mutagenèse constituent bien des OGM et a statué que les nouvelles techniques de modification du génome (comme celles utilisant le fameux CRISPR Cas) donnent des OGM.

Par un arrêté du 7 février 2020, le Conseil d'État, plus haute juridiction de France, annule le décret français excluant la mutagenèse sans distinction du champ d'application de la loi. Toutes les plantes issues de mutagenèse *in vitro* développées après 2001 doivent être réexaminées et retirées du marché et des cultures. Elles sont devenues illégales. Le Conseil d'État laisse 9 mois à l'État pour identifier les variétés issues de la mutagenèse illégalement mises sur le marché et pour les radier du catalogue. Il demande aussi la prise en compte du principe de précaution pour l'appliquer aux VrTH. Reste maintenant à surveiller la manière dont cette décision sera appliquée.

Annick Bossu et Guillaume Gamblin





BONNES NOUVELLES DE LA TERRE

Franck Depretz

L'ouvrier de la sidérurgie devenu maraîcher bio

Il y a quarante ans, l'annonce de la fermeture des hauts fourneaux plongeait Longwy dans six mois "d'actions coups de poing", de manifestations massives, de bras de fer avec le gouvernement et le patronat. La lutte pour l'acier et l'emploi échoua, mais des acteurs de l'époque ont continué à vivre pour un idéal, comme Jean-Claude Feite, devenu maraîcher bio.

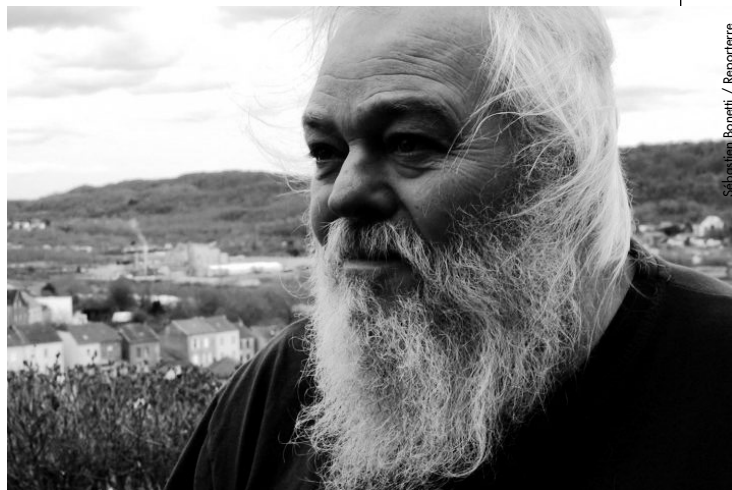
À Longwy, un "Mai 68 à retardement"

Le couperet est tombé le 13 décembre 1978 : le groupe sidérurgique "Usinor frappe Longwy à mort", titrait alors *Le Républicain lorrain*, confirmant les milliers de suppressions d'emplois dans toute la sidérurgie lorraine. Le bassin de Longwy, à la pointe de la Meurthe-et-Moselle, qu'on appelle le "Pays-Haut", concentrait le plus d'installations sidérurgiques au monde dans les années 1950. En 1979, Longwy vivait ses "Évènements", son "Mai 68 à retardement", "la Commune". Jean-Claude avait alors 25 ans et était déjà passé par des organisations maoïstes. Il n'avait encore rien vu. Il intégra la section CFDT de Longwy, traversée par des influences aussi bien sociales-chrétiennes que libertaires, autogestionnaires que gauchistes. Il faut imaginer six mois de grèves, d'affrontements avec les CRS, de blocage des routes, des gares, des entreprises, des grands magasins. Il faut imaginer les rouleaux de feuillets déversés sur les routes, le commissariat de police attaqué aux cocktails Molotov et au bulldozer (trois fois).

Aujourd'hui, Longwy est la cité dortoir des travailleurs frontaliers — près d'un actif sur deux travaille au Luxembourg. Son centre-ville se meurt, vidé de ses commerces qui ne peuvent faire face à la redoutable concurrence des 21 500 m² du Auchan de Mont-Saint-Martin.

De la lutte sociale au maraîchage bio

C'est dans la Gaume que Jean-Claude s'est exilé pour mieux retrouver l'esprit Longwy. Il a intégré le Centre d'animation globale du Luxembourg (CAGL), une association créée en 1977 par des "gauchistes, écolos et quelques prêtres-ouvriers".



Sebastien Bonetti / Reporterre

Quand il a rencontré Marianne, en 2007, ce fut à l'occasion d'une lutte — forcément — contre la fermeture d'une épicerie de village à Rossignol. Depuis, les deux anciens maoïstes ont parcouru un bout de chemin ensemble, créé un réseau de circuit court qui comprend trois salariés et vingt points de vente, participé à la création de la première monnaie locale wallonne, *L'Épi lorrain*, et animent depuis maintenant dix ans le marché fermier de Florenville. Les bonnes semaines, 250 personnes passent s'approvisionner ici. Sans compter les 140 commandes de paniers-légumes hebdomadaires. Et pourtant, ce boulot à temps plein ne leur rapporte qu'un salaire pour deux. Jean-Claude et Marianne souhaiteraient passer le relais à la poignée de bénévoles qui les accompagnent. Pour prendre un peu de temps pour eux. Pour la première fois. À 65 ans. "S'il n'y avait pas eu 1979, conclut Jean-Claude, je n'aurais pas fait le dixième du cheminement personnel et collectif qui m'a amené ici. Dix ans de ma vie ont déclenché tout le reste."

En partenariat avec: www.reporterre.net



Des pulls en circuit-court



Laëticia Modeste veut faire les choses à son échelle. Créatrice de vêtements pour hommes, les matériaux qu'elle utilise sont occitans (du Gard au Tarn) ! L'élevage, la tonte, le filage et le tricotage du Mérinos d'Arles qui servent de base à la confection de pulls sont réalisés en Occitanie, dans ce périmètre de 300 km, qu'elle a parcouru à vélo. C'est à *La filature du parc* qu'est fabriqué le fil issu de la toison des moutons. Puis, les pulls sont confectionnés chez *Missègle*, qui commercialise aussi la collection. *Missègle* produit une partie de son électricité par panneaux solaires et travaille avec des teinturiers-es locaux. L'entreprise fabrique en petite quantité pour ne pas gâcher des matières premières et pour ne pas sur-stocker inutilement.

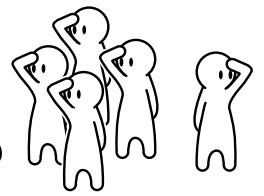
♦ <https://www.laetitiamodelte.fr> ; *Missègle*, Lafontasse, 81100 Burlats, tél. : 05 63 51 09 86, contact@missegle.com, <https://www.missegle.com>

» Gironde, Rhône

Les Détritivores à l'assaut des déchets alimentaires

Les Détritivores est une entreprise sociale créée en 2015, présente à Bordeaux et à Lyon. Leur mission est de collecter les déchets alimentaires produits par les restaurateurs ou par les épicerie locales, de les composter localement, puis de s'en servir comme fertilisant pour les espaces verts urbains. *Les Détritivores* proposent également des formations au compostage et une mise à disposition de bacs. L'entreprise travaille en partenariat avec les territoires zéros chômeurs de longue durée, afin de proposer des emplois d'insertion.

♦ Contact : <https://les-detritivores.org>
Pour Bordeaux : contact@les-detritivores.org,
tél. : 07 52 04 65 21.
Pour Lyon : lyon@les-detritivores.org,
tél. : 06 13 69 93 52.



Theupermal

Graeme Allwright

Le chanteur engagé s'est éteint le 16 février 2020, à l'âge de 93 ans. Néo-zélandais d'origine, il s'installe en France et se lance tardivement dans la chanson. Il fait connaître au public français les chansons folk anglophones qu'il traduit, et il interprète un répertoire largement contestataire et antimilitariste. Il s'engage très tôt au Larzac contre l'extension du camp militaire, ou encore dans le comité de soutien à René Dumont, premier candidat écologiste aux élections présidentielles en 1974. L'interprète de quelques succès de feu de camp incontournables (*Sacrée bouteille, Il faut que je m'en aille*) se détache vite du *show business*. On le retrouve dans les années 1980 dans des événements contre le nucléaire et dans les années 2000 comme membre du comité de parrainage de la *Coordination française pour la Décennie de la culture de paix et de non-violence*.

Le camion-radio : donner la parole à chacun.e !



Journaliste nomade, Richard Federmann récolte des histoires de vie, et les donne à entendre. Il sillonne la France avec son camion-radio et enregistre des portraits sonores qu'il diffuse ensuite sur les radios locales qu'il croise. Animateur radio, dès 1982, d'émissions musicales, la passion des ondes ne l'a jamais quitté. À partir de 2016, il souhaite offrir une tribune radiophonique à tout.e un.e chacun.e : des personnes ordinaires avec des histoires singulières. De cette volonté est né le camion-radio. Un studio itinérant, qui va de ville en ville, de village en village et qui, après s'être installé sur la place publique, suscite la curiosité et libère la parole.

♦ Richard Federmann, tél. : 06 20 30 21 04, federmann.radio@gmail.com

» Ille-et-Vilaine

Les ColocaTerre : une association écolo couteau-suisse

Les ColocaTerre est une association bretonne engagée dans de multiples activités écologiques et solidaires. Une fois par mois, l'association organise un repaire café au centre Victor Hugo de Montauban de Bretagne. Une fois par mois également, un atelier de cuisine végétarienne se tient chez un.e des membres. Toujours une fois par mois, les ColocaTerre proposent une séance d'apprentissage de la culture des céréales anciennes, sur un terrain prêté par la commune de Montauban de Bretagne. En plus de ces activités, l'association s'est lancée dans des chantiers solidaires. Afin d'en financer une partie, elle collecte des bouchons de liège puis les revend à des structures qui en feront de l'isolant pour l'habitat. Elle dispose de lieux de stockage sur Rennes, ce qui lui donne accès aux bouchons de la métropole. Le prochain objectif des ColocaTerre : avoir un local fixe à Montauban-de-Bretagne, où ils et elles pourront notamment mettre à disposition des fonds documentaires.

♦ Contact : <http://lescolocaterre.org>, 8 rue de Dinan, 35290 Saint-Méen-le-Grand, tél. : 06 07 15 31 24, les.colocaterre@laposte.net

Médias

♦ **Dard Dard**, n°1, automne 2019, 19 €. Premier numéro d'une revue-livre semestrielle de 164 pages, qui cherche à comprendre la "mutation géologique et civilisationnelle en cours, celle de l'Anthropocène et du Capitolocène". Le dossier est consacré à la mobilité et pose intelligemment les enjeux : enjeu politique et de discrimination, enjeu de territoires, la mobilité c'est aussi les moyens de transport et la question des espaces dans lesquels on vit. Un joli départ pour cette revue publiée par les éditions Autrement.



♦ **Gardarem lo Larzac**, le journal du Larzac Solidaire, n°351, janvier-février 2020, 3 €. On a été ravies de découvrir que la Une du bimestriel était "Résister à Gaza", et que le journal revenait sur le dernier livre de Ziad Medoukh, *Être non-violent à Gaza*, qu'il a présenté en compagnie d'Hervé Ott, en novembre 2019, sur le plateau. La question des formes de résistance se pose actuellement en Aveyron où s'organise depuis maintenant plusieurs années une lutte contre l'implantation d'un transformateur à Saint-Victor.



♦ **Mouais**, 2 €. "Le mensuel dubitatif... quoique" est un "journal d'information indépendant et critique" de 16 pages couleurs né en novembre 2019 à Nice. Il cherche à "gratter là où ça démange, et faire du bruit là où le silence devient pesant". Des dessins, des infos, des coups de gueule, des reportages et des mots croisés ! 42 Rue Vernier, 06000 Nice, <http://mouais.org>, contact@mouais.org.



♦ **Casse-rôles**, n°11, février-avril 2020. Journal féministe libertaire à prix libre. Dans ce numéro de 32 pages, un dossier de 10 pages sur la contraception masculine, qui revient en particulier sur l'aspect historique. Et une question qui demeure : pourquoi la vasectomie reste-t-elle si peu répandue en France ? <http://casse-roles.revulublog.com>





5G... is watching you !

Le numérique est la nouvelle religion de cette décennie et la 5G son messie. Avec la foi de celles et ceux qui l'ont trop attendu, le gouvernement a lancé, entre un arrêté pro-pesticide signé le 27 décembre et une déclaration d'utilité publique accordée à une nouvelle autoroute validée le 31, les attributions des enchères 5G le 30 décembre. Les fêtes de fin d'année sont aussi une belle période durant laquelle les lobbies sablent le champagne...



Opposantes à la 5G à la manifestation du 1^{er} mai à Lyon.

Malgré les inquiétudes soulevées par les associations *Agir pour l'Environnement* et *Priartem*, la secrétaire d'Etat à l'économie a opté pour le passage en force ; oubliant au passage les nécessaires évaluations environnementales et sanitaires, occultant l'impact énergétique et climatique du numérique, passant sous silence l'immense gaspillage de matières premières et terres rares nécessaires au développement du numérique.

L'absence de débat préalable à la généralisation de cette énième "révolution" semble naturelle chez les adeptes de cette marche forcée vers le tout numérique. Qu'un-e adolescent-e passe désormais 6h45 par jour devant un écran, engendrant une explosion de l'hyperactivité et une baisse de la concentration passant de 12 à moins 8 secondes ne semble pas particulièrement inquiéter ce gouvernement.

La modernité numérique est une évidence. Elle ne se débat pas et va de soi. Quiconque oserait s'interroger sur ce meilleur des

mondes fait de clics compulsifs, de prothèses techniques, d'extraversion malingre et de collectes de données prend le risque de rejoindre le dernier des collapsologues anti-progrès.

Réveil tardif des institutions

Mais la fuite en avant commence à interroger, même en haut lieu. L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES) a commis un rapport dans lequel des expert-es reconnaissent enfin qu'ils et elles ne disposent d'aucune étude sérieuse permettant d'évaluer ni l'exposition, ni les effets des ondes millimétriques utilisées par la 5G. L'Agence nationale des fréquences a, quant à elle, admis que l'arrivée de la 5G se traduirait par une multiplication par huit du nombre de points fortement exposés ! Certain-es estiment qu'il faudra tripler le nombre d'antennes relais pour généraliser ce nouveau standard. Même le président de l'Arcep, autre "autorité" accompagnant le développement de la téléphonie mobile s'interroge ouvertement en affirmant que "ce sont les consortiums qui animent les agendas de manière informelle. Il est peut-être temps que le politique ait son mot à dire". Eclair de lucidité bien tardif après des années de compromission avec les industriels du secteur de la téléphonie mobile !

1984, nous voilà

Opérateurs, équipementiers et autres *Google*, *Amazon*, *Facebook*, etc... n'ont de cesse de collecter toujours plus de données personnelles pour "profiler" les utilisat-rices. L'arrivée de la 5G va conduire un grand nombre d'act-rices économiques à mettre la main sur davantage d'informations à caractère personnel. De la voiture autonome à la brosse à dents connectée, des écrans publicitaires géolocalisant la cible à la reconnaissance faciale, ce nouveau standard numérique va multiplier les occasions de monétariser nos moindres faits et gestes. Nos prothèses numériques vont se transformer en véritables mouchards électromagnétiques que l'auteur de 1984, Georges Orwell n'aurait jamais osé imaginer, même dans ses pires cauchemars.

Peut être l'heure de se réveiller et se mobiliser pour obtenir un moratoire sur la 5G en signant la pétition sur stop5G.fr.

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

Droit des enfants à respirer un air sain



Mardi 21 janvier 2020, à Paris, une centaine d'activistes d'*Alternatiba*, d'*Extinction Rebellion*, de *Greenpeace*, d'*ANV COP21*, ainsi que des parents, des enfants et des professeur-es, se sont mobilisé-es pour défendre le droit des enfants à respirer un air sain. Les manifestant-es ont bloqué l'accès à la maternelle et la primaire de Saint-Merri, en occupant la rue. Cette école est, d'après l'association *Respire*, la plus polluée de Paris en matière de qualité de l'air. Les parents d'élèves demandent l'arrêt complet et la circulation rue Saint-Merri, et proposent de transformer l'autre voie qui borde l'école, la rue Renard, en voie verte, réservée aux bus, aux taxis et aux mobilités douces. L'événement a été soutenu par l'*UNICEF (Fond des Nations Unies pour l'Enfance)*. La manifestation a été pensée pour

permettre aux enfants d'y participer : une marelle, un chamboule-tout et des craies pour dessiner sur le sol ont été mis à leur disposition (toutes ses activités étaient en lien avec le thème de la pollution de l'air bien sûr).

» Plastiques

Retour à l'envoyeur !

Le 20 janvier 2020, la Malaisie a renvoyé 43 conteneurs de déchets plastiques illégaux en France, et 107 vers d'autres pays occidentaux. Elle refuse de devenir la décharge du monde, à l'heure où les pays d'Asie sont submergés par ces déchets, depuis que la Chine en a interdit toute importation en 2018.



» Loire-Atlantique

La Jacopière : pour la préservation des bords de l'Erdre

Alors que la communauté de communes d'Erdre et Gesvres envisage de construire une zone industrielle de 65 hectares sur les communes de Saint-Mars-du-Désert et de Sucé-sur-Erdre, *La Jacopière* se mobilise. L'association environnementale conteste le projet de zone économique sur 65 hectares, destinée à accueillir, entre autres, des entreprises de production, de stockage, de logistique, des pôles de recherche et d'innovation, des pôles de services. Ce projet se situe dans une zone rurale où existe tout un écosystème entre de nombreux marais notamment classé *Natura 2000* et dont les eaux de ruissellement se déversent dans l'Erdre. De plus, ce projet impacte directement le dernier chemin pédestre menant à l'Erdre. Fin novembre 2019, plus de 300 personnes ont randonné sur le site de *la Jacopière* pour dénoncer le projet.



♦ Contact : asso.jacopiere@gmail.com

Des avancées dans la lutte contre le glyphosate

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a refusé début décembre 2019 la demande de renouvellement de mise sur le marché de 36 pesticides contenant du glyphosate. L'argument principal est l'application du principe de précaution : l'agence a estimé que l'insuffisance et l'absence de données scientifiques sur ces produits ne permettaient pas d'écarter tout risque génotoxique. Cette décision a été saluée par le directeur de l'ONG *Génération Futures*, François Veillerette. Cependant, plus d'une trentaine de pesticides sont encore en vente sur le marché français, le combat n'est pas terminé.



Climat

L'épineuse reconversion du transport maritime

Quelques navires marchands ont commencé à utiliser du gaz naturel liquéfié (GNL) plutôt que du fuel. Cela permet de diminuer d'environ 20 % les émissions de gaz à effet de serre. Les navires qui sont adaptés au GNL coûtent 20 % plus cher à l'achat, mais ensuite, l'opération est bénéficiaire. Fin 2019, seuls 283 navires fonctionnaient au GNL... sur une flotte de plus de 60 000. Le remplacement sera très lent car un navire est prévu pour fonctionner pendant plusieurs dizaines d'années.

Cette évolution est une amélioration. Toutefois, elle est insuffisante vis-à-vis des demandes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. D'autres pistes sont développées sur quelques navires. Il existe des bateaux hybrides avec des moteurs électriques. Il se développe aussi des bateaux avec des voiles gérées automatiquement par ordinateur. Les quelques navires déjà équipés consomment en moyenne 20 % de fuel en moins.

Si pour les petits navires (ferry), il est envisageable de passer à l'électricité ou à l'hydrogène, cette évolution semble plus problématique pour les énormes porte-conteneurs. Comme pour les avions, nous n'en sommes pour le moment qu'au stade de la recherche. C'est la question de la diminution des transports qui doit être posée en priorité.

» Allemagne

Blocage d'une centrale à charbon

Le 2 février 2020, environ 150 activistes de *Ende Gelände* et de *DeCOALonize Europe* ont occupé et bloqué pendant 9 heures la centrale à charbon de Datteln 4, près de Dortmund, jusqu'à leur expulsion par la police. Cette action a lieu dans le contexte où une loi sur le charbon, votée début 2020, repousse jusqu'à 2038 la sortie effective de cette énergie fossile extrêmement dangereuse pour le climat. La centrale de Datteln 4, mise en route en 2020, est censée se substituer à d'anciennes centrales plus polluantes. Mais "face à la crise climatique, nous ne pouvons pas tolérer la mise en service d'une nouvelle centrale à charbon", affirment les activistes. Rappelons qu'en Allemagne, même si la production d'énergies fossiles (et nucléaires) est en baisse au profit des renouvelables et des économies d'énergie, la part du charbon dans le mix électrique était encore de 37 % en 2017.



Énergies

La maîtrise de l'énergie ou le chaos !

L'Agence internationale de l'énergie, dans un rapport publié le 21 octobre 2019, prévoit une envolée des investissements dans l'énergie solaire d'ici 2025. Les prix devraient encore baisser de 15 à 25 %, rendant le solaire moins cher que toutes les énergies fossiles. Elle prévoit que 60 % des investissements se feront dans ce secteur et que la puissance installée augmentera de 50 % en 5 ans (500 % en Chine, 400 % en Inde !). Elle estime que cette chute des prix s'accompagnera d'un développement rapide de petites installations chez les particuliers (toits solaires) et pas seulement par des parcs industriels. L'éolien devrait également se développer, mais à un rythme moindre. Les renouvelables passeraient de 2 501 GW en 2018 à 3 721 GW en 2024.

Malgré cela, les émissions de gaz à effet de serre en provenance du secteur de l'électricité ne devraient pas diminuer car cette augmentation rapide des renouvelables ne permet pas de couvrir l'augmentation de la consommation mondiale. De nouvelles centrales au charbon sont toujours en

construction, en particulier en Inde, en Chine et en Afrique. En 2025, les renouvelables devraient assurer 30 % de la production électrique, le charbon encore 35 %.

Seule l'Europe, qui externalise en grande partie sa production industrielle dans d'autres pays, a pour le moment stabilisé sa consommation d'électricité et peut fermer des centrales nucléaires et des centrales thermiques. Mais dans le reste du monde, le compte n'y est pas et les prévisions en ce qui concerne le climat sont très pessimistes.



La santé bénéficiera du passage aux renouvelables

Le Postdam Institute for Climate Impact Research, PIK, de Postdam (Allemagne) a fait une simulation de ce qui se passerait en termes de pollution de l'air selon trois scénarios de développement des énergies renouvelables à l'horizon 2050. Dans leurs conclusions publiées fin novembre 2019, le développement du solaire et de l'éolien pour atteindre 80 % de la production électrique permettrait de diminuer de manière très importante l'actuelle pollution de l'air.

Si on continue comme aujourd'hui, la pollution de l'air pourrait tuer 6 millions de personnes par an dans le monde en 2050 (contre 4,2 millions aujourd'hui). Après passage aux renouvelables, ce nombre pourrait descendre en-dessous du million.

L'étude montre que le résultat le plus positif est obtenu avec l'éolien et le solaire, mais pas avec le recours à la biomasse (chauffage au bois notamment). Cette dernière, malgré des améliorations dans la combustion, reste une source importante de gaz polluant.



Nucléaire

Pollution de la Loire Fukushima



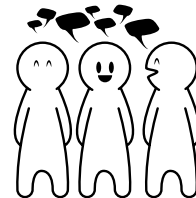
Depuis 2017, un réseau de prélèvements (formés à un protocole agréé par l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) surveillent la pollution radioactive dans la Loire et la Vienne autour de 5 centrales. Le 21 janvier 2019, un prélèvement a été réalisé à Saumur, en Maine-et-Loire. La concentration de tritium mesurée était alors anormalement élevée (310 Becquerels par litre, le seuil alerte étant de 100 Bq/l). L'IRSN en a été informé, et a cependant écarté la possibilité d'un rejet accidentel au-delà des limites autorisées. Le collectif Loire Vienne zéro nucléaire et le réseau Sortir du Nucléaire ont finalement décidé de porter plainte contre EDF et contre X le 18 février 2020, "pour pollution des eaux, risques causés à autrui et infraction à la réglementation des installations nucléaires de base".

♦ **Le Pape demande l'abandon du nucléaire.** En visite au Japon, le 25 novembre 2019, le Pape François a rappelé que l'accident de Fukushima avait provoqué le déplacement de 470 000 personnes dont officiellement 3 700 n'ont pas supporté leur déplacement et en sont mortes. Il a fait part de sa "préoccupation concernant la persistance de l'utilisation de l'énergie nucléaire" et a rappelé qu'il demandait "la fermeture des centrales nucléaires". "Notre époque est tentée de faire du progrès technologique la mesure du progrès humain [...] Il est important, en des moments comme celui-ci, de marquer une pause et de réfléchir sur qui nous sommes et, peut-être de manière plus critique, sur qui nous voulons être". Bizarrement, cette prise de position n'a pas été beaucoup médiatisée en France.

♦ **Décontamination des sols.** Selon le gouvernement japonais, la décontamination des sols autour de la centrale accidentée a coûté, pour des travaux de mars 2011 à fin 2018, la somme de 24 milliards d'euros. Ceci ne couvre toutefois que l'arrachement des sols sur 25 % de la surface, aucune méthode n'ayant été trouvée pour nettoyer les forêts qui couvrent 75 % de la zone. La décontamination en dehors des forêts n'est pas totale non plus : le gouvernement indique qu'en moyenne, cela a permis de diviser par 5 la contamination en césium (demi-vie de 30 ans). Environ 20 millions de m³ ont été mis en sacs et devront être surveillés pendant au moins trois siècles. Il n'y a toujours aucun lieu de stockage définitif : les sacs restent entassés un peu partout dans la région. Un programme de cinq ans a été lancé en 2019 avec le soutien du CEA et du CNRS (merci la France pro-nucléaire) pour étudier la migration de la radioactivité présente dans les forêts vers les zones dites décontaminées et les risques que l'on prend à vouloir recultiver en zone décontaminée.

♦ **Le nucléaire reste au ralenti.** Fin 2019, sur 54 réacteurs en fonctionnement au moment de l'accident de Fukushima en 2011, 9 ont redémarré, 6 font actuellement l'objet de procédures pour pouvoir être remis en marche, 24 sont définitivement abandonnés et 15 n'ont plus les autorisations administratives de fonctionnement, mais les compagnies électriques n'ont pas annoncé leur abandon définitif. Le nucléaire assure 7 % de l'électricité, les renouvelables 9 %, le reste provient de l'hydraulique (9 %), du pétrole (8 %), du charbon (30 %) et du gaz (37 %). Le Japon annonce officiellement une baisse de ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % d'ici 2030, d'abord par la baisse de la consommation énergétique (objectif de -30 %), puis par le recours aux renouvelables (20 % en 2030) et, de manière un peu utopique au nucléaire (20 % en 2030).





Société

» Indre-et-Loire

Non aux écrans publicitaires à Tours



Le vendredi 17 janvier 2020, *Résistance à l'agression publicitaire*, *Paysages de France*, *Aquavit*, ainsi que *Sites et monuments* ont mené une action commune anti-pub à Tours. La métropole travaille sur son *Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)*, dans lequel est notamment prévue l'installation d'écrans numériques publicitaires dans l'espace public.. Les militant-es ont occupé la place centrale de Tours. Ils et elles ont recouvert un panneau avec une affiche sur laquelle on pouvait lire : "Pour ou contre la pub numérique ?". Les passant-es ont été invité-es à coller dessus un post-it rouge pour "non", et "vert" pour oui. Résultat : 88 % de "non". Les associations ont lancé une pétition pour inviter les élu-es à repenser leur projet.

♦ Plus d'informations : <https://petition.antipub.org>

Les mesures anti gaspi avancent !

Le 13 décembre 2019, l'assemblée a voté l'interdiction de la destruction des invendus non-alimentaires, une des mesures phares de la loi anti-gaspillage du gouvernement. À partir de 2022, les industriels devront donc donner ou recycler les produits non-écoulés (vêtements, cosmétiques, appareils électroménagers...). Le don sera obligatoire pour les produits de première nécessité, comme les protections hygiéniques. C'est une bonne avancée dans la lutte contre le gaspillage, à condition que les grandes entreprises, comme *Amazon*, n'aient pas la tentation d'aller détruire leurs invendus à l'étranger.

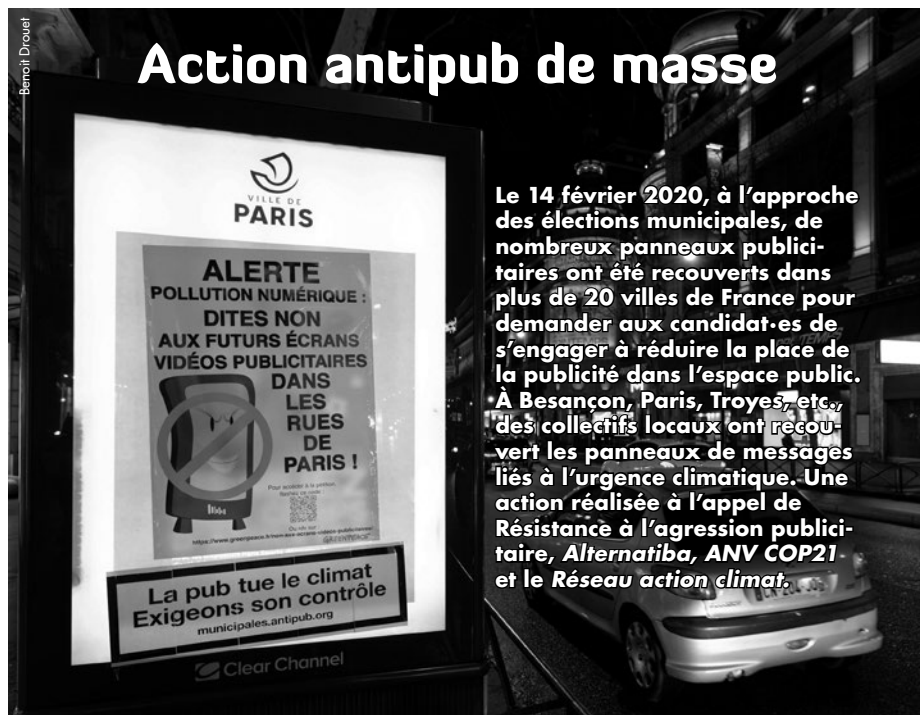
Une longue grève pour *Ibis Batignolles*

Une vingtaine d'agents d'entretien de l'hôtel *Ibis Batignolles* (majoritairement des femmes) sont en grève depuis le 17 juillet 2019. Ils et elles dénoncent leurs conditions de travail précaire : heures supplémentaires non rémunérées, cadence imposée infernale, repas non indemnisés... Les travailleu-ses, employé-es par un sous-traitant, STN, souhaitent pouvoir bénéficier des mêmes conditions que les salarié-es du groupe *Accor* (auquel appartient *Ibis*).



5G : la Suisse s'interroge

Début février 2020, la Confédération suisse a décidé de repousser la mise en place intégrale de la 5G sur son territoire. Cela fait notamment suite à la forte mobilisation citoyenne contre ce dispositif. Au-delà des questions de protection des données, le gouvernement souhaite attendre d'en savoir plus sur les effets sanitaires et environnementaux que peut avoir la 5G avant de reprendre son installation.



Le 14 février 2020, à l'approche des élections municipales, de nombreux panneaux publicitaires ont été recouverts dans plus de 20 villes de France pour demander aux candidat-es de s'engager à réduire la place de la publicité dans l'espace public. À Besançon, Paris, Troyes, etc., des collectifs locaux ont recouvert les panneaux de messages liés à l'urgence climatique. Une action réalisée à l'appel de *Résistance à l'agression publicitaire*, *Alternatiba*, *ANV COP21* et le *Réseau action climat*.

Une procédure judiciaire collective contre *Amazon*

En mars 2019, l'association *I-Boycott* a lancé une campagne de boycott du géant *Amazon*, pour dénoncer son évasion fiscale massive. Entre 2006 et 2014, l'entreprise n'a payé qu'un quart des impôts qu'elle aurait dû verser dans l'Union Européenne. Plus de 6500 personnes s'étaient ralliées à la campagne. En décembre 2019, l'association est passée à l'étape supérieure,

lançant une procédure judiciaire collective contre les méthodes d'optimisation fiscale d'*Amazon*, via la plateforme *V pour Verdict*. *I-Boycott* devait obtenir 300 signatures en un mois pour valider l'action – plus de 1900 personnes ont rejoint la procédure en 15 jours.

♦ Contact : contact@i-boycott.org

Au Brésil, des femmes au secours de la savane

Au Cerrado, immense savane et réserve de biodiversité au cœur du Brésil, la déforestation est moins médiatisée qu'en Amazonie. Elle y est pourtant plus rapide, et représente une menace pour des centaines de communautés autochtones et rurales, dont des milliers de familles vivant traditionnellement de la cueillette des noix de babassu.



Maria Odina, membre du MIQCB, cueillant des noix de babassu.

Les fruits précieux de la "mère palmier"

Le babassu est un palmier typique du Brésil. Ses noix, qui sont comestibles et permettent de produire de l'huile, du savon ou encore de la farine, ont permis aux communautés vivant dans le

Cerrado de subvenir à leurs besoins pendant de nombreuses années.

Elles sont traditionnellement récoltées par des femmes, les "quebradeiras", qui ont noué au fil du temps un rapport très particulier avec cet arbre.

Raimunda Nonata Nunes Rodrigues, cueilleuse dans l'État du Tocantins, en témoigne : *"Nous les appelons 'mères palmiers'. Regardez cette noix. Vous voyez comment elle ressemble à un sein ? Le palmier est comme une femme. Comme nous, elle est d'abord un enfant, puis elle grandit et commence à porter des noix après l'âge de 15 ans. Regardez les grappes de noix : elles me font penser au ventre d'une femme enceinte car il faut 9 mois aux noix pour arriver à maturité. À l'âge de 60 ans, la mère palmier arrête de donner des noix et nous la laissons vieillir en paix. Nous prenons toujours soin de ne pas prendre toutes les noix. Nous en laissons pour d'autres femmes et nous en laissons par terre pour permettre à de jeunes palmiers de pousser."*

Un combat pour la savane, et pour l'autonomie des femmes

Depuis les années 80, de plus en plus de grands propriétaires clôturent la

savane et la détruisent pour la culture de soja exporté en Europe, et l'élevage de bovins.

Les cueilleuses de noix de babassu ont ressenti la nécessité de s'unir pour tenter de sauver des arbres de plus en plus difficiles d'accès. C'est ainsi qu'est né, en 1991, le *Mouvement inter-étatique des cueilleuses de noix de babassu (MIQCB)* qui représente aujourd'hui plus de 300 000 femmes.

Ce Mouvement ne se contente pas d'aider ses membres à commercialiser les précieuses noix ou leur farine, ni même de plaider pour un libre accès aux palmiers. Il se conçoit aussi comme un mouvement pour la reconnaissance des cueilleuses de noix de babassu et de leur rôle de "gardiennes de la savane".

Depuis un an, elles le clament haut et fort dans leur Manifeste : *"Notre histoire (...) a été construite par les mains calleuses de femmes fortes. (...) Nous avons conquis la visibilité et la possibilité d'offrir de meilleures conditions de vie à nos familles — et avec cela, nous avons conquis la dignité. (...) Nous n'existons pas sans les forêts de babassu, sans notre Mère Palmier. Et si nous ne résistons pas, les forêts aussi cesseront d'exister."*

Une chronique d'ActionAid France, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, www.actionaid.fr.

act:onaid
pour des peuples solidaires

» Burkina Faso

Territoire test à OGM

Des moustiques génétiquement modifiés ont été lâchés le 1^{er} juillet 2019 dans le village de Bana au Burkina Faso par l'ONG *Target Malaria*. Le but ? Éradiquer la propagation du paludisme, qui a tué 27 000 personnes en 2017 dans le pays. La maladie est transmise par le moustique femelle. L'idée est donc d'introduire une population de moustiques mâles contenant un gène spécifique qui induirait une descendance mâle à chaque reproduction, ou une stérilité. Le problème ? Pour étudier le moustique en amont, 6 400 moustiques stériles (contenant un gène de fluorescence) ont été lâchés pour être ensuite capturés et étudiés. Ces captures ont été réalisées par des jeunes du village qui se sont par là même fait piquer. L'*African Centre for Biodiversity*, qui lutte contre l'introduction d'OGM en Afrique et pour la souveraineté semencière des paysannes, a publié un rapport critiquant le projet de *Target Malaria*. Il est en effet impossible de prévoir le devenir des moustiques mutants, et les lâchers ont été réalisés sans consultation publique. Si le projet

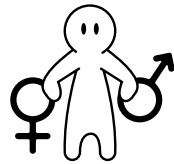


fonctionne, d'autres moustiques viendront coloniser la région, et le travail sera à recommencer... Plutôt que de tomber dans une spirale inquiétante, le collectif citoyen pour l'Agro-écologie propose une alternative : la tisane d'Artemisia, une plante aux vertus anti-paludéenne. (Source : *Billets d'Afrique*, n° 292, décembre 2019)

» Israël-Palestine

Entreprises impliquées dans l'occupation coloniale

L'ONU a publié, le 12 février 2020, une première liste de 112 entreprises impliquées dans la colonisation israélienne, considérée comme illégale par le droit international. Parmi celles-ci : *Airbnb*, *Motorola Solutions*, *Trip Advisor*, *Booking* et une très grande majorité d'entreprises et de banques israéliennes. Mais les critères restrictifs retenus par ce classement ne permettent pas d'inclure de nombreuses autres firmes qui sont également impliquées dans ces territoires occupés.



L'auto-gynécologie, une réappropriation féministe de son corps

Suite à la chasse aux sorcières en Europe au 17^e siècle et à l'avènement d'une médecine élitiste, blanche et masculine, les femmes, et plus généralement les personnes possédant un utérus, ont été dépossédées de la connaissance de leur corps. Celle-ci se transmettait oralement de génération en génération et leur permettait de maîtriser leur fécondité – par le biais de la contraception naturelle et de l'avortement – et de soigner divers problèmes gynécologiques, à l'aide de plantes et macérats.

Malgré la volonté d'éradiquer ces pratiques, elles n'ont pas disparu. En 1970, un collectif de femmes vivant à Boston a diffusé une brochure intitulée *Our bodies, Ourselves*. "Il s'agit alors de s'approprier leur corps pour mieux le connaître, dans toutes les étapes de la vie, de ne plus abandonner cette connaissance au seul monde médical", commente le collectif français créé récemment afin d'éditer une version actualisée du texte. Le format de la brochure permet une édition à moindres frais et une diffusion de grande ampleur, accessible à toutes et tous. Sur le même modèle, d'autres fanzines circulent et se retrouvent sur les tables de nombreux événements militants, tel que celui intitulé "S'armer jusqu'aux lèvres", qui propose des "outils d'auto-défense gynécologique à l'usage de toutes les femmes et à toute personne qui a un vagin et qui a besoin de s'adresser parfois à un(e) gynécologue".

En affirmant le pouvoir de chacun-e sur son propre corps, l'auto-gynécologie vise à lutter contre l'appropriation patriarcale et coloniale des corps non catégorisés comme "masculins", qui passe par les stérilisations forcées de femmes non blanches, les mutilations génitales des personnes intersexes, les violences sexuelles, la stigmatisation du corps des femmes et minorités de genre.

Se réapproprier son corps

En juin 2016, j'ai moi-même participé à plusieurs ateliers d'auto-gynécologie dans la région toulousaine, ouverts à toute personne ayant un vagin, et animés par une personne exerçant la profession de sage-femme. Un long temps a été consacré



à la (re)découverte de l'emplacement des organes génitaux et à l'anatomie du clitoris, à l'aide de reconstitutions plastiques grandeur nature. Puis, à l'aide d'un miroir, d'une lampe de poche et d'un spéculum réutilisable que nous avons pu ensuite ramener chez nous, chacune, dissimulée par un tissu pour plus d'intimité, a exploré sa vulve, son vagin, jusqu'à apercevoir, pour certaines, le col de l'utérus. Très vite, les rideaux sont tombés, et plusieurs ont voulu partager ce qu'elles voyaient, invitant les autres à regarder dans leur miroir.

Cette réappropriation de son corps permet de renverser le double stigmate attribué par la construction patriarcale de la société à la "nature" et aux personnes assignées femmes : celui par qui la nature, féminisée, et les femmes, identifiées à la nature, sont ensemble rejetées et opposées à la sphère masculine de la culture. L'auto-gynécologie s'inscrit ainsi dans une lutte à la fois écologique et féministe, en renouant les personnes se définissant comme femmes à leur corps, qui n'est plus rejeté mais revendiqué comme vivant. Dès lors, il importe, à l'instar du monde naturel, d'en prendre soin.

► Quelques références pour aller plus loin :

- Federici Silvia, *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Paris, éd. Entremonde, 2014
- Ehrenreich Barbara et English Deirdre, *Sorcières, sages-femmes et infirmières : une histoire des femmes et de la médecine*, Paris, éd. Cambourakis, 2016
- Nissim Rina, *Une sorcière des temps modernes, Le self-help et le mouvement femmes et santé*, éd. Mamamélis, 2014
- Le documentaire de Pauline Pénichout, *Mat et les gravitantes*, à propos d'une expérience collective d'auto-gynécologie, éd. La Féminis, 2019
- Le podcast "Self help et gynéco autonome" par Superlatives delices, 2018 à propos des ateliers d'auto-gynécologie toulousains
- Le collectif espagnol d'altergynécologie Gynépunk : <https://gynepunk.tumblr.com/>
- Le documentaire de Léa-Nunzia Corrieras, *Tout va très bien*, 2020 (en cours de montage) à propos de la réappropriation de son corps par le soin et l'accouchement

Chaque mois, retrouvez dans cette chronique un lieu habité dans un esprit féministe.

» Bosnie

De la confiture pour un nouveau départ

À Ustikolina, dans la région de Gorazde qui a été le terrain de lourds conflits dans les années 1990, de nombreux villages ont été rasés et beaucoup de personnes, notamment musulmanes, se sont exilées. Aujourd'hui, accompagnées par le mouvement *Slow Food*, ce sont d'anciennes réfugiées qui relancent le dynamisme économique de leur village en

développant une coopérative agroalimentaire. Leur spécialité ? Confitures ou eau de vie à base de prunes (požegača, une variété locale). Après avoir visité des coopératives agricoles en Italie dans les années 2000, Jasmina Šahović a proposé aux femmes d'Ustikolina de s'associer pour créer la coopérative *Émina*, qui transforme des prunes.

L'idée fait mouche, et aujourd'hui les produits de la coopérative sont appréciés dans toute la Bosnie. Une initiative – malheureusement rare – qui a permis au village de se reconstruire. (Source : *Reporterre*, Louis Seiller, 4 novembre 2019)



Évaluation des risques des pesticides et autres produits chimiques : une réforme urgente !

Notre système d'autorisation pour les produits chimiques exige que les fabricants prouvent que leurs produits ne présentent pas de risques inacceptables pour la santé humaine et l'environnement. Il incombe donc aux fabricants de commissionner des laboratoires certifiés pour réaliser les études toxicologiques nécessaires à la procédure d'approbation. Comme garantie contre la manipulation et la falsification de ces études, les autorités réglementaires du monde entier s'appuient sur la norme "Good Laboratory Practice" (GLP), en français "Bonne pratique de laboratoire" (BPL). Cette norme prévoit des exigences strictes en matière de documentation et des contrôles internes et externes. Cela est-il suffisant ? Pas sûr car un rapport (1) publié par plusieurs ONG révèle un scandale de fraude impliquant un laboratoire allemand sous contrat certifié selon les BPL. Il montre que des études sur les BPL y ont été manipulées et falsifiées depuis 2005 !

Des études sur le glyphosate falsifiées

En octobre 2019, le magazine d'investigation allemand *ARD FAKT* avait déjà proféré de graves allégations de fraude contre le laboratoire allemand *LPT Hambourg*, qui réalise des études réglementaires pour de l'industrie pharmaceutique et chimique. Les recherches récentes des ONG montrent maintenant que LPT a également produit des études pour le dossier d'approbation du glyphosate en Europe en décembre 2017: une étude sur sept de ce dossier provenait de LPT !

Ces résultats sont doublement préoccupants :

- D'une part, ils posent la question de la fiabilité des évaluations des risques pour les pesticides et autres produits chimiques basés sur des études de LPT.

- Plus inquiétant encore ils montrent que les laboratoires BPL sont apparemment en mesure de falsifier des études sur des années et des décennies sans être remarqués par les autorités de contrôle !

La classification européenne du glyphosate comme "non cancérigène" et "non génotoxique" est basée, entre autres, sur la pleine confiance des autorités européennes dans le système de BPL. En Europe les études BPL du processus d'évaluation ont en effet été automatiquement classés comme fiables. D'un autre côté les nombreuses études non conformes aux BPL mais publiées dans des revues scientifiques, rapportaient pour la plupart des preuves d'un effet génotoxique et d'un risque accru de cancer lymphatique chez les utilisateurs de glyphosate, mais ont été tout aussi automatiquement disqualifiés par les autorités comme "peu fiables" !

Ce scandale de LPT révèle l'échec d'un système qui place la réalisation d'études réglementaires entre les mains de l'industrie. En même temps, il confirme l'urgence d'une réforme fondamentale de ce système d'évaluation des risques des produits chimiques, comme le demande la coalition européenne "Citizens for Science in Pesticide Regulation" (Les citoyen·nes pour la science dans le processus de réglementation des pesticides) en octobre 2018 (2).

(1) *Dangerous confidence in Good Laboratory Practice*. CEO / Global 2000 / PAN Germany. Rapport disponible en anglais sur : <https://www.global2000.at>

(2) <https://citizens4pesticidereform.eu>

Vers la fin de l'E171 ?

Bonne nouvelle pour notre alimentation : l'additif E171 (dioxyde de titane), est interdit dans les denrées alimentaires depuis le 1^{er} janvier 2020. Ce dernier était notamment utilisé pour ses propriétés colorantes. Selon l'Agence Nationale de la Sécurité Alimentaire (ANSES), les incertitudes quant aux risques engendrés par la consommation d'E171 étaient trop grandes pour continuer à l'autoriser.

Cependant, il est toujours contenu dans les dentifrices et les médicaments, ce qui est tout aussi dangereux : le processus d'ingestion est toujours présent. D'après un communiqué d'Agir pour l'Environnement, "la Commission européenne voit d'un mauvais œil cette décision unilatérale de la France et pourrait tenter de l'entraver".



NOUVEAU FESTIVAL SAINT-JUNIEN 7-10 mai 2020

4 jours de réflexion, d'échanges, de coopération, d'hommages, de spectacles, de fête et d'imaginaire...

Face à la crise sociale et climatique et aux risques de conflits qui en découlent, il est urgent de parler de paix!

FILMS
SALON DE LA PAIX

Conférence de **Rony Brauman**
Ancien Président de MSF

THÉÂTRE
Mirad, un garçon de Bosnie

EXPO - La Bosnie 25 ans après
+ Les appelés et la Guerre d'Algérie

CONCERT en plein air
Duna Orkestar (fanfare)

Randonnée paysanne / Plat de résistance / Atelier d'écriture / Hommage au Général de Bollardière et aux esclaves révoltés / etc...

Contact: fouteznouslapaix@mailo.com



Paix et Non-violence

» CHRONIQUE

JAI JAGAT 2020

Véronique

Des membres de la marche mondiale pour la paix et la justice Jai Jagat, racontent le déroulement de la marche au quotidien. Partie en octobre 2019 d'Inde, elle arrivera à Genève en octobre 2020.

Semeu·ses de paix

Le 28 janvier 2020, après quatre mois de cheminement, la marche en Inde s'est posée à l'ashram de Gandhi, à Sevagram, dans l'état du Maharashtra. Symboliquement forte, cette ultime étape indienne nous rappelle combien sont essentielles les valeurs gandhiennes. "Sois le changement que tu veux voir dans le monde". Tout commence en chacun·e de nous, en conscience... et se complète par l'action non-violente. C'est de là que, pour quelques semaines, la route *Jai Jagat* s'est démultipliée. Pour des raisons politiques et d'organisation, il a été décidé de renoncer au passage de toutes les marcheuses par le Pakistan et l'Iran.

Une marche multiple

Différentes équipes sont constituées. Dans trois États d'Inde d'abord, pour des rencontres, la diffusion de *Jai Jagat* et des recherches de fonds pour financer la marche. Ainsi au Rajasthan, contact est pris avec le *Peace Department* (Ministère de la Paix) récemment créé. L'équipe organise également une course à pied, en partenariat avec *Jaipur Foot*, événement sportif où les porteurs de prothèse sont invités à participer. "Respecter l'idéal d'ouverture, de coopération et d'inclusion" est une des valeurs fondamentales de *Jai Jagat*. Des visites dans les écoles sont l'occasion d'inviter les élèves à créer un *Peace Club*, lieu de rencontres et d'échanges,

dédié à la communication et à l'action non-violente.

Un détachement de six Népalais·es de l'association CSRC (*Community Self Reliance Centre*) se rend à Karachi, au Pakistan, pour promouvoir *Jai Jagat* auprès de politicien·nes, universitaires et responsables religieux. L'occasion d'essayer de comprendre quel chemin envisage le pays dans la construction de la paix face aux groupes extrémistes. Une petite délégation s'est rendue en Iran. De Shiraz à Tabriz, via Téhéran, l'accueil chaleureux des autorités, des organisations artisanales, des nomades ou des citoyen·nes témoigne de leur intérêt et de leur joie envers notre visite porteuse de paix. Aux Émirats-Arabs-Unis, deux personnes organisent une marche pour la paix à Dubai, en mobilisant la jeunesse locale. Pendant ce temps, dans les Balkans, une petite équipe prépare activement la venue de la marche au printemps. L'idée majeure étant de rencontrer les jeunes sur place : leur proposer une formation à l'action non-violente et la responsabilité de l'organisation du passage de la marche dans leur pays.

Une partie du groupe est déjà en Arménie en février 2020, où le Parlement a officiellement reconnu le mouvement *Jai Jagat*.



Véronique

Les marcheuses ont rejoint la frontière avec l'Iran et accomplissent une marche hivernale de trois semaines afin de rallier Yerevan, la capitale.

Ainsi, toutes les équipes essaient. Autant de graines de paix semées que de personnes rencontrées. *Jai Jagat* se construit. Patiemment, avec foi et ténacité. Le mouvement s'étend, dans la société civile comme dans la classe politique. La marche s'est donc morcelée... pour mieux se retrouver au complet le 5 mars en Arménie. Et, à nouveau, fouler les routes au quotidien. Chaque pas étant déjà un acte d'engagement pour la justice et la paix.

Silence est partenaire de Jai Jagat. Une marche partira de Delhi et d'autres villes de toute l'Europe, dont Lyon. Pour en savoir plus : <https://jaijagat2020.eu>, écrire à lyongeneve2020@nonviolence.fr ou prendre contact avec Silence.



Échange d'encart contre stand

Naturellement!
29^e FOIRE
eco-biologique

Association
ceder
organistrice

16 & 17 mai
2020
NYONS

www.ceder-provence.org

> 16 & 17 mai - Nyons
29^e FOIRE ÉCO-BIOLOGIQUE
Naturellement !

2 jours pour partager ateliers, animations, conférences, démonstrations techniques, concerts, expositions, stands, spectacles et bien d'autres surprises...

L'éthique de la foire vous invite à réfléchir sur notre responsabilité éco-citoyenne pour le respect et la préservation de la planète.



Contact 04 75 26 22 53 www.ceder-provence.org
naturellement@ceder-provence.org



Paix et Non-violence

» CHRONIQUE

DÉSARMONS !

Patrice Bouveret

Trop tard pour éviter l'apocalypse ?

Il reste 1 minute et 40 secondes avant que sonnent les 12 coups de minuit qui, pour les scientifiques du *Bulletin of the Atomic Scientists* de l'université de Chicago, symbolisent l'apocalypse. Cette horloge métaphorique a été mise en place en 1947 pour alerter l'opinion publique face au risque de la guerre nucléaire. Sa mise à jour est faite de manière collégiale et intègre les menaces écologiques et technologiques. La fin de la guerre froide et la signature d'un traité de réduction des armes nucléaires par les États-Unis et l'Union soviétique, l'avaient fait reculer jusqu'à 17 minutes avant minuit. Depuis elle n'a eu de cesse de se rapprocher de l'heure fatidique. En 2018 et 2019, l'aiguille avait été placée à 23h58.



Pourquoi la planète a-t-elle perdu 20 précieuses secondes ? "La communauté internationale n'a pas trouvé le moyen d'endiguer les menaces les plus pressantes de l'humanité : les armes nucléaires et le changement climatique", écrivent le groupe d'expert-es, dont 15 Prix Nobel. Les puissances nucléaires ont toutes engagées des programmes de modernisation de leur arsenal, et les quelques accords de contrôle sont remis en cause, comme celui avec l'Iran ou le traité FNI sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire... De même à propos du climat, les États sont en recul sur leurs engagements...

Une population peu concernée ?

De quoi être inquiet. Ce que souligne une enquête réalisée fin 2019 par le *Comité international de la Croix-Rouge (CICR)* auprès de plus de 16 000 personnes de la génération Y (entre 20 et 35 ans) dans 16 pays, dont la moitié sont en guerre, sur leur perception de celle-ci. En effet, l'étude souligne une anxiété importante au sujet des armes nucléaires puisque 54 % des sondé-es sont convaincu-es qu'une attaque nucléaire se produira au cours des dix prochaines années.

Cette enquête mondiale pointe une contradiction également bien présente dans les débats que l'on peut avoir en France : à savoir que si 84 % des sondé-es estiment que l'utilisation des armes nucléaires n'est en aucun cas acceptable et 80 % que leur existence constitue une menace pour l'humanité, ils et elles sont dans le même temps 49 % à penser que les armes nucléaires sont un outil de dissuasion efficace !

Seule petite lueur d'espoir, c'est que trois-quarts des sondé-es pensent que les guerres et conflits peuvent être évités. Là encore, une réponse qu'il faut nuancer dans la mesure où les armes nucléaires viennent en dernier point de leurs préoccupations. En premier figurent les questions économiques : la corruption, le chômage, l'augmentation de la pauvreté...

Or, pour éviter les guerres, il ne faut pas compter sur les dirigeants politiques, ni sur les militaires ou les industriels qui en vivent, mais bien justement sur la priorité mise sur cette question dans les différentes mobilisations...

Observatoire des armements, 198 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.obsarm.org



Annonces

» DESSINER

■ **Bretagne.** Recherche personne pour taper et illustrer bénévolement ou pour une petite rémunération des textes manuscrits en un livre "Vivre heureux ensemble et simplement". *Alexis Robert, La Guette n° 262, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.*

» FORMATION

■ **Gers.** Association *Vers l'Épi* : au cœur du Pays du Val d'Adour, Nadine et Antoine vous accueillent et vous font partager leurs valeurs, sur un site de 2 ha, école de vie conçu et guidé par la démarche permaculturelle. Planning de février à novembre, 8 stagiaires max. par session. Thèmes : initiation à la permaculture, habitat éco-tonome, conception et réalisation de son propre écosystème, ruches kenyanes, outils... Format : 2 jours, 1 semaine. *Contact, détails, renseignements, conditions, inscription : Association Vers l'Épi, Nadine et Antoine Fabre, A Davezac, chemin de crête, 32160 Tieste, Uragnoux, tél. : 06 71 19 88 05, contact@verslepi, www.verslepi.fr.*

» VIVRE ENSEMBLE

■ **France.** Recherche collectif non religieux dans région sauvage, parc naturel, esprit solidaire, créatif, où terre rime aussi avec espèces auxiliaires, louant logement pour 3 (école alternative proche ou IEF), un espace avec eau pour protéger des habitats à auxiliaires interagissant avec potagers-fruitiers, pose si nécessaire de nichoirs, hôtels à insectes ; mise en valeur biodiversité du bâti. Mon entreprise, *Jardins et Nature*, paysagisme bio pour indépendance. Ma femme : soins infirmiers naturels, accueil, aide assos. *Contact : ch.ecotone@orange.fr, tél : 03 29 50 69 60.*



Forum d'été du MAN

5 JOURS EN LORRAINE

Du 12 au 17 juillet 2020

Face à l'urgence climatique, agir pour la justice sociale !

DES FORMATIONS

Les mutations qui nous attendent

Action non-violente : pour reprendre le pouvoir

Zéro déchet pour alléger la planète

Migrations et hospitalité : regards croisés

Philosophie, économie et politique : comment se fabrique la transition ?

Le nucléaire, mal nécessaire ?

Animer les fresques du climat et de la biodiversité

La négociation : s'affronter sans violence

Pauvreté et dérèglement climatique

Les conditions de la mobilisation citoyenne

Jai Jagat, la victoire du monde

S'initier au théâtre forum

Conférence de Cécile Dufлот
Directrice générale d'OXFAM France

ET AUSSI

Des soirées festives, des ateliers coopératifs, des balades...



Pension complète adulte 250€

Forum enfants 150€

Forum ados 150€

Camping, petit budget, jeunes adultes, etc... :

Se renseigner au 07 69 34 85 86

ou man.nancy@nonviolence.fr

Pour s'inscrire : www.nonviolence.fr

Gratuités : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro de mai 2020, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 31 mars. Pour passer une annonce dans le numéro de juin 2020, au plus tard le mardi 28 avril, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

ALLIER : VERS UN PARC NATIONAL ZONE HUMIDE EN BOURBONNAIS

L'association *Parc national zones humides de l'Allier en Bourbonnais-Berry* a pour but d'informer le public sur le rôle des zones humides, de proposer des actions en vue d'améliorer l'eau potable et de soutenir la relance du projet de Parc national zone humide en Allier Bourbonnais-Berry. Elle organise un cycle de conférences données par des universitaires en master :

- La plante et l'eau, une association au service de tous, le 25 avril à 15h30, au Campanile de Bellerive-sur-Allier,
- Vers un parc national zone humide en Bourbonnais, le 30 mai à 15h30, au Campanile de Bellerive-sur-Allier,
- L'eau en quantité et les zones humides, le 27 juin à 15h30,
- Les haies et les zones humides, le 18 juillet à 15h30,
- Les services rendus par la nature : le cas des zones humides, le 25 juillet à 15h30,
- Les tourbières et les zones humides, le 12 septembre à 15h30,
- Les champignons et les zones humides, le 26 septembre à 15h30,
- La biodiversité et les zones humides. Grand cycle de l'eau, le 19 décembre à 15h30.

Pour les dates dont le lieu n'est pas spécifié, se renseigner auprès de lucette.terrenoire@gmail.com, tél. : 04 70 59 87 36.

ACCOUCHER AUTREMENT

Le film "Accoucher autrement" de Camille Teixeira présente le parcours de 3 couples ayant choisi l'accouchement en Maison de naissance, à domicile ou à la maternité, tentant d'échapper à la surmédicalisation. Il sera projeté :

- À Angers le 2 avril à 20h30 au cinéma *Les 400 coups*
- À Fontainebleau le 12 mai à 20h au cinéma *Ermitage*
- À Pontarlier le 11 mai à 20h30 au cinéma *Olympia*.

Informations : <https://accoucher-autrement.blogspot.com>

ISÈRE : COINS DE CHAMP

Le réseau *Astra (Agriculture sociale et thérapeutique en région Auvergne-Rhône-Alpes)* organise des *Coins de champ*, des moments de rencontres et d'échanges dans une ferme pratiquant l'agriculture thérapeutique ou sociale.

- Le 2 avril à 10h à Charnières à la *Ferme du Grand chemin*, qui accueille en maraîchage des jeunes de 18 à 24 ans ayant des handicaps intellectuels.
- Le 14 avril à 10h à Moirans aux nouveaux *Jardins de la solidarité*, chantier accueillant des primo-arrivants et autres personnes en parcours d'insertion professionnelle.

Inscriptions auprès d'*Astra*, à compléter sur www.reseau-astra.org et à envoyer avec le règlement à *France Roinat*, 209 chemin du Ruisseau, 38330 Saint-Ismier, contact@reseau-astra.org.

Contact : *Equipage Formation, Cordéac*, chemin du Serre de la Mule, 38710 Châtel-en-Trièves, tél. : 06 33 67 84 42, equipage.formation@gmail.com, www.equipage-formation-traction-animale.fr

CALVADOS : CONDUITE D'UN PREMIER RUCHER 27-28 avril

À Livarot. Cette formation proposée par *Maraîchage sol vivant* et *Ver de terre production* vise à présenter aux participants la création et la conduite d'un premier rucher. Animation : Joël Louet. Elle s'adresse en particulier aux agriculteurs, biologiques ou non, salariés ou exploitants agricoles, intéressés par le sol vivant.

Contact : *Pauline*, msv.normandie.idf@gmail.com, www.verdetereprod.fr

énergies

MEUSE : BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUCELLE NUCLÉAIRE

Les opposant·es à Cigéo, le projet de l'*Andra* de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la *Maison de la résistance* pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.bureburebure.info, sauvonslaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

MEUSE : SEMAINE ANTINUCLÉAIRE À BURE 20-26 avril

À la Maison de Résistance à Bure, une semaine sur l'histoire et les pratiques des luttes antinucléaires. 7 jours de discussions, d'ateliers, de conférences et d'échanges sur l'histoire de nos luttes et surtout l'histoire de nos pratiques de luttes. Quelles stratégies ont été pensées et mises en œuvre par le passé, quelles techniques d'actions ont existé, ont-elles été victorieuses ou non et dans quel contexte politique et répressif ?

Plus d'infos : *Maison de Résistance*, 2, rue de l'Eglise, 55290 Bure, tél. : 03 29 45 41 77, semaineantinuk@riseup.net, www.bureburebure.info

environnement

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un *Center Parks*. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

PICARDIE : FESTIVAL DE L'OISEAU ET DE LA NATURE

11-19 avril

À Abbeville. 30^e édition. 400 sorties guidées sur 10 jours, 50 expos photos et d'art, 32 films en compétition, 100 animations juniors.

Festival de l'oiseau et de la nature, 20 rue du Chevalier de la Barre, 80142 Abbeville Cedex, tél. : 03 22 24 02 02, www.festival-oiseau-nature.com

VAUCLUSE : PLANTES RARES ET JARDIN NATUREL

18-19 avril

À Sérignan-du-Comtat. 22^e édition. Une fête familiale pour apprendre et partager autour de la nature. Ateliers scientifiques pour enfants : fabrication de nichoirs à oiseaux, petits pots de cactus minéraux, œuvres en branchages, etc. Ferme pédagogique, conférences. Pour les adultes : cours de jardinage, sorties nature à thème, plus de 80 pépiniéristes, etc.

Association plantes rares et jardin naturel, 190 cours Joël Estève, 84830 Sérignan-du-Comtat, tél. : 06 30 24 45 31, info@plantes-rares.com, https://www.plantes-rares.com

AUDE : STAGES DE DÉCOUVERTE DES PLANTES COMESTIBLES ET MÉDICINALES

- 4-5 avril : stage pour débutant·es
- 10-12 avril : stage de perfectionnement
- 30 avril-3 mai : stage de perfectionnement

Pour plus de renseignements et s'inscrire : *L'Ortie*, association d'éducation à l'environnement, Lasserre-du-moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, ortie@wanadoo.fr, <http://ortie.asso.fr>

SUISSE : THE GREEN WAVE

25-26 avril

À Fribourg. "La vague verte" en français, est un festival pour un avenir soutenable, multigénérationnel mais destiné plus particulièrement aux jeunes. Stands d'initiatives locales, conférences, ateliers, activités familiales, projections, scène musicale et artistique. À la Blue Factory, Passage du Cardinal 1, 1700 Fribourg.

Organisé par l'*association The Green drop*. Informations et contact : <https://the-green-drop.ch>, info@the-green-drop.ch, tél. : +41 79 602 70 80.

paix

LYON : LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL 6 avril

Débat organisé par le *Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)* à la Maison des solidarités, 215 rue Vendôme, 69003 Lyon. À 20h.

MAN-Lyon, man.lyon@nonviolence.fr, www.nonviolence.fr

santé

FRANCE : NOUS VOULONS DES COQUELICOTS 3 avril

Depuis l'appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en octobre 2018, des rassemblements, toujours plus nombreux chaque mois, s'organisent les premiers vendredis de chaque mois devant les mairies, afin de se rencontrer et de s'organiser pour un monde sans pesticides. Il y a sûrement un rassemblement près de chez vous !

<https://nousvoulonsdescoquelicots.org>

silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE 16-17 avril

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

LYON CINÉ-CLUB

8 avril

Chaque mois, l'équipe lyonnaise du club de *Silence* propose un film et un débat en lien avec le dossier de la revue.

À 20h45 à l'*Aquarium café*, 10 rue Dumont, Lyon 4^e. Réservation conseillée : aquarium.association@gmail.com

vélo

PARIS : VÉLORUTION

4 avril

Départ place de la Bastille à 14h www.velorution.org/paris

agri-bio

PYRÉNÉES-ORIENTALES : FOIRE PLANTES ET NATURE

12 avril

À Prades. De 9 à 17 h. Pépiniéristes (rosiers, cactés, arbustes, vivaces, plants maraîchers, aromatiques, fruitiers...) et transformation de plantes (tisanes, hydrolats, baumes, macérats...), nombreux stands en agriculture biologique.

Conférences et ateliers, buvette et restauration bio toute la journée. Organisée par l'association *Herbes Folles*.

Informations : <https://sites.google.com/site/foireplantesnature>

AVEYRON : STAGE CUISINE SAUVAGE 25 avril

À Saint-Laurent-de-Lévézou. Apprendre à cuisiner les plantes et les fleurs comestibles pour apporter une note sauvage et savoureuse à votre alimentation. Vous partirez à la cueillette avec votre panier avant de participer à l'atelier cuisine.

Renseignements : *Naturellement simples*, Le Cayla, 12620 Saint-Laurent-de-Lévézou, tél. : 06 80 89 33 01, www.naturellementsimples.com

PUY-DE-DÔME : ÇA Pousse À GRANDRIF 26 avril

À Grandrif, en Auvergne, dans la vallée de la Dore. Les bénévoles de l'association *Vous êtes ici* vous invitent dans un cadre champêtre. Vous pourrez au choix : échanger des graines, des plants, des plantes, vous procurer auprès des pépiniéristes présents des plants, des arbustes, des fleurs, participer aux diverses animations proposées sur les thèmes de la conduite d'un verger, d'un rucher, de l'initiation à la permaculture, etc. Durant la journée vous pourrez vous restaurer sur place. Des balades botaniques vous feront découvrir la flore locale. En fin d'après-midi, profitez d'une petite note festive avec une animation musicale.

Pour tout renseignement : *Sophie et Gildas Montcharmont*, tél. : 04 73 82 26 36.

ISÈRE : LES TRAVAUX AGRICOLES AVEC UN CHEVAL 26-28 avril

L'association *Equipage*, basée dans le Trièves, propose un stage de trois jours pour s'initier, se perfectionner et se familiariser avec les outils de traction animale (chevaux de traits) et leur utilisation dans le domaine agricole.

Échange d'encart contre stand

PLANTES RARES ET JARDIN NATUREL

www.plantes-rares.com

18-19 avril 2020

22^{ème} édition

10 cours de jardinage
30 balades guidées
10 conférences
Marché BIO
Décoration
Expositions
Associations
Artisanat d'art
6 jardins éphémères
80 pépiniéristes collectionneurs
50 Ateliers pratiques, scientifiques, artistiques et ludique pour tous ...

9h/18h 06 30 24 45 31

SÉRIGNAN-du-COMTAT

YoutTube f

Pays de Jean-Henri Fabre - Vaucluse
7€ / GRATUIT - 15 ans / info@plantes-rares.com

Si vous désirez diffuser S! lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)



▲ *Accompagner la construction et la découverte du monde des plus jeunes : pas si simple !*

La bienveillance éducative : une approche non-violente

La bienveillance éducative, voilà un terme de plus en plus utilisé : de nombreux articles, émissions et recherches y font référence, des pratiques pédagogiques s'en inspirent. Au-delà de ce phénomène de mode qui peut en agacer certain·es ou en réjouir d'autres, voyons les fondements de ce paradigme.

LA BIENVEILLANCE EST UNE ATTITUDE positive et attentionnée envers quelqu'un. Elle n'est pas compassion exagérée ni complaisance ni laxisme, car elle inclut l'exigence du respect des droits des autres et des contrats passés.

QU'EST CE QUE L'ÉDUCATION BIENVEILLANTE ?

Il s'agit d'une éducation fondée sur le respect de l'enfant et axée sur l'attitude empathique de l'éducatrice (parent ou autre). Les principes en sont simples : s'opposer à toute forme de violence, protéger l'intégrité de l'enfant, le considérer comme un être humain à part entière, avec des droits (et donc des devoirs envers les autres humains) et, enfin, distinguer l'enfant de ses actes : l'enfant n'est jamais mauvais, mais parfois l'acte qu'il a commis est dommageable, voire destructeur. Pour viser une évolution positive durable, les parents sont invités à se poser les questions suivantes : quel message se cache derrière ce comportement regrettable ? Qu'est-ce que l'enfant essaie de dire ? De quoi a-t-il besoin ?

Ce type d'éducation nécessite souvent des efforts et une prise de distance émotionnelle de la part des éducatrices, s'ils ou elles souhaitent éviter de

Attention au poids des mots

Attention toutefois à ne pas confondre posture et structure. La bienveillance des enseignant·es ne saurait être le remède aux problèmes structurels rencontrés par l'éducation nationale actuellement, n'en déplaise au ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, qui en a fait un fer de lance en 2017. Les directives ministérielles sont individualisantes et masquent le manque d'engagement, en terme de moyens, pour l'éducation et un tri entre les élèves qui continue de se faire. L'évaluation positive que doivent mettre en place les enseignant·es ne pallie pas les inégalités scolaires. De même, le terme de "bienveillance" est de plus en plus utilisé dans les grandes entreprises comme politique de management. Or, l'injonction à la bienveillance invisibilise plus qu'elle n'amointrit les violences structurelles liées à la précarisation du salariat, ou au poids de l'origine sociale dans l'apprentissage actuel.



reproduire les schémas qui les ont fait souffrir dans leur propre éducation. Attention toutefois à ne pas mettre trop de pression sur les parents ou sur les enseignantes qui risqueraient de se sentir coupables au premier dérapage, dans un moment de fatigue par exemple.

BIENVEILLANCE ÉDUCATIVE ET RÉUSSITE SCOLAIRE

Les capacités cognitives des élèves sont intimement liées aux émotions qu'ils et elles ressentent. Il est repéré aujourd'hui que l'autorégulation, l'attention, la motivation ou la créativité se développent plus facilement dans un climat joyeux, avec des activités dont on comprend l'intérêt et, encore mieux, si l'on éprouve un sentiment de fierté ; les élèves peuvent ainsi mettre en œuvre des stratégies adaptées aux tâches scolaires et donc mieux y réussir. *A contrario*, quand les élèves ressentent trop d'émotions négatives (peur, honte, etc.), leur énergie passe dans les efforts pour ne pas se laisser submerger par ces émotions très désagréables et leur apprentissage en pâtit. La bienveillance éducative est une dimension de l'agir professionnel des enseignant-es. Elle se traduit par exemple dans un geste d'évaluation dépourvu de toute humiliation : celui-ci doit être clair, informatif et encourageant. La méthode d'apprentissage expérimental avec une succession d'essais et d'erreurs permises, analysées et corrigées est efficace, qu'il s'agisse de mathématiques ou de comportement citoyen.

BIENVEILLANCE ÉDUCATIVE ET NON-VIOLENCE

Le MAN, *Mouvement pour une Alternative Non-violente*, engagé depuis de nombreuses années dans l'éducation à la non-violence et à la paix s'inscrit dans cette démarche de bienveillance éducative. Il organise des ateliers de formation

pour les parents, pour les enseignantes, pour les animatrices ainsi que pour les enfants et adolescent-es et, d'une manière générale, pour toute personne intéressée à développer des compétences dans ce domaine. Faire place aux droits de l'autre peut générer des frustrations ; apprendre à les dépasser sans recourir à la violence est un élément constitutif de la construction de la personnalité. Et d'une société apaisée.

Yvette Bailly - MAN Lyon ■

Les sources de la bienveillance éducative

- **La théorie de l'attachement** a été développée dans les années 60 par John Bowlby : dès sa toute petite enfance, le jeune humain construit des modèles d'attachement en fonction de ses interactions avec les adultes qui l'entourent et répondent à ses besoins, ou pas. C'est à partir de ces premières expériences que l'enfant va construire sa base de sécurité, ce qui impactera son mode relationnel avec ses semblables.
- **La psychologie positive**, élaborée dans les années 1990 par Martin E.P. Seligman, met en exergue les facteurs qui aident les enfants à devenir confiants, responsables, fraternels et résilients : l'estime de soi, la confiance en soi, l'empathie, etc.
- **La Communication Non Violente (CNV)**, approche proposée par Marshall Rosenberg dans les années 70, vise la connexion empathique avec l'autre. La CNV invite chacun à se centrer sur ses propres besoins, à prendre la responsabilité de leur satisfaction, en demandant ou non une aide explicite à d'autres. Cela nécessite de prendre conscience de ses émotions, de savoir les nommer et exprimer les besoins sous-jacents ainsi que d'être à l'écoute des émotions et des besoins de l'autre.
- **Les neurosciences**, depuis une quinzaine d'années, expliquent le fonctionnement du cerveau et, en particulier, analysent les effets des différentes méthodes éducatives sur les capacités intellectuelles, cognitives et émotionnelles de l'enfant. Certaines capacités sont présentes dès la naissance (comme l'empathie) ; elles se développent de façon plus ou moins harmonieuse en fonction des interactions du bébé avec son environnement. On a repéré les effets du stress sur le cerveau : problèmes d'apprentissage et de mémorisation, déficit d'attention et altération de la confiance en soi.

▲ *La bienveillance éducative est mise en application dans de nombreuses écoles alternatives, comme ici dans l'École des couleurs à Brangues (Isère).*



Quand les petits pas ne suffisent pas

Des pancartes ont fleuri dans les marches pour le climat : "Les petits pas ne suffisent pas". Si nous avons tou·tes conscience qu'il faut des mesures collectives, une équipe de chercheu·ses a essayé de chiffrer ce que peuvent faire "les petits pas" et les politiques publiques.

LE GROUPE DE RECHERCHE *CARBONE 4 A* publié en juin 2019 un rapport intitulé *Faire sa part?* qui a tenté de chiffrer l'effet, en terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des mesures que l'on peut prendre au niveau individuel. On croise régulièrement des classements de ce type, avec des recommandations variables, qui priorisent les comportements "durables". Méfions-nous de ces listes qui semblent minimiser l'impact écologique de certaines pratiques en insistant sur l'effet néfaste d'autres.

LES PETITS GESTES SONT UNE PARTIE DE LA SOLUTION

Si l'on répartit l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre entre chaque personne, en France, cela fait environ 11 tonnes d'équivalent CO₂ par an. L'Accord de Paris de 2015 s'est fixé comme but de descendre en-dessous de 2 tonnes par personne.

L'étude a chiffré ce que peut permettre d'économiser une douzaine de gestes individuels. De loin, c'est le passage au régime végétarien qui est le plus efficace (en tonne d'équivalent CO₂ par an) :

➤ régime végétarien.....	1,12
➤ recours au vélo pour les petits trajets.....	0,32
➤ le covoiturage sur les longs trajets.....	0,27
➤ ne plus prendre l'avion.....	0,27
➤ peu renouveler ses vêtements.....	0,22
➤ manger local.....	0,17
➤ baisser la température de son appartement.....	0,16
➤ avoir des appareils achetés d'occasion.....	0,16
➤ démarche zéro déchet et gourde.....	0,09
➤ mettre des Leds pour s'éclairer.....	0,02

L'ensemble de ses mesures permet d'atteindre une économie de 2,8 tonnes soit environ 25 % de notre empreinte carbone. On pourrait en rajouter d'autres, mais globalement, comme personne n'arrive à atteindre toutes ces mesures, peu arriveront à dépasser ce total.

Les auteur·es estiment que 20 % de la population peut arriver à cette démarche "héroïque", que 60 % en fera seulement une partie et 20 % ne voudra rien changer.

L'étude conclut qu'au-delà de la démarche individuelle, il faut donc des actions collectives pour baisser encore de 75 % notre empreinte carbone actuelle.



▲ Emprunter les petites lignes ferroviaires plutôt que la voiture : oui, mais encore faut-il se mobiliser pour qu'elles perdurent !

CHANGER LE SYSTÈME

Si les comportements individuels ne permettent pas seuls d'atteindre l'objectif de réduction de notre empreinte carbone, c'est parce que nous sommes dans un environnement social et technique qui nous échappe en grande partie, système issu de politiques basées sur l'utilisation sans limite des énergies fossiles.

Pour donner un exemple, si nous pouvons remplacer notre voiture par un vélo, nous continuerons néanmoins à rouler sur une route bitumée. Nous pouvons privilégier le train dans nos déplacements... si collectivement nous développons les chemins de fer. L'idéal étant de prendre son vélo pour les courts trajets, et de mettre son vélo dans le train pour les trajets plus longs. Avec des vélos à assistance électrique, nous pouvons envisager de faire jusqu'à 25 km par jour à vélo. Ce qui suppose que tout le monde est à moins d'une dizaine de kilomètres d'une gare (et que tout le monde puisse faire du vélo, ce qui est loin d'être le cas).

Des actions collectives au niveau local (isolation d'un immeuble, groupement d'achats...) peuvent encore faire progresser un peu le pourcentage de baisse contrôlable individuellement, mais nous resterons loin du compte. Ces actions collectives nécessitent le plus souvent des investissements que tou-ttes ne peuvent pas faire. Les auteur-es estiment qu'il n'est pas possible, pour les personnes les plus vertueuses d'économiser plus de 45 % en ajoutant gestes individuels et actions de groupes.

Pour aller plus loin, ce document met en avant la décarbonation dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, du fret de marchandises, des services publics et des réseaux d'énergie.

Le problème, c'est que le rapport s'arrête là... On ne saura rien de ce que l'on peut mettre derrière ces grands chapitres ! C'est réservé aux clients de *Carbone 4*...

DES INGÉNIEUR-ES PAS SI INGÉNIEU-SES

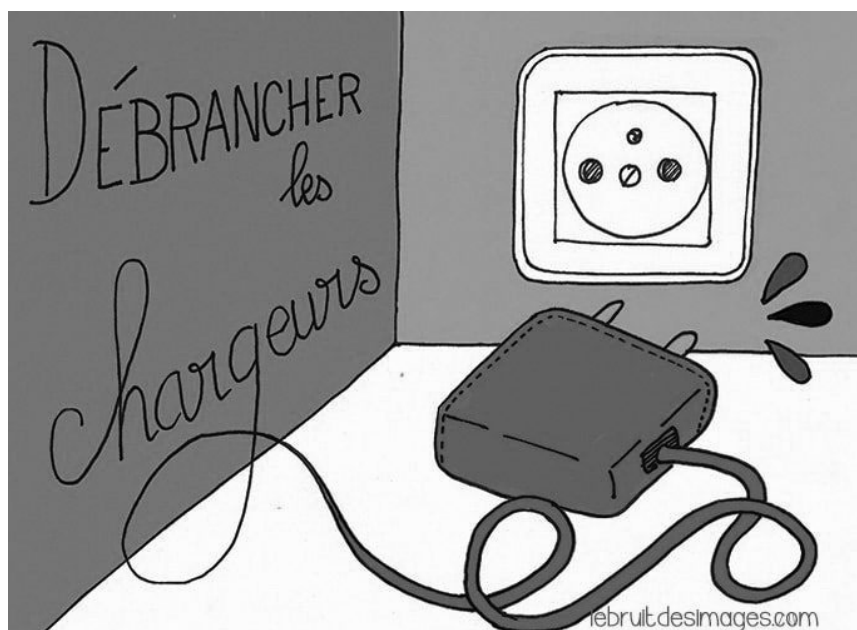
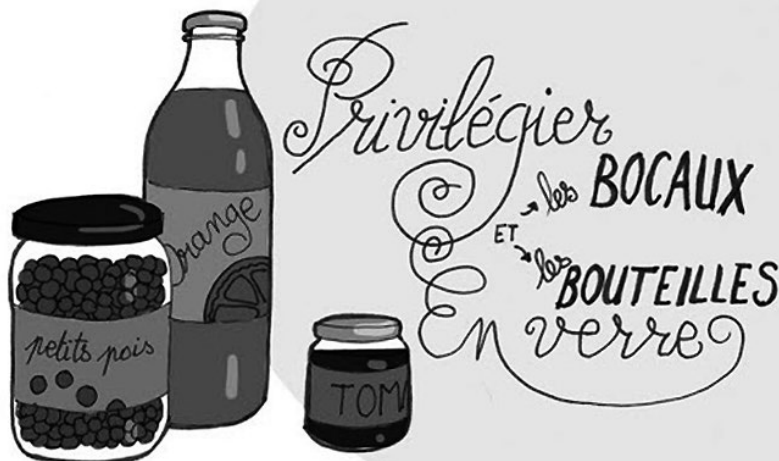
La première limite que l'on peut observer est que ce rapport s'appuie sur une démarche de croissance. Il n'est nul part envisagé que l'on puisse baisser notre consommation. Tout au plus la modifier.

Carbone 4 a été fondé en 2007 entre autres par Jean-Marc Jancovici dont l'engagement

- **Carbone 4**,
54 rue de Clichy,
75009 Paris,
tél. : 01 76 21 10 00
contact@carbone4.com
- **Négawatt**,
BP 16280 Alixan,
26958 Valence cedex 9,
negawatt.org,
contact@negawatt.org
- **Manuel de transition**,
Rob Hopkins,
en vente à *Silence*.

À QUAND L'INTERDICTION DES PLASTIQUES À USAGE UNIQUE ?





▲ Autant de bons réflexes tout de même !

pro-nucléaire est bien connu. Il déclarait cette même année, dans un entretien au *Nouvel Observateur*: "Je sais que ma position est iconoclaste pour de nombreux écologistes. Mais si tout ce que je laisse à mes enfants ce sont des déchets radioactifs, cela me va très bien".

Le 16 décembre 2015, *Le Canard enchaîné* a rappelé que *Carbone 4* avait comme clients EDF et Engie. Jean-Marc Jancovici est aussi président du groupe de réflexion *Shift Project* qui a initialisé un appel du patronat pour "décarboner l'Europe". Cet appel, publié en mars 2017, est signé entre autres par les patrons d'EDF, d'Areva, Bouygues, Vinci, etc. Toutes ces grandes entreprises ont des intérêts plus ou moins visibles avec le nucléaire.

Ceci explique sans doute que l'on trouve dans les propositions collectives que nous n'avons pas détaillé le développement de la voiture électrique... sans un regard pour le potentiel du vélo électrique qui consomme pourtant 80 fois moins.

Il existe des rapports plus sérieux comme les scénarios de *Négawatt*, qui s'appuient sur le fort potentiel d'économie et d'efficacité énergétique. En utilisant uniquement ce qui existe déjà et qui est le plus économe, et en le généralisant, *Négawatt* estime que l'on peut baisser notre consommation d'énergie d'un tiers (et donc sensiblement autant nos émissions de CO₂).

En cumulant cette descente énergétique d'un tiers et le potentiel des geste individuels et collectifs mis en avant par *Carbone 4*, on passe alors à 68 % de l'objectif à atteindre. Et nous ne parlons pas encore de décroissance. Comme quoi, ce n'est déjà pas si mal.

AU-DELÀ DES PETITS PAS

Nous avons déjà développé en décembre 2019, dans *Silence* n°484, toute une série de mesures qui peuvent faire baisser nos émissions sans amplifier les inégalités sociales. Évidemment, tout cela n'est pas envisagé par *Carbone 4*, au service des puissants, ceux qui détruisent vraiment la planète.

Il ne faut pas non plus oublier que le débat ne se limite pas seulement aux émissions de gaz à effet de serre. Nous avons aussi à faire face à la fin des ressources faciles, à la nécessité de laisser une grande partie de la nature intacte (pour que cesse l'effondrement de la biodiversité). Une vision écologiste est donc forcément beaucoup plus vaste et ne se résume pas à quelques conseils techniques.

Soit nous continuons à prendre des mesurètes comme le font les puissants actuellement, et nous assisterons à un effondrement de différents secteurs déjà en cours. Et il est peu probable que la décarbonation de *Carbone 4* résolve les problèmes.

Soit nous sommes capables à un moment d'impulser un changement politique, sur le modèle des *Territoires en transition*, qui renouvelle notre mode de vie en se basant sur la sobriété. Celle-ci est déjà acquise par les personnes les plus modestes. Les mesures à prendre doivent obliger les plus riches à s'en contenter.

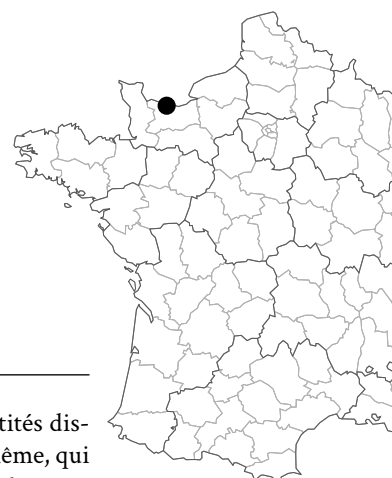
Michel Bernard ■



▲ *Massage sur fond de guitare, on est bien à La Demeurée !*

La Demeurée : une "communauté" autogérée ouverte sur l'extérieur

La Demeurée est un lieu communautaire situé dans un village au nord de Caen. Très engagé sur les questions de solidarité, de justice sociale et d'écologie, c'est un lieu d'échange et de partage ouvert à toutes et tous.



LORSQUE J'ARRIVE À LA DEMEURÉE EN CE lundi pluvieux du 11 novembre 2019, une odeur de café emplit la cuisine. Il est 14 h. De nombreuses personnes se serrent autour de la table pour la fin du repas : des résident-es, des ami-es de passage... Une grande convivialité se dégage de ce tableau. Une fois le café servi, chacun-e s'agit, commence à ranger la table, puis vaque à ses occupations. Je reste avec Édouard et Pierre, deux habitants, qui commencent à me raconter l'histoire de ce lieu.

L'aventure de *la Demeurée* a commencé en 2014 à Strasbourg, avec la création de l'association *B1518*, ayant pour propos de réunir des personnes qui souhaitent expérimenter de nouveaux modes de vie. "On était tous un peu en fin d'études, on voulait maintenir des liens entre les gens grâce à la forme associative", se rappelle Pierre. Six mois plus tard, le terrain était trouvé, prêté gracieusement par son propriétaire pour une durée indéterminée, à Saint-Contest, en Normandie, à 15 minutes à vélo du centre de Caen. "On a trouvé le nom *la Demeurée* quasiment dès le début", raconte Édouard. "La demeure, c'est un lieu de vie, une demeure c'est une personne un peu à la ramasse, ce que nous étions au départ". Neuf habitant-es y vivent aujourd'hui.

LA DEMEURÉE LE LIEU ET LA DEMEURÉE L'ASSOCIATION

L'appellation *La Demeurée* réfère à deux entités distinctes. D'un côté, c'est le nom du lieu en lui-même, qui comprend plusieurs bâtiments. Il y a *Le Paquebot*, une grande étable composée de deux salles d'événements (100 et 200 m²) et d'un atelier de sérigraphie ; *Le Hublot*, un bâtiment comprenant *Le Submersible Sonore* un local de répétition de musique, une cuisine collective d'appoint et une cidrerie ; *La Nef*, le lieu privé d'habitation. À cela s'ajoute un grand jardin, avec un potager et un poulailler (qui ne suffisent pas à répondre aux besoins alimentaires des résident-es). L'état d'esprit est le suivant : tout le monde dans le même bateau !

Mais *La Demeurée*, c'est aussi le nom de l'association qui a remplacé *B1518* en 2019. "En fait, on a recréé une nouvelle association, pour repartir de zéro", explique Pierre. "On voulait être plus ouvertes sur l'extérieur". Les résident-es du lieu n'en sont pas forcément membres, et vice-versa. Cela permet de mieux répartir les charges selon les disponibilités et envies de chacun-es. L'association possède un budget propre, basé notamment sur les adhésions et les bénéfices générés par les



▲ Conférence dans la grande salle du Paquebot.

événements. Cela lui permet d'organiser de nombreuses activités et d'assurer l'entretien et les travaux des bâtiments (excepté *La Nef*, qui est à la charge des habitant-es). Mais sa séparation avec les résident-es reste fine : "Le bien-être de l'association dépend de la bonne entente entre nous", reconnaît Pierre.

VIVRE À LA DEMURÉE : AUTOGESTION ET MISE EN COMMUN

La vie à *La Demeurée* est basée sur un principe d'autogestion, et de mise en commun des moyens. Il n'y a pas de loyer à payer : "on paye des frais liés à la gestion du lieu et aux travaux de rénovation des parties privées, que l'on partage entre tous", explique Pierre, ce qui permet d'habiter sur place à bas prix. Ainsi, chacun-e est tenu-e de mettre une somme identique dans la caisse commune chaque mois. Certain-es habitant-es ont des activités rémunérées à l'extérieur de *La Demeurée*, d'autres sont au chômage. Il fallait trouver un fonctionnement qui permette à toutes de participer financièrement au projet. "On hésite entre 'collectif' et 'communautaire' pour nous qualifier. Mais une 'communauté' c'est pas mal comme définition en fait", sourit Édouard.

Les deux premières années, cinq personnes vivaient ensemble à *La Demeurée*. Puis, le passage à dix a demandé de repenser l'équilibre trouvé. "Au départ, c'était beaucoup de chantiers", admet Pierre, "alors que certain-es voulaient directement passer à l'étape d'expérimentation de mode de vie". "Les raisons personnelles de vivre à *La Demeurée* n'ont pas toutes trouvé écho dans le collectif", rajoute Édouard. "Mais la vie n'en était pas moins drôle, mouvementée et joyeuse!". Depuis, certain-es ont quitté le projet, et

les habitant-es actuel-les se réunissent une fois par semaine pour faire le point sur la vie en collectivité. L'aménagement des parties privées devrait évoluer à l'avenir : "on veut tendre vers un modèle qui permette plus d'intimité individuelle, et de se projeter plus longtemps, pour se sentir mieux sur le lieu", explique Pierre.

UNE VIE ASSOCIATIVE FOISSONNANTE

Les valeurs communautaires des habitant-es se retrouvent dans l'association *La Demeurée*. Chaque année, elle héberge et organise une grande diversité d'événements : des conférences, des concerts, des marchés d'artisanat, des guinguettes en été. Les locaux sont volontiers prêtés à d'autres personnes ou groupes qui en ont besoin. Les *Gilets jaunes* ont par exemple pu venir faire leurs réunions et préparer leurs pancartes dans *Le Paquebot*. De nombreux événements, mis en place par d'autres structures, ont été accueillis sur place. "Mais on est obligé de les accompagner dans les lieux, même si on ne gère pas entièrement l'événement", précise Édouard. "Nous, on sait techniquement où brancher quoi pour les concerts par exemple".

L'association est active toute l'année, avec des temps forts d'avril à novembre, pour des raisons de météo. À terme, elle souhaiterait pouvoir étendre son activité, de jour comme de nuit, peu importe la saison. Cela lui permettrait de s'inscrire durablement dans le tissu associatif de la région. Pour se faire connaître, l'association s'appuie essentiellement sur le bouche à oreille et les réseaux sociaux. Elle a récemment acquis avec d'autres structures les anciens bâtiments des beaux arts à Caen, ce qui lui offre la possibilité d'avoir un pied à terre en plein centre ville.



▲ Latelier de sérigraphie.

L'ÉCOLOGIE : "ON APPREND PETIT À PETIT"

Les habitant·es de *La Demeurée* mènent une véritable réflexion sur leur mode de vie, et interrogent notamment leur consommation. "Chacune cherche à trouver un rapport plus sain avec la nature", affirme Édouard. Ils et elles s'approvisionnent par exemple autant que possible auprès d'agricultures biologiques locales, favorisent l'utilisation du bois local pour leurs travaux, ont installé des toilettes sèches. "Par contre, nuance Pierre, même si on expérimente sur ces thèmes, on ne vise pas l'autonomie alimentaire et énergétique". Et Édouard de rajouter : "la question d'autonomie n'est pas viable pour nous : on veut partager avec les autres, aider les autres, vivre avec et grâce à eux". En plus des engagements pris par chacun·e au quotidien, l'association a organisé des multiples événements sur la décroissance et l'écologie. *La Demeurée* a ainsi accueilli une conférence de Vincent Liegey, objecteur de croissance, ou encore le mouvement anti-pesticides *Les Coquelicots*, et affiche un soutien politique au programme écologique de la *France Insoumise*. Que ce soit au niveau personnel ou dans l'engagement associatif, sur l'écologie, "on apprend petit à petit" conclut Édouard.

UN RAPPORT TENDU AVEC LA MAIRIE

Depuis leur arrivée à Saint-Contest, petite ville dortoir au nord de Caen, les membres du projet ont du faire face aux réactions plutôt hostiles des autorités publiques et de certain·es voisin·es. "On n'a pas de très bonnes relations avec la mairie, ils se sont tendus dès le départ" déplore Édouard. "Ils n'ont jamais voulu discuter avec nous. Ils étaient

plutôt dans le mépris et l'incompréhension vis à vis de notre projet". En 2016, la ville a interdit un festival qui devait se tenir à *La Demeurée*, sous couvert de l'état d'urgence. Ces tensions ont empêché les habitant·es et l'association de créer des liens avec les voisin·es et les autres associations locales, qui ne souhaitent pas se mettre à dos la mairie. Ses événements ne sont pas mentionnés dans la presse locale, ce qui nuit à son rayonnement. *La Demeurée* a bien organisé un marché d'artisanat pour inviter les villageois·es à venir les rencontrer, mais peu se sont déplacé·es.

Fin août 2019, la mairie a de nouveau déclaré illégal un festival qui devait s'y tenir, le festival *Irma*, sous motif de non respect des conditions de sécurité. En effet, la grange qui accueille les événements n'est pas aux normes, et des travaux de rénovation sont nécessaires. Cependant, *La Demeurée* prend la sécurité des personnes bien au sérieux. "Nous avons refait l'électricité, installé des grandes portes de dégagements, il y a une alarme incendie, des extincteurs", précise Édouard. "Nous n'avons eu aucun problème en 4 ans d'activité, mais la mairie n'a jamais pris la peine de se déplacer". Finalement, le festival *Irma* a bien eu lieu, sans incidents.

Selon Édouard, le comportement de la mairie s'explique notamment par l'engagement politique des résident·es et de l'association : "On est engagé sur les questions des migrants, des gilets jaunes. On a accueilli la *France Insoumise* lors des présidentielles de 2017. On soutient un rapport de force face au gouvernement." Un des enjeux majeurs est donc de sortir de ces jeux de tensions, qui nuisent à l'épanouissement du projet *La Demeurée*.

Manon Salé ■

Contact :

12 rue du Jeu-de-Paume,
14280 Saint-Contest
toctoc@la-demeuree.fr
<https://blog.la-demeuree.fr>



▲ Les "smart cities" sont souvent des expériences à but sécuritaire, comme l'installation de caméras de surveillance dans les transports en commun par exemple pour pouvoir analyser les émotions des usagers. Ce projet a depuis été jugé non conforme par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Les "villes connectées" fliquent l'espace public

Les projets de "smart cities" se multiplient en France ces dernières années.

Plus de 25 collectivités ont déjà noué des partenariats avec des entreprises privées pour gérer leur ville à l'aide d'algorithmes. L'association *La Quadrature du Net* y voit surtout des expérimentations à but sécuritaire. Afin de dénoncer ces dérives, elle a lancé le 16 septembre 2019 la campagne *Technopolice* à Nice, la ville la plus surveillée de l'Hexagone. Entretien avec Martin Drago, salarié et juriste.

Silence : Des projets de "smart cities" sont expérimentés dans plus de 25 agglomérations en France, de Paris à Lannion. Que sont les "smart cities" exactement et depuis quand sont-elles apparues dans le pays ?

Martin Drago : À *La Quadrature du Net*, nous avons commencé à nous intéresser à l'usage des nouvelles technologies dans l'espace urbain depuis à peu près deux ans. Cela concerne aussi bien l'analyse des "big data" (1) que l'intelligence artificielle. Dans ce volet existe l'aspect des "villes connectées". Difficile d'en connaître l'arrivée exacte ici, en France. Une vraie opacité est créée autour de ces expérimentations. On ne sait pas non plus exactement ce qui est fait.

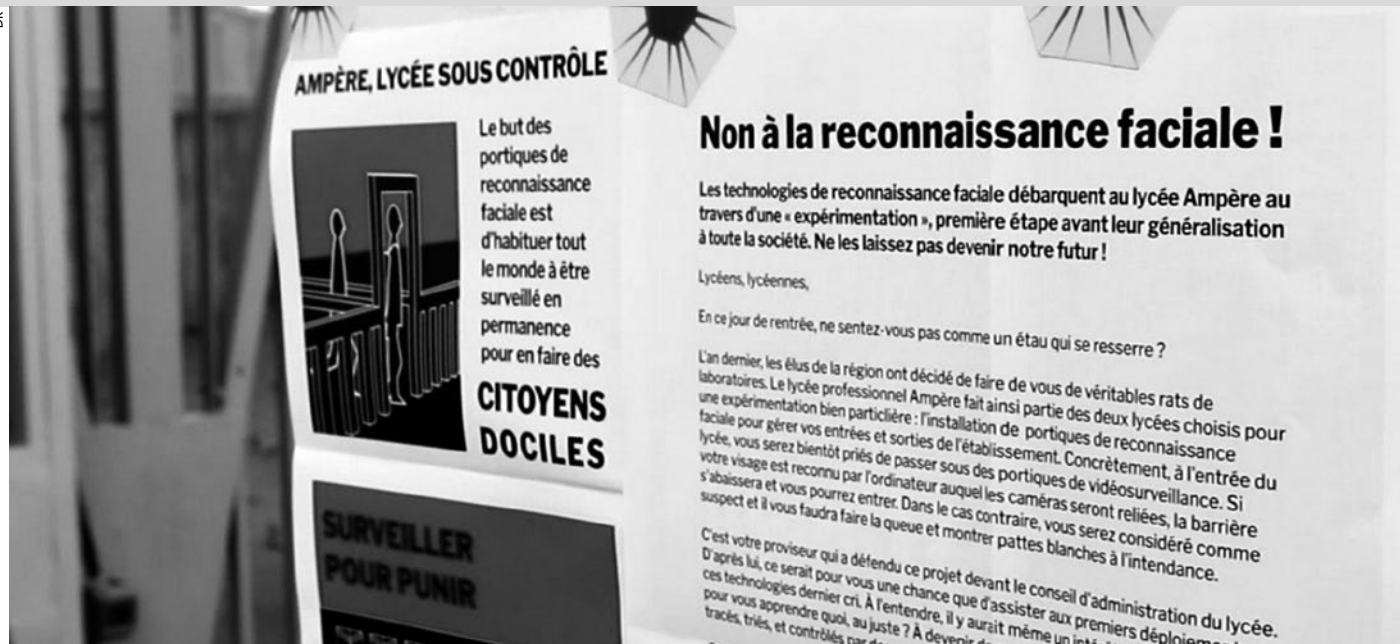
Qu'est-ce que c'est par exemple ? Cela peut permettre de surveiller des manifestations ou de suivre des individus dans une foule... À Marseille, on est dans cette idée-là avec l'observatoire "Big data" de la tranquillité publique (NDLR : lancé par la mairie en décembre 2017). Un maximum d'informations est récupéré dans de nombreux domaines : transports en commun, applications mobiles, réseaux sociaux, opérateurs téléphoniques... Tout cela est analysé pour "aider" à une meilleure gestion de la ville. Ces machines

permettent de prédire ce qui se passera dans le futur et là, c'est magique ! Je suis bien sûr ironique en disant cela mais ce fantasme-là de gestion urbaine par les collectivités existe bel et bien.

Silence : Dans un entretien accordé au journal *Le Monde* le 19 décembre 2018, Marc Darmon, directeur général adjoint de l'entreprise d'aérospatial et de défense *Thalès*, impliquée dans plusieurs projets "smart cities", concède que "la sécurité est avec la mobilité le pilier le plus réaliste de la smart city". Quels sont les exemples les plus frappants de ce volet sécuritaire ?

Martin Drago : Ces problèmes arrivent lorsqu'on laisse la gestion des villes à des algorithmes développés par des entreprises privées ! Il y aura toujours un pendant sécuritaire. Un exemple intéressant est celui des applications mobiles dite "citoyennes" où l'on peut prévenir les services de la ville pour débarrasser les poubelles, lorsqu'il y a des incidents, etc. Une fois alertés, ils arrivent tout de suite. Cela n'a pas l'air méchant à première vue. Mais qu'est-ce qu'un incident ? La dérive arrive là : est-ce qu'une personne peut contacter

(1) Les "big data" signifient les données gérées par des algorithmes informatiques.



▲ En septembre 2019, La Quadrature du Net a tracté devant le lycée Ampère à Marseille pour parler des caméras de reconnaissance faciale qui allaient être installées aux portiques d'entrée de l'établissement public.

la municipalité si elle trouve qu'un sans domicile fixe fait trop de bruit ?

À Nice toujours, un projet était prévu sur la reconnaissance d'émotions. Le logiciel, développé par la start-up française *Two-i*, analyse les émotions en temps réel à travers les caméras de surveillance des transports en commun et pourrait signaler les visages inquiets. Pourquoi ? On ne le sait pas... L'idée a été retoquée mais l'édile Christian Estrosi veut revenir à la charge ! Selon l'écu, la sûreté de ses citoyen-nes passe par la surveillance, bien qu'aucune preuve ne corrobore ses propos. La ville dénombre le plus de caméras de surveillance de France (2) or, cela n'a pas empêché l'attentat du 14 juillet 2016 d'arriver. Une confusion est créée autour de la notion de sûreté. Sa définition veut dire "lutter contre l'oppression de l'État" d'après l'article 2 tiré de la déclaration des droits humains de 1789.

Même chose : *Thalès* explique que leur projet de "safecity" (NDLR : installation de caméras prédictives, détecteurs de coups de feu ainsi que détecteurs de présence) réduit la criminalité. La société se base sur un de leurs projets situé à Mexico. Mais quand on regarde les chiffres de plus près, on s'aperçoit plutôt du contraire... Surgit une autre question : doit-on faire confiance aux algorithmes pour rationaliser l'espace public ? À *La Quadrature du Net*, on ne le pense pas. Les entreprises qui les génèrent ont des buts lucratifs, non applicables aux êtres humains. Les algorithmes cherchent la fluidification des déplacements en ville. Cependant, on croit à l'importance de la déambulation, où l'on se promène au fil du hasard... Et ça, les algorithmes ne le comprendront jamais.

Silence : La municipalité niçoise est très fière de promouvoir sur son site internet qu'elle fait partie des cinq premières "safecity" au monde. Est-ce que ces "smart cities" sont un

moyen pour les agglomérations d'attirer des entrepreneurs ?

Martin Drago : Oui, en effet !

Silence : Vous trouvez également que ces expérimentations participent à la militarisation progressive de l'espace public...

Martin Drago : Les outils et les algorithmes ont d'abord été développés à des fins militaires. Ce n'est pas anodin si des entreprises comme *Thalès* ou *Verney-Carron*, qui vend les *LBD* (lanceurs de balles de défense) utilisés par la police lors des manifestations, sont impliquées dans ces partenariats public-privé.

Silence : Que reproche La Quadrature du Net à la Cnil ? Elle a pourtant fait arrêter deux projets : à Marseille ainsi qu'un projet de détecteurs de bruits "anormaux" à Saint-Etienne où devait être installée une cinquantaine de micros...

Martin Drago : L'institution manque de courage politique. Concernant l'expérimentation à Marseille, elle a pris la décision en novembre 2019, alors que nous dénoncions ce projet depuis février 2018. L'argumentation qu'elle a donné, nous l'avions depuis longtemps lorsque nous avons fait un recours au tribunal administratif de Marseille. Oui, c'est très bien qu'elle se prononce contre ces deux projets mais de nouveaux pullulent chaque jour. De plus, son influence s'est largement affaiblie depuis sa création à la fin des années 1970. Elle avait auparavant un vrai pouvoir d'autorisation, elle n'est consultée que de façon consultative désormais.

Silence : Comment lutter collectivement face à tout cela ?

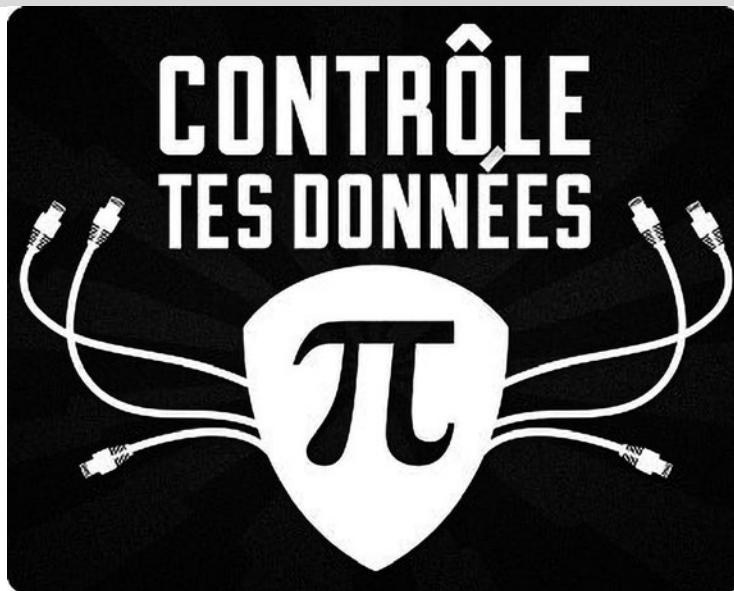
Martin Drago : Il y a trop de projets pour pouvoir tout suivre. La quantité est énorme. Alors récupérer et analyser les informations à ce sujet, lutter pour la transparence, représente déjà un

Fondée en 2008, *La Quadrature du Net* est une association basée à Paris qui défend les libertés individuelles dans le monde du numérique. Elle œuvre pour qu'Internet soit un outil émancipateur et lutte contre la censure et la surveillance venant aussi bien de l'État que des entreprises privées.

■ La Quadrature du net
60, rue des Orteaux,
75020 Paris,
09 72 29 44 26
ou 09 51 31 53 22,
contact@laquadrature.net,
www.laquadrature.net

(2) Selon un recensement du club prévention-sécurité du journal *La Gazette des Communes* réalisé en 2013, Nice était la première ville en nombre de caméras de surveillance. Elle dénombre une caméra pour 450 habitant-es tandis qu'à Paris, c'est une caméra pour 2 050 habitant-es ou encore 1 850 à Lyon.

MARSEILLE, VILLE DU FUTUR...



▲ La Quadrature du net milite depuis sa création en 2008 pour que les citoyens et citoyennes puissent contrôler leurs données.

combat en soi. C'est pour cette raison que *La Quadrature du Net* a lancé la campagne *Technoplice* en septembre 2019 en partenariat avec plus d'une dizaine d'organisations, dont la *Ligue des droits de l'homme*, la *FCPE* (Fédération des conseils de parents d'élèves) et le syndicat *CGT-Educ*. En plus d'un manifeste, nous avons lancé une plate-forme en ligne afin d'effectuer une veille en commun et organiser des actions au niveau local.

Une partie du collectif a tracté au lycée Ampère à Marseille à la rentrée scolaire 2019-2020 pour dénoncer un projet de portail de reconnaissance faciale : une caméra devait être installée à l'entrée pour autoriser seulement l'accès aux lycéen-nes de l'établissement. Or, interrogé-es par les membres sur place, certain-es élèves n'étaient pas au courant de ce nouveau dispositif. Là-bas, des parents

d'élèves dénonçaient déjà ce projet depuis 2018 mais il a fallu que la *Cnil* (Commission nationale de l'informatique et des libertés), chargée de veiller aux libertés numériques, donne son avis en novembre 2019 pour que la Région Sud (NDLR : ex-Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur) arrête l'expérimentation. Mais ses recommandations n'interviennent qu'à titre indicatif. Si elle l'avait voulu, la Région aurait très bien pu continuer et ne pas se laisser faire puisque cette expérimentation devait être étendue à tous les établissements secondaires de la région. La *Cnil* est une institution poussiéreuse et vieille...

Propos recueillis par Manon Deniau ■

Au profit des entreprises

Difficile de savoir d'où vient précisément l'origine des "smart cities". Elle proviendrait probablement des États-Unis au début des années 1990. Ce qui est sûr cependant, c'est que la notion a été démocratisée notamment par l'entreprise *IBM*, spécialisée dans l'informatique. À l'époque, la société américaine a du mal économiquement. Cette dernière trouve la parade et impose en une dizaine d'années sa définition de "ville hyperconnectée", un espace où tout serait en lien : transports, gestion de l'eau, de l'énergie... Tout cela pour des raisons pécuniaires. "Il faut bien comprendre la chaîne de cause à effet : la collecte de l'information et son traitement (qui nécessiteraient ici les solutions *IBM*, en termes de capteurs, de matériels numériques, d'algorithmes et d'ingénierie) permet l'efficacité optimale, cette fameuse 'efficacité' (efficiency) qui apparaît comme la vertu cardinale d'une métropole prospère", développe le géographe Michel Lussault (1).

Bien entendu, ses ambitions se veulent mondiales. L'urbanisation concerne tous les pays occidentaux, notamment l'Asie en pleine prospérité. *IBM* s'adresse dès 1998 au gouvernement de Hong-Kong : "[Elle] [...] participe ainsi à la constitution d'un marché de la ville numérique, et l'investit, en positionnant ses intérêts au cœur des politiques urbaines locales, ce qui lui permet d'être implantée lorsque la ville intelligente et ses nouveaux acteurs émergent." (2) Depuis, le continent asiatique est devenu un des leaders du milieu. Près d'un tiers des projets de "smart cities", à l'échelle mondiale, se baseraient en Asie.

Manon Deniau

(1) Lussault, Michel. *Textes et documents pour la classe*, N°1115, Canopée, 2018.

(2) Douay, Nicolas, et Carine Henriot. "La Chine à l'heure des villes intelligentes", *L'Information géographique*, vol. 80, n° 3, 2016, pp. 89-102.

La beauté de la nature aquitaine

En 2019, *Silence* a été le partenaire du concours photo "La biodiversité en Aquitaine" à l'occasion des 50 de *Sepanso*. Cette fédération à but non lucratif regroupe 5 associations départementales aquitaines de protection de la nature et de l'environnement. Nous vous proposons de découvrir les merveilles de la biodiversité locale à travers les photos qui suivent.

■ *Sepanso*, 1 rue de Tauszia, 33800 Bordeaux, tél. : 05 56 91 33 65, <https://site.sepanso.org>



1^{er} prix catégorie paysages : Laurence Denaix. Paysage typique des landes de Gascogne : au premier plan, des *touradons de Molinie bleue* (*Molinia caerulea*) dans une lagune.



1^{er} prix catégorie faune : Chantal Jaffrain. L'*Empuse Pennée* (*Empusa penata*), surnommée le "diablotin", est une espèce rare en Aquitaine. On l'observe dans les milieux secs tels que les dunes littorales et certaines pelouses sèches.



1^{er} prix catégorie macrophotographie : Philippe Vignes. Fleur de *Jasione des montagnes* (*Jasione montana*), une plante typique des milieux secs, présente dans la lande sèche de Gascogne.



1^{er} prix catégorie flore : Patrick Bernes. Le *Panicaut des dunes* (*Eryngium maritimum*) est une plante typique de la dune blanche. Particulièrement adaptée au milieu dunaire, elle résiste bien à l'ensablement.

Trottinettes électriques... et autres modes de locomotion

Je me permets de rebondir sur le courrier de M. Vaillant (*Silence*, n°485 - Janvier 2020, p.41). Le poids, qui va souvent de pair avec l'encombrement, est en effet un critère important de choix du mode de déplacement, pour les raisons mentionnées. Cela devrait conduire à se détourner notamment des 4x4 et autres SUV.

Je pense que, pour être complets et cohérents, nous devrions aussi nous poser, avant chaque déplacement et jusqu'à ce que cela devienne automatique, les questions suivantes dans l'ordre :

1. Puis-je y aller à pied ?
2. Puis-je y aller sans motorisation ? (roller, trottinette banale, vélo banal...)
3. Sinon, ce déplacement est-il vraiment nécessaire, eu égard aux nuisances qu'il va engendrer, ou puis-je au moins le différer, le regrouper avec un autre déplacement ?
4. Puis-je utiliser des transports en commun (dans l'ordre bateau, train, métro, tramway, autobus), afin de n'ajouter aucune nuisance à celles déjà engagées par la société ?
Ce qui suppose que ces transports ne soient pas tous saturés (cas général).
5. Puis-je me joindre à une voiture déjà en circulation en faisant appel au covoiturage ?
6. Sinon puis-je, en utilisant une trottinette électrique ou un vélo à assistance électrique, éviter la mise sur les routes d'une moto ou voiture supplémentaire, et ainsi limiter les nuisances additionnelles ?
7. Restent, en dernier recours, la moto, pénalisée par ses nuisances sonores, et la voiture individuelle, sans aller ici jusqu'à considérer l'avion (ou les démentiels taxis volants électriques qu'on nous annonce !).

A. Lenain

La renouée : une plante invasive

Un point de l'info diffusée p.17 du numéro de février 2020 (*Silence* n° 486) m'a titillé le cerveau. Il est indiqué "bonne nouvelle pour dépolluer les eaux par les plantes", je me dis bien ! Je veux bien admettre que les plantes permettent de capter les métaux lourds et peuvent décontaminer l'eau mais l'utilisation de la renouée du Japon est à proscrire absolument. Il s'agit d'une plante indésirable qui pullule, bouture, très, trop bien et très difficile à éradiquer. Il faut absolument que vous informiez les lecteurs de ne surtout pas chercher à utiliser la renouée pour filtrer l'eau, il faut plutôt essayer de détruire les plants en place ... et cela coûte très cher aux collectivités pour la reconquête de la qualité des cours d'eau.

Sandrine Pernet
Morbihan

Remerciements

Je vous remercie [d']apporter les bonnes nouvelles qu'on trouve dans *Silence*, lesquelles m'inspirent tellement.

Nadine Martinot
Ariège

Mieux communiquer

Félicitation pour vos articles sur le soin communautaire et votre prochain dossier sur la désobéissance civile, ça me réjouit d'avance (...). Peut-être vous avais-je déjà parlé de l'expérience que j'ai eu à Evry dans les années 1990 d'un centre médical municipal de quartier des "épinettes", je crois à l'initiative de médecins qui ont mis en place des groupes de communication pour que les gens qui y participent aillent mieux, et sachent mieux communiquer. Pour cela on y apprend quelques règles simples que l'on peut utiliser tous les jours de notre vie ! Si "l'éducation nationale" pouvait s'en emparer et former les enseignants et enseignés ce serait formidable. Rêvons !...

Michel L'Hénoret
Côtes d'Amor

Égalité des sexes et écriture

(...) La méthode où nous écrivons, par exemple "travailleur-ses" pour montrer que les femmes sont incluses me semble peu élégante. La langue Esperanto recèle un moyen bien plus juste avec son préfixe "ge" (prononcer "gué") : gelaboristoj = laboristoj et laboristinoj (travailleurs et travailleuses). Gekokoj = koko kaj kokino (un coq et une poule). Geaktorj = Aktoro kaj Aktorino (un acteur et une actrice). Gepolitikistoj = politikistino kaj politikisto (une politicienne et un politicien). Se présentera-t-il un linguiste qui proposera un préfixe ou un suffixe signifiant ensemble d'êtres masculins et féminins ? Sinon, pourquoi ne pas emprunter à l'Esperanto son préfixe "ge" et dire "getravailleur-ses" ? (...)

Michel Marko
Lot-et-Garonne

Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **À quoi sert la philanthropie ?** Didier Minot, éd. Charles L Mayer, 2019, 204 p., 19 €. L'auteur, qui a été "militant" avant de devenir "philanthrope" et, en parallèle, fonctionnaire "chargé des politiques d'aménagement du territoire" est particulièrement bien placé pour traiter du sujet. Le livre comporte une 1^{re} partie historique de la philanthropie en France et aux États-Unis, une 2^e partie qui décrit ses rôles politiques et idéologiques et une 3^e partie qui étudie les mouvements citoyens et les fondations alternatives. Il conclut à la nécessité de l'action publique et de la prise en compte des mobilisations sociales.

■ **Manifeste pour l'invention d'une nouvelle condition paysanne**, éd. L'échappée, 2019, 272 p., 24 €. Ce travail a été amorcé en 2008 par l'Observatoire de l'évolution. C'est par l'invention d'une nouvelle condition paysanne désirable que l'humain sera en mesure de rétablir un tissu de relations harmonieuses avec ce qui l'entoure. Le livre présente de belles illustrations (tableaux et photos d'événements) et alterne des témoignages, des textes théoriques et historiques remarquablement écrits.

■ **Freshkills, recycler la terre**, Lucie Taïeb, éd. Varia "prose de combat", 2019, 120 p., 19 €. La décharge de Fresh kills a vécu jusqu'à 2001 à deux pas de Manhattan, puis a recueilli les décombres des "tours jumelles" du World Trade Center avant de devenir le parc de loisirs de Freshkills (en un mot). "Un territoire lisse et policé" aménagé sur des collines créées par 6 décennies de dépôts de déchets, dont certains toxiques. Autrefois, l'activité de tri et de revente de méthane alimentait 22 000 foyers et tout un monde ! Restent quelques témoignages en demi-teinte.

■ **Heures et saisons d'une amazone**, Mariam Brûlon, disponible chez l'autrice (02 96 34 46 99), 2019, 140 p., 15 €. L'autrice vient de racheter une maison à retaper, en pleine nature, quand elle apprend qu'elle fait une récurrence du cancer du sein. Récit et réflexions entre décroissance, médecines alternatives, relations familiales compliquées... Agréable à lire.

■ **La ville des enfants, pour une (r)évolution urbaine**, Francesco Tonucci, traduction de Caroline Michel, préface de Thierry Paquot, éd. Parenthèses, 2019, 222 p., 18 €. Autrefois, on avait peur de la forêt, aujourd'hui les parents ont peur de la ville. Comment penser la ville pour rendre les enfants plus autonomes ? L'auteur a fait des propositions, reprises en partie dans quelques villes (Fano et Pontevedra en Italie), mais cela reste très timide : les conflits avec notamment la voiture restent puissants. Une réflexion qui devrait alimenter l'idée des villes sans voitures.

■ **Voyager dans l'invisible, techniques chamanniques de l'imagination**, Charles Stépanoff, préface de Philippe Descola, éd. La Découverte, 2019, 460 p., 23 €. Les chamannes, par leurs méthodes de transe, disent pouvoir résoudre des problèmes d'une manière à mettre en parallèle avec nos psychologues ou nos prêtres. Un vaste tour d'horizon des pratiques en Eurasie et en Amérique.

■ **L'économie de la nature et L'économie de la foi**, Alain Deneault, éd. Lux, 2019, 140 p., 12 € chacun. L'auteur, philosophe, distingue l'économie (la gestion de la nature ou de la foi) des sciences économiques qui marchandisent nos relations en fonction d'un modèle dominant capitaliste. Dans ces deux premiers ouvrages (6 prévus au total avec ensuite l'esthétique, le psychique, le conceptuel et le politique regroupés sous le nom de "feuilleton théorique"), il propose de remettre l'économie là où elle devrait être (suggérant que si son sens premier était resté, nul n'aurait été besoin de créer le mot écologie). Un vaste débat philosophique qui montre comment les mots sont détournés de leur sens, pour des raisons idéologiques. Pas facile à lire.

Essais

Méditerranée, amère frontière

sous la direction de Natalie Levisalles



Une vingtaine d'autrices ont offert une nouvelle sur la question de la migration en Méditerranée au profit de l'association SOS Méditerranée dont les navires ont permis de sauver plus de 30 000 personnes en errance sur des embarcations de fortune. Les autrices sont de tous les pays du pourtour de la mer, ce qui donne des tons très différents. Il y a ceux et celles qui voient leurs compatriotes partir et ceux et celles qui aimeraient que leurs pays les accueillent avec plus d'humanité. Autant d'histoires, autant de points de vue, autant d'interrogations sur une situation déplorable. FV

Éd. Actes Sud, 2019, 144 p., 15 €

Pierre Kropotkine et l'économie par l'entraide

Renaud Garcia



Pour ce 25^e ouvrage de la collection animée par Serge Latouche, l'auteur se penche sur l'un des plus grands penseurs anarchistes. Pierre Kropotkine, issu de l'aristocratie russe, était persuadé que l'entraide et la coopération étaient des facteurs essentiels des relations entre les êtres (humains comme non humains). Il s'opposait à la théorie de la loi du plus fort, issue d'une mauvaise lecture des théories de l'évolution de Darwin. Il pensait qu'il fallait rester dans des structures de petite taille pour éviter la hiérarchisation, qu'il fallait choisir de produire selon les besoins de chacun.e. Il a fortement influencé des autrices plus contemporain-es comme Murray Bookchin qui, lui, fera le lien entre anarchisme et écologie. MB

Éd. Le Passager clandestin, collection Les précurseurs de la décroissance, 2019, 128 p., 10 €

Guide des aménagements cyclables

Simon Labouret et Rivo Vasta



Nos élu-es ont du mal à comprendre comment se gère un réseau cyclable dans une ville moderne. En s'appuyant sur les connaissances développées aux Pays-Bas et au Danemark, les auteurs expliquent ici tout ce qu'il faut prendre en compte pour développer des pistes cyclables sur un réseau apaisé. Pas question de cohabiter avec les véhicules motorisés et donc des choix à faire : quand les rues sont assez grandes, des pistes cyclables assez larges de chaque côté sont séparées des voies voitures par la zone de stationnement de ces dernières (les pistes permettent à un tricycle d'en doubler

un autre). Lorsque les rues sont trop étroites, elles sont réservées aux piétons et à une piste cyclable bi-directionnelle. Cela se complique avec les carrefours. Les auteurs, plans cotés à l'appui, expliquent comment procéder, du simple carrefour au giratoire le plus complexe. Très nombreuses photos pour montrer ce qui marche et les erreurs courantes. De quoi convaincre les candidat-es aux municipales de 2020. MB

Éd. Paris en Selle, 2019, 150 p., 20 € (ou à prix libre en Pdf sur demande)

Notre pain est politique Les blés paysans face à l'industrie boulangère

Collectif



Après avoir lu ce livre, à la belle maquette, vous ne mangerez plus jamais du pain de la même façon. Vous aurez même du mal à manger une baguette industrielle. Une trentaine de personnes du Groupe Blé de l'Ardear Auvergne Rhône-Alpes (structure professionnelle d'aide aux paysans créée par la Confédération paysanne), ont échangé pendant des années pour concevoir ce livre qui alterne des pages très techniques, avec des débats, des témoignages, des photos, des dessins. Vous saurez comment les multinationales essaient de contrôler les semences et comment il est possible de les éviter. Comment on peut faire pousser du blé en conventionnel, mais aussi plutôt en bio. Comment distinguer les différentes variétés de blé. Ce que signifie les T80 ou T110 des farines, plus ou moins complètes. Comment choisir, voire fabriquer un four à main, les différents instruments nécessaires aux boulangères, etc. ? Un manuel pour les paysan-nes-boulangères et pour ceux et celles qui aiment le bon pain. À un prix extrêmement bas, du fait de l'aide d'une Fondation, de l'Ardear et d'une souscription. MB

Éd. de la Dernière lettre, 2019, 210 p., 13 €

Les besoins artificiels Comment sortir du consumérisme

Razmig Keucheyan



Afin de retrouver une stabilité au niveau de la planète, nous devons réduire notre consommation. Pour cela, il faut être capable de distinguer les besoins vitaux de ceux dont on peut se passer en partie ou totalement. L'auteur commence par montrer, à partir de l'exemple de la pollution lumineuse nocturne, que la notion de besoin évolue. Il s'interroge aussi longuement sur les comportements d'achats compulsifs. Il propose une première mesure qui est de soutenir la campagne des Amis de la Terre pour l'extension des garanties sur les produits manufacturés à dix ans. Ceci obligerait à changer complètement nos modes de production, les emplois passant alors au secteur de l'entretien et des réparations. Il retrace l'histoire des associations de

consommatrices, rappelant que c'est l'État qui, en France, a forcé la séparation avec les organisations syndicales. Il propose de faire pression pour retrouver cette liaison, mais il élude le fait qu'aujourd'hui consommation et production sont fort éloignées. De même, il développe beaucoup trop les historiques des sujets abordés et les rappels aux textes de Marx. Ce qui peut lasser... alors que les questionnements à chaque fin de chapitre sont tout à fait pertinents. MB

Éd. La Découverte / coll. Zones, 2019, 202 p., 18 €

La vie simple

Philippe Godard et Marie-Christine Jacquet



Ce livre propose une cinquantaine d'activités que l'on peut avoir avec ses enfants, sans aucun achat (ou très peu). C'est très divers : faire germer des graines, planter un arbre, faire un herbier, cuire des galettes, faire sécher des fruits, fabriquer un métier à tisser, fabriquer un bilboquet, fabriquer un instrument de musique végétal, faire une cabane à l'extérieur ou dans son appartement, décorer avec fleurs flottées comme en Inde, peindre avec des fleurs, dessiner au fusain, etc. Juste un bémol : évitez la fiche sur le cuiseur solaire en polystyrène, ce dernier dégage un gaz toxique à la cuisson. Le tout est illustré avec des photos explicatives. De quoi initier ses enfants à l'autonomie et la vie simple. MB

Éd. Nathan, 2019, 200 p., 13 €

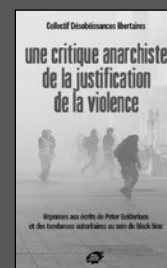
Une critique anarchiste de la justification de la violence

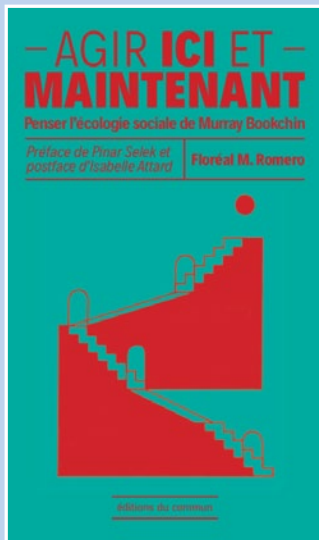
Collectif Désobéissances libertaires



Face aux écrits de l'anarchiste étasunien Peter Gelderloos qui adresse une critique virulente à la non-violence, les textes réunis dans ce recueil veulent faire entendre une autre voix. Celle d'une non-violence libertaire et révolutionnaire, engagée contre les pouvoirs étatiques, nationalistes et capitalistes de tous ordres. Sebastien Kalicha montre en quoi la relation entre les fins et les moyens est un pilier de l'anarchisme et en quoi à ce titre la non-violence lui est aussi essentielle que les pratiques autogestionnaires. Lié comme lui à la revue libertaire non-violente allemande *Graswurzel Revolution*, N.O.Fear revient quant à lui sur les aberrations et les mensonges historiques développés par Gelderloos dans ses écrits pour justifier ses thèses, en les décortiquant patiemment. Une contribution intelligente aux controverses actuelles sur le potentiel révolutionnaire ou contre-révolutionnaire de la non-violence active. GG

Éd. Atelier de création libertaire, 2019, 146 p., 8 €





Agir ici et maintenant

Penser l'écologie sociale de Murray Bookchin

Floréal M. Romero

La première moitié de l'ouvrage raconte ce que furent les engagements de Murray Bookchin, penseur de l'écologie sociale, à partir d'une vision libertaire. S'en suit un vaste débat sur ce que nous pouvons faire pour développer une

écologie qui ne soit pas un simple accompagnement d'un capitalisme en crise (et donc loin des "économies circulaires" ou autres peintures vertes). Cela suppose de remettre en cause les structures hiérarchiques et de les remplacer par un "communalisme", c'est-à-dire un fonctionnement horizontal au niveau de territoires suffisamment petits pour que cela soit possible. Cette horizontalité s'accompagne d'un niveau supérieur calqué sur les expériences de fédéralisme, développé par les syndicats anarchistes. Les analyses s'appuient sur trois exemples concrets : le mouvement libertaire en Aragon en 1936, les Zapatistes au Mexique et les Kurdes du Rojava, en Syrie. L'auteur explique comment cela peut s'intensifier à partir des expériences alternatives (avec les exemples de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ou les coopératives de Longo Mai). Il faut des ruptures franches car "si nous ne vivons pas ce que nous pensons, nous finirons par penser ce que nous vivons" (p. 166). Il analyse aussi les échecs, que ce soit *Die Grünen* (les Verts allemands), *les Indignés* (en Espagne), *Nuit debout* (en France), les deux premières initiatives sont rentrées dans le moule, la dernière s'est éteinte par lassitude des débats sans fin. Dans la lignée de Murray Bookchin, Floréal M. Romero propose une stratégie : débats, revendications, structuration. L'intérêt de ce livre est dans l'intelligence des propos qui reliait sans cesse approche théorique et exemples pratiques, nécessité des luttes et construction des alternatives. Il faut espérer que cela fera débat et fera évoluer la mouvance écologique vers une plus grande conscience de la nécessité d'avoir une approche globale des phénomènes de domination. MB

Préface de Pinar Seleik, éd. du commun, 2019, 280 p., 16 €

L'onde Dolto

Catherine Dolto, Séverine Vidal, Alicia Jaraba



En 1976, Françoise Dolto, psychanalyste, célèbre pour ses recommandations sur les relations avec ses enfants, répond aux questions des lectrices, lors d'émissions sur *France Inter*. Le succès est phénoménal et contribuera grandement à faire passer l'éducation des enfants d'une phase de punitions et de mépris à une phase de dialogue et de compréhension. L'éducation non-violente entre dans les foyers français. Cette BD qui reprend le contenu des émissions est très intelligemment faite : elle alterne une biographie de Françoise Dolto avec des études de cas tels que présentés à la radio. Cela se fait par deux choix graphiques (que l'on entrevoit déjà sur la couverture). Le résultat dépasse de loin une simple BD : c'est un véritable guide en image pour tous les parents. Vivant et actuel. FV

Éd. Seuil / Delcourt, 2019, 160 p., 20 €

300 000 ans pour en arriver là

Grégory Jarry et Otto T.



Homo sapiens est apparu il y a 300 000 ans. Pendant 290 000 ans il a vécu paisiblement. S'il avait pu prédire la suite, on n'en serait pas arrivé là. "Pendant 290 000 ans nous avons été chasseurs-cueilleurs et depuis 10 000 ans nous sommes agriculteurs. Et si l'agriculture avait été une grosse catastrophe comparable à la météorite qui a fait disparaître les dinosaures ?" Sur un mode fantaisiste et humoristique, notre héros soumis au rite du passage de l'enfance à l'âge adulte va devoir méditer pendant 7 jours sur l'évolution du monde. Chemin faisant il compare différentes civilisations et s'attarde sur la nôtre. Très beau travail graphique, clair, drôle et truffé de réflexions percutantes. MD

Éd. FLBLB, 2019, 136 p., 21 €

Jeunes

Pourquoi les princesses devraient-elles toujours être tirées à quatre épingles ?

Jo Witek et Maureen Poignonec



Dès 8 ans. La bibliothécaire se lance dans un conte pour enfants. Une princesse aux cheveux hirsutes doit bientôt se marier. Mais le chat pose des questions embarrassantes, révélant le sexisme de ces histoires de princesses. Il faut donc rectifier le tir et l'histoire devient nettement plus déjantée. Un dessin entraînant pour une fin en dehors des conventions. Une fine réflexion

B.D.

Penss et les plis du monde

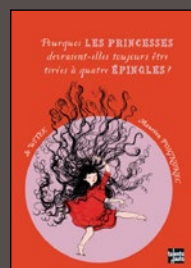
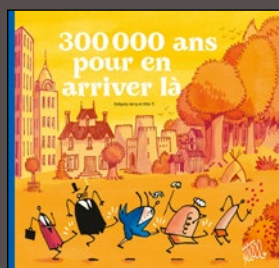
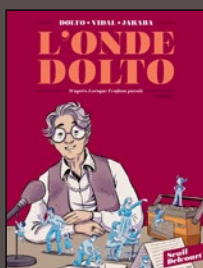
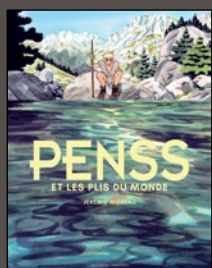
Jérémie Moreau



Au temps de la préhistoire, le jeune Penss préfère observer la nature que chasser. Il a l'idée que l'on peut cultiver des plantes et va inventer l'agriculture. Avec un dessin puissant, une mise en

page sophistiquée et un jeu de couleurs particulièrement agréable, Jérémie Moreau nous fait partager ses contemplations de la nature à travers une histoire qui oppose le jeune découvreur du rôle des semences à ses semblables, chasseurs. Les très nombreuses pages muettes sont envoûtantes. Un hymne à la puissance de la nature qui fait écho à l'autre extrémité du temps : aujourd'hui où des firmes croient pouvoir privatiser le vivant. Époustouflant. FV

Éd. Delcourt / Mirages, 2019, 232 p., 35 €



sur les histoires que nous racontons à nos enfants et qui transmettent des valeurs d'un autre siècle. FV

Éd. *Talents Hauts*, 2019, 72 p., 15 €

Robinson et l'arbre de vie

Alain Serres et Julie Bernard



Dès 6 ans. Dans la forêt du milieu du monde pousse l'arbre d'amour, de l'amitié, du soleil, de la lune... Robinson y vit tranquille en jouant de la flûte. Mais de méchants "Bûchetrons" veulent récupérer tout le bois possible, mettant en danger la planète entière. Heureusement, l'essentiel va être sauvé. Joli conte sur les liens entre la forêt, l'humain et tout ce qui fait notre monde. FV

Éditions Rue du Monde, 2019, 40 p., 20,80 €

J'ai le droit de sauver ma planète

Alain Serres, Aurélia Fronty



Dès 5 ans. "Quand nous venons au monde, il nous fait un gigantesque cadeau : ses oiseaux, ses arbres, ses mammifères, ses coraux", etc. sont autant de trésors inestimables. Cet album nous ouvre grands les yeux sur la beauté subjuguante de ce monde où "tout est gratuit", en même temps qu'il nous alerte de manière poignante sur le grand danger qu'encourt le vivant avec nos modes de vie industriels. Il affirme bien haut qu'en tant qu'enfant, j'ai le droit de savoir, d'agir, de me révolter, de changer les choses... sans oublier la liberté d'imaginer avec poésie un monde différent. Ce grand album est magnifié par les dessins naïfs et colorés, poétiques et doux, d'Aurélia Fronty. Comme un cri de révolte écrit sur les pétales d'une belle fleur. GG

Éd. Rue du monde, 2019, 48 p., 16,50 €

Musique

Charleville

Frasiak



"1, 2, 3... Nous irons au bois... 4, 5, 6... Y a pas la police", c'est sur ces mots que swingue le refrain du huitième titre, "Bure sur Atome". Militant, Frasiak ? "De cœur !" On pourrait presque dire, "de nature", tel qu'il nous le confie dans le deuxième titre de l'album : "Mon Anarchie". Des chansons de vie, des chansons d'amour où s'entremêlent la poésie, l'humour, la tendresse, la finesse ainsi que la rage et la révolte. Dans ce neuvième album, Frasiak porte un regard sur le passé, comme dans "Charleville" ou dans "Instamatic Kodak" tout en chantant l'espoir, comme dans "Les Aujourd'hui qui chantent" ou comme dans la chanson de Michel Bühler reprise ici, sans oublier celle de Ferré : "L'âge

d'or". Seize plages au total accompagnées en acoustique ou à peine électrisées pour donner une autre tessiture au son. Outre la guitare, on entend du tambourin, du piano, du violon, du violoncelle, du dobro, du sousaphone, du saxophone, de la trompette et du trombone, mais aussi de la batterie, de la guitare électrique, de l'accordéon et de la pedal steel. L'usage de celle-ci donne un caractère country immédiatement reconnaissable qui rappelle Béranger époque "Canal 19", mais Frasiak sait varier les plaisirs avec du tango, de la valse et du swing manouche. Pour finir, sachez qu'en achetant cet album, vous soutiendrez l'unique chanteur du monde francophone qui habite chez son chat... JP

Crocodile Productions, 2019, 16 titres, 15 €

Films

Les grands voisins, la cité rêvée

Bastien Simon



Reportage sur un village solidaire (créé à l'initiative de l'association *Aurore* et de la mairie du 14^e de Paris) qui a hébergé et accompagné 2 000 résident-es ! Le réalisateur a partagé et filmé la vie au sein de cette société utopique inédite en plein cœur de Paris. Il y a particulièrement suivi la trajectoire de Mael, un artiste mauritanien sans papiers et Adrien, un jeune luthier anarchiste qui s'est engagé à 100 %. On assiste à une répétition du groupe de musique *Kacekode* que celui-ci a contribué à créer. On découvre quelques aspects du quotidien : cuisines, jardin, élevage de moutons et poulailler autogérés, ainsi que le "conseil des voisin-es" réuni dans son hémicycle. Cette société en miniature nous épatte, nous émeut et interroge notre désir de multiplier et faire perdurer de telles expériences. MD

1h30, *La Vingt-cinquième heure*, 2019, sortie en salles le 1^{er} avril 2020.

Comme elle vient

Swen de Pauw



Dans cet entretien filmé à cœur ouvert, Georg Yoram Federmann, fidèle relai de *Silence* à Strasbourg mais également psychiatre libéral engagé avec les plus précaires, les toxicomanes, les exilé-es, pour la mémoire de l'antnazisme, etc., fait part de sa vision décapante du monde et de sa vision radicale de l'engagement politique et de la cohérence personnelle. Un moment fort structuré autour de son parcours personnel et qui fait beaucoup réfléchir sur la médecine, la normalité, le fascisme, etc. GG

1h42, *Projectile* (www.projectile.eu/comme-elle-vient), 2018

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Manuel d'action politique**, Michael Walzer, traduction de Frédéric Joly, éd. Premier parallèle, 2019 [1971], 168 p., 13,50 €. Ce manuel a été écrit aux États-Unis lors de la lutte active contre la guerre du Vietnam. À l'heure où les réseaux sociaux permettent de collecter beaucoup de signatures pour des pétitions, voire de mobiliser pour des actions de terrain, ce livre vient rappeler que réaliser une campagne politique nécessite de se rencontrer, de définir une stratégie, de travailler en petits groupes, etc. Réédité en 2018 aux États-Unis, il a connu un grand succès dans le mouvement anti-Trump.

■ **Justice environnementale, vers de nouvelles injustices sociales ?** Damien Bazin, éd. L'Harmattan, 2019, 136 p., 15,50 €. Que vous soyez riches ou pauvres, vous ne subirez pas de la même façon les dégâts environnementaux. Partant de ce constat, qui vaut aussi bien pour les individus que pour les États, comment peut-on chercher à diminuer les inégalités ? Sujet intéressant, mais ce livre ne fait qu'un survol à partir de quelques exemples et il est présenté comme un cours de fac, sans effort de rédaction.

B. D.

■ **Jardin d'hiver**, Paul Rey, éd. Sarbacane, 2019, 156 p., 23,50 €. Dans un futur proche, le progrès, c'est la nourriture artificielle et les personnes qui cherchent à manger des aliments réels sont potentiellement dangereuses, un virus pouvant se transmettre par les plantes cultivées en terre. Les héros du livre vont rencontrer un chef qui les pousse à la désobéissance. Le couple finira par rejoindre un jardin merveilleux où poussent de vraies plantes... mais le système dominant n'est pas très loin.

■ **L'oisiveraie**, David Prudhomme, éd. L'Association, 2019, 128 p., 22 €. Roland, retraité, vit au milieu de ses poules, dans une vieille baraque au pied des immeubles. Il va au bistrot où il échange des œufs contre plusieurs apéros. Quand les amis (aucune femme) viennent l'aider à refaire sa tapisserie, cela commence par un repas (totalement déséquilibré) et une bonne sieste. Éloge de la paresse, de la retraite et du chômage, certes, mais franchement loin d'un projet de décroissance.

Jeunesse

■ **La nuit lumineuse. À la découverte des trésors fluorescents et bioluminescents de la nature**, Lena Sjöberg, éd. Rue du monde, 2019, 48 p., 17,5 €. Dès 3 ans. Un magnifique album pour découvrir la richesse de ce qui brille dans la nature la nuit. Des grottes étoilées aux champignons, des yeux de lynx aux anémones de mer, etc., ce livre est au croisement entre science et beauté.

■ **Furio !**, Gilles Baum et Chiara Armellini, éd. Des Éléphants, 2019, 32 p., 14 €. Dès 5 ans. Une allégorie de l'absurdité de la guerre et de l'escalade de la violence (à travers l'histoire de deux rois) qui commence pourtant par une seule petite grimace... Le tout rendu avec un humour et une inventivité qui feront sourire tout du long.

Musique

■ **Brel en espéranto**, La Kompanoj, éd. Vinilkosmo, 2019, 13 titres, 46 min, 12,50 €. Réalisé avec le soutien de la Fondation Jacques Brel, une reprise en espéranto des plus célèbres chansons de Brel (Amsterdam, les Flamands, les remparts de Varsovie, quand on n'a que l'amour...).



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?

Erratum

Dans notre n°486 de février 2020, nous avons écrit dans l'article "Affichons la désobéissance civile" qu'Adolf Eichamnn avait été jugé au procès de Nuremberg.

C'est évidemment faux, il a réussi à échapper à la justice après la capitulation allemande, et notamment au procès de Nuremberg. Il a ensuite été recherché, localisé en Argentine puis exfiltré en Israël en 1960, où il a été condamné à mort et exécuté à l'issue d'un retentissant procès tenu à Jérusalem à partir d'avril 1961.

Erratum bis

Dans l'article "Quels effets les discours effondristes produisent-ils ?" du n° 487 de mars 2020, manque un encadré consacré à l'un de ces effets : **Le choix du pas d'enfant**. Les parents potentiels sachant compter voient que les enfants nés en 2020 auront 30 ans en 2050 et pourraient être encore en vie en 2100, soient des dates de moins en moins désirables. Le choix de ne pas enfanter pour cette raison semble de plus en plus souvent évoqué, y compris hors des milieux écologiques.

Cela correspond au développement des mouvements d'inspiration "childfree" (pas

d'enfant par choix), dont le mouvement international *Ginks* (*Green inclination, no kids*, soit engagement vert, pas d'enfant). Voir *Silence*, "Naître ou ne pas naître : une nouvelle question écolo ?", juin 2019

Dans ce même article, la numérotation des notes en marge présente aussi des décalages.

Un invité exceptionnel !

Silence est partenaire de *Jai Jagat*, la grande marche mondiale pour la justice et la paix qui relie Delhi à Genève, initiée par le mouvement indien gandhien *Ekta Parishad*. Nous venons d'apprendre que Gandhi lui-même participera à la marche, le dernier jour seulement en raison de son état de fatigue lié à son âge avancé. Pour plus d'informations : premieravril@revuesilence.net.

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici la liste des nouveaux venus du printemps :

- **Loire : Des livres & vous**, 9 rue Waldeck Rousseau, 12800 Rivede-Gier, tél. : 04 77 04 21 26
- **Bouches-du-Rhône : Librairie Lettres vives**, 660 rue des halles, 13150 Tarascon, tél. : 04 90 91 00 10
- **Lyon : Pick & Boch**, 66 quai Romain Rolland, 69005 Lyon, tél. : 04 78 42 55 04
- **Paris : Biocoop Ménilmontant**, 20 rue de Ménilmontant, 75020 Paris, tél. : 06 01 34 12 98

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg**. Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes**. Jean-Paul Pellet - Allier. jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort**. Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne**. Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme**. Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme**. Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard**. Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde**. Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Haute-Vienne**. Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault**. Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr; Elisa Soursac, elisa@mail.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique**. Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lyon**. Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne**. Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire**. Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne**. Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 16 et 17 avril !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h30 à 20h30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **14 et 15 mai, 18 et 19 juin etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 25 mars (pour le numéro de mai), 22 avril (pour le numéro de juin), 20 mai (pour le numéro d'été), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro de mai, vous avez jusqu'au 1^{er} avril ; puis jusqu'au 29 avril pour le numéro de juin, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net rubrique : Comment participer

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MÉDIAS LIBRES



Commande : numéros, livres et affiches

Numéros disponibles

- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !

- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 479 Bébés écolos
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 485 Le soin, c'est communautaire !
- 486 Le temps de la désobéissance civile
- 487 Dépasser les discours sur l'effondrement

Numéros régionaux

- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Côte-d'Or et Yonne
- 488 Suisse romande

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiches

Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €*

Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €*

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



Livres

Manuel de transition, 212 p. - 20 €***

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne, 120 p. - 9 €**

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €***

Pinar Selek est une femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : * 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. / **2,5€ / ***5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

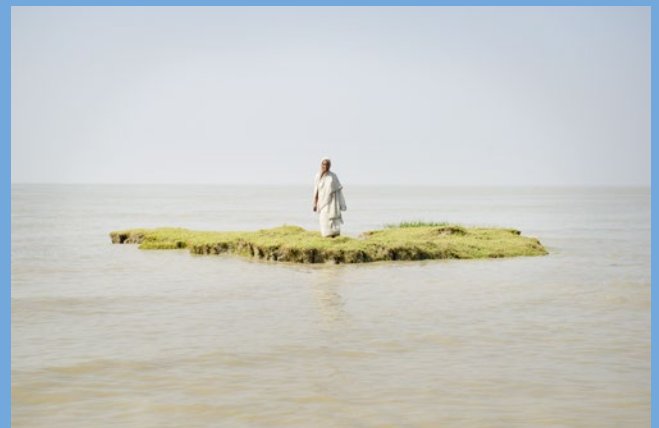
Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Sur les rivages d'une île qui s'évapore



Ghoramara est une île située à l'ouest du Bengale. Avec le changement climatique et la montée des eaux océaniques, la moitié de l'île a déjà disparu depuis les années 1980 et les deux tiers de ses habitant·es ont dû quitter les lieux.

Le photographe sud-coréen Daesung Lee s'est rendu sur l'île et expose à travers ses images les traces d'un héritage qui s'évanouit un peu plus avec chaque marée. L'eau dévore le passé de ces habitant·es tandis que leur futur est incertain. Un jour, cette île où ces villageois·es ont grandi n'existera plus que dans leurs mémoires. Comme un rêve évaporé.



On peut retrouver le travail de Daesung Lee sur www.daesunglee.com